

LE 18^e

DU MOIS

JOURNAL ASSOCIATIF D'INFORMATIONS LOCALES-PARAÎT AU DÉBUT DE CHAQUE MOIS - N° 161 - MAI 2009 - 2,30 EUROS

Le logement à l'épreuve de la crise

Les problèmes des agences immobilières, la situation du logement social et le scandale de l'hébergement d'urgence en hôtel. Notre dossier (pages 11 à 13).

Vidéosurveillance ou Big Brother ?

(page 3)

Des boîtes explosives sous nos trottoirs

(page 4)

Les salons de coiffure afro en ligne de mire

(page 7)

Mort de Nordine, militant à RESF

(page 8)

La Fraternité Saint-Pie X interdite de square

(page 9)

La ligne 14 au secours de la ligne 13

(page 13)

Les associations de la Goutte d'Or mobilisées pour leur survie

(page 14)

Les travaux du tramway boulevard Ney

(page 16)

Le bulletin d'abonnement est en page 26.

Didier Lemoine, notre rameur, traverse l'Océan

(page 18)



Peu après le départ, Didier s'est cassé une incisive. Méaventure que de nombreux dauphins se sont empressés de lui faire oublier. Il devait arriver à Cayenne fin avril, alors que sa fille a abandonné au bout d'un mois (mais continue la traversée... sans ramer).

Le Théâtre Pixel dans son quartier

(page 18)

La Goutte d'Or au temps de la guerre d'Algérie

(pages 20-21 et 27)

2 000 écoliers tiennent Salon du livre

(page 22)

DI 1er 20 3L412

Bio plus

«En complément de votre dossier bio, je voudrais rajouter quelques adresses hors périmètre Custine. Naturalia, outre celui de la rue Caulaincourt, il y a celui du marché du Poteau qui est plus important en surface. Le boulanger bio du 59 rue du Mont-Cenis, qui fait de la pâtisserie et est dépositaire de paniers bio du *Campanier* (pas d'abonnement, livraison chaque semaine, petit ou grand panier de fruits ou de légumes, réservation la semaine précédente). Bio Génération, nouveau venu boulevard de la Chapelle, face au Monoprix, dépôt du *Campanier*. Et enfin, Le Biocoop du Canal de l'Ourcq (ce n'est pas dans le 18e mais tout comme, 46 bis quai de Loire), l'incontournable, un véritable esprit coopératif.»

Pierre Chaussat

Cent de plus

Une de nos correspondantes, engagée dans les actions du Réseau Éducation sans frontières en faveur des enfants de sans-papiers, nous raconte cette histoire. Elle voulait imprimer des tracts invitant à une manifestation.

«Je suis passée, dit-elle, à la petite épicerie à côté de chez moi, chez qui je dépose régulièrement mes tracts. Je pensais qu'ils étaient aussi propriétaires de la boutique à côté où l'on pouvait faire des photocopies. Je voulais négocier un prix. L'épicier m'a expliqué qu'il n'était

pas propriétaire, mais m'a donné 5 euros afin de pouvoir faire plus de tracts. J'ai pu faire cent tracts de plus. Ce petit geste de solidarité m'a remontré le moral.»

Antennes-relais

«Une erreur s'est glissée dans votre article sur les antennes-relais. La charte de Paris, reconduite pour 2009, impose 2 volts par mètre et non pas 5 aux opérateurs. Par contre, comme vous l'indiquez très justement, la province est encore entre 40 et 60 volts/mètre selon le type d'installation, ce qui est bien au-dessus de ce qui devrait être accepté.

Il faut dire et redire que la France est en retard dans ce domaine comme dans bien d'autres. Plusieurs pays européens ont adopté des niveaux bien inférieurs. L'Autriche, exemplaire en ce domaine, 0,6 volt/m comme le préconisent des experts dignes de ce nom car on ne peut faire confiance aux opérateurs à la fois juges et parties.

Mettre en pratique le principe de précaution en l'absence de certitude est préconisé par de nombreux scientifiques, contrairement au communiqué rassurant de professeurs de médecine dont l'impartialité est à mettre en doute. Au nom de l'efficacité et de la réduction des coûts, des antennes-relais ont été implantées sans veiller à l'information et à la protection des riverains, et ce fut particulièrement le cas – notre résidence des

Portes blanches en sait quelque chose – dans l'habitat social, où la concertation n'a pratiquement jamais existé. Les locataires en HLM ou apparentés sont un public captif pour les opérateurs qui n'ont pas à les consulter pour installer une antenne, et les bailleurs ne se sentent pas obligés de les informer. En toute équité, les substantielles redevances perçues devraient être affectées à la protection des résidents, à l'amélioration du cadre de vie et à la réduction des charges.

Pour faire bref, il est de la responsabilité des élus de la nation de ne pas attendre les certitudes scientifiques pour prendre des mesures de protection des populations.»

Marcel Delmas

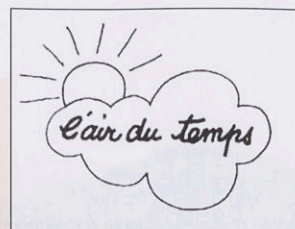
Képi

«Si vous n'êtes pas encore passés chez Sophie du Buisson, dans son atelier-galerie 64 rue Ramey, si vous n'avez vu que la photo passée dans notre dernier numéro de sa sculpture monumentale de De Gaulle, revenez-y : désormais "Mon général" porte son képi sur la tête, c'est encore mieux.»

Élodie Charpentier

Enfants juifs

Un de nos lecteurs, Maurice Pytkiewicz, nous précise à propos du portrait de Noël Veg, président de l'Association pour la mémoire des enfants juifs déportés du 18e (AMEJD18) que celle-ci possède maintenant un site, www.amejd18.org, sur lequel on peut trouver des informations sur ses activités et lire en ligne le journal de l'association, *Le Lien*.



Renverser les puissants

Concert à l'église Saint-Jean-des-Abbesses. Au programme, entre autres, des passages du *Magnificat* de Jean-Sébastien Bach. Le ténor (Mathieu Sempere) chante : «*Deposuit potentes de sede... – Il a renversé les puissants de leur siège / et il a élevé les humbles...*» À ce moment s'avance dans l'allée centrale un petit garçon, 4 ou 5 ans, l'air fanfaron. Il porte un costume de Superman. Un homme, sur le bord de l'allée, se retourne et le contemple, bouche bée.

Noël Monier

Place aux vivants

Exposition à la mairie en avril sur le projet d'aménagement du site Pajol. Livre d'or à l'entrée. Nombreux commentaires, presque exclusivement favorables, sinon enthousiastes. Et parmi eux, cette remarque étonnante : «*Très bien, mais il faudrait aussi s'occuper de déplacer le cimetière Montmartre de la place Clichy, laid, vieux, poussiéreux. Place aux vivants.*»

Marie-Pierre Larrivé

PETITES ANNONCES

■ Ouverture d'un **cours de yoga** et d'un cours de **qi gong** à partir du 28 mai. Rens. : tél.-fax 01 42 64 99 29.

■ Urgent : **moniteur-éducateur** (admis concours IRTS) **cherche contrat de professionnalisation** pour rentrée de septembre 2009. Tél. : 06 61 85 74 75.

■ **Professeur d'anglais**, également avocat, **donne des cours particuliers** en anglais juridique et en civilisations américaine et chinoise. gazhuie@hotmail.fr ou 06 10 71 01 04

■ La **Gymnastique volontaire** vous attend **6 rue Esclanon**. Cours de gym d'entretien. Accueil, randonnées, convivialité. Pour optimiser

votre capital santé, garder la forme. Tél. : 01 46 27 58 34.

■ **Cède gratuitement ma collection de Computer Arts** (1999-2009) avec 200 CD de démos. Me contacter : 01 42 57 36 52. Chaussat, 47 rue de la Goutte d'Or.

■ Offre collection quasi complète du **Nouvel Observateur** 2007 à 2009. Tél. : 06 87 28 06 94.

TARIF DES PETITES ANNONCES :

- **Gratuit pour les associations** jusqu'à un maximum de 240 signes. Pour les autres, 9 € jusqu'à 240 signes. Paiement à la commande.
- Au delà de 240 signes, 9 € supplémentaires jusqu'à 480 signes.
- Les commandes doivent nous parvenir pour le 20 du mois précédant la parution.

Le 18e du mois est un journal d'information sur le 18e arrondissement, indépendant de toute organisation politique ou religieuse. Il est édité par l'Association des Amis du 18e du mois.

76, rue Marcadet, 75018 Paris. Tél. : 01 42 59 34 10. dixhuitdumoiss@libertysurf.fr

Les correspondances sur les **abonnements** doivent être impérativement envoyées par écrit.

● L'équipe de rédaction (entièrement bénévole) : Christian Adnin, Lilaafa Amouzou, Stéphane Bardin, Fabrice Benoist, Julien Boudisseau, Edith Canestrier, Virginie Chardin, Nicolas Chastagner, Djimmy Chatelain, Cendrine Chevrier, Michel Cyprien, Claire Dalla-Torre, Paul Dehédin, Florence Delahaye, Davide Del Giudice, Dominique Delpeu, Sophie Djouder, Anne Farago, Marie-Odile Fargier, Florianne Finet, Jacqueline Gamblin, Gérard Gaudin, Michel Germain, Fouad Houiche, Maïté Labat, Bruno Lemesle, Mathieu Le Floch, Pascale Marcaggi, Daniel Maunoury, Noël Monier, Thérèse Nanus, Thierry Nectoux, Patrick Pinter, Rose Pynson, Sabadel, Camille Sarrot, Jean-Louis Saux, Robert Sebbag, Vain.

● **Rédaction en chef** : Marie-Pierre Larrivé. ● **Maquette** : Nadia Djabali.

● **Directeur de la publication** : Christian Adnin.

Découvrez le prix du bijou mystère
et gagnez-le pour la Fête des mères*

* Les valises jusqu'au 15 septembre 2009. sont valables jusqu'au 15 septembre 2009. d'achat. Voir conditions en magasin.

* Jeu gratuit sans obligation d'achat. ** Ces bons ne sont cumulables ni entre eux ni avec toute autre promotion et hors SAV. Ils sont valables jusqu'au 15 septembre 2009. Bon d'achat de 20€ pour 149€ d'achat. Bon d'achat de 30€ pour 229€ d'achat. Voir conditions en magasin.



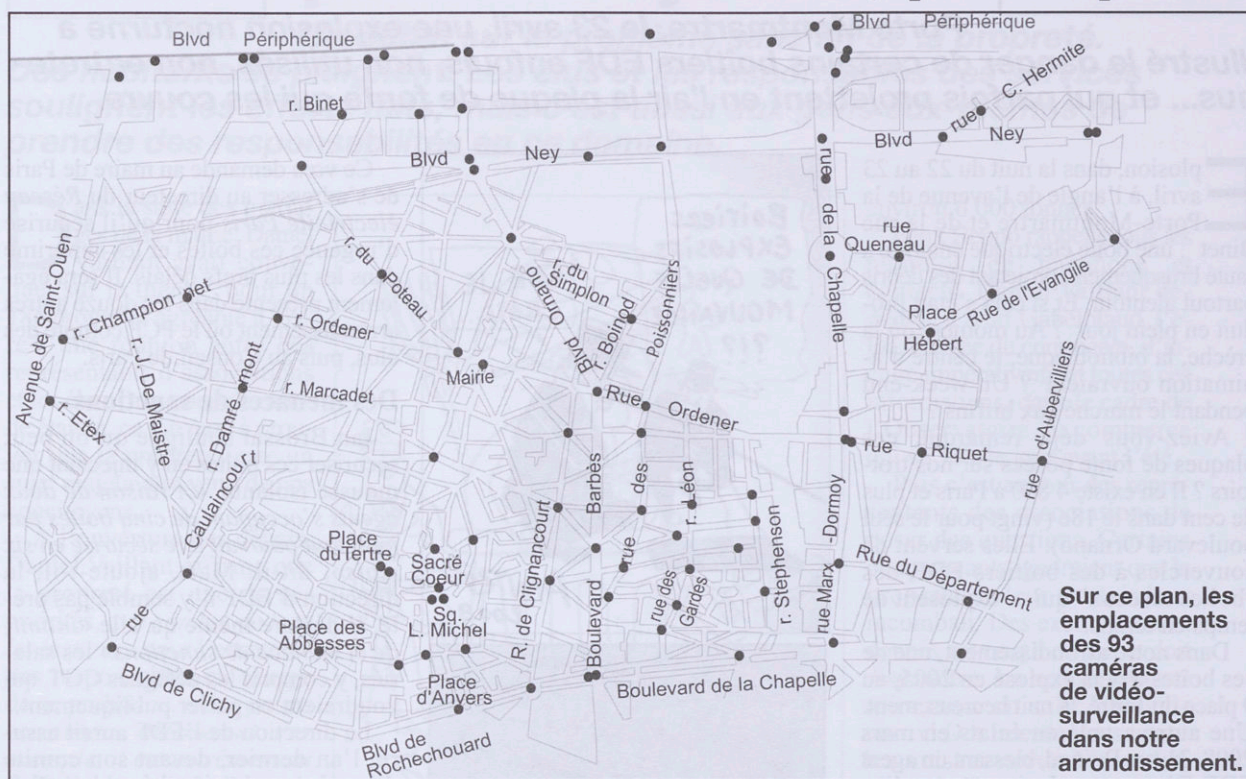
...et des centaines de bons d'achat**
pour faire le plus beau des cadeaux

20€ 10€ 30€

comptoir Joffrin
Bijoutier - Joaillier - Horloger

28, rue Hermel - 75018 PARIS
Tél. 01 46 06 40 25
www.comptoirjoffrin.com

1 226 caméras de vidéosurveillance dans Paris dont 93 dans le seul 18e, pourquoi donc ?



«**N**ous sommes favorables au développement de la vidéo-surveillance, dans le respect strict des libertés individuelles. Nous avons d'ailleurs accepté que la Ville de Paris participe au "plan des 1000 caméras" proposé par le préfet de police. Nous étudierons par ailleurs la possibilité d'installer de tels dispositifs dans certains jardins publics ou équipements municipaux, sur la base des statistiques de la délinquance», déclarait Bertrand Delanoë lors des municipales. Avec 1226 caméras installées dans les rues d'ici 2011, le maire de Paris a plus que tenu sa promesse.

Ces caméras s'ajouteront aux 120 existantes de la préfecture sur la voie publique, aux 120 caméras embarquées dans des véhicules et hélicop-

tères, aux 9 500 de la RATP et la SNCF, aux 206 de la mairie de Paris et aux 114 du Parc des Princes. Il faut encore y ajouter les dispositifs installés dans les entreprises, les établissements scolaires, les immeubles, les parkings et les magasins.

La Goutte d'Or quadrillée

Avec 93 caméras, le 18e décroche la timbale, devant les 16e et 12e arrondissements qui en auront chacun 83. Dans le 18e, le secteur Goutte d'Or-Château-Rouge, avec ses dix-neuf caméras, arrive en tête des préoccupations de la préfecture. Pourtant les statistiques démontrent que la Goutte d'Or est le quartier du 18e où il y a le moins de crimes et délits graves.

Michel Gaudin, préfet de police, est venu expliquer aux élus les rai-

sons d'un tel déploiement technologique : «*La mission de notre service public, c'est de garantir à tous un égal accès à l'espace public dans des conditions de sécurité*», a-t-il dit, ajoutant que tous les citoyens ont besoin d'être protégés.

Placées dans des bulles de plastique, les caméras seront suspendues à une dizaine de mètres du sol. Véritables couteaux suisses de la sécurité, leurs missions seront de gérer la circulation, maintenir l'ordre public, lutter contre la délinquance, faciliter les interventions de secours et lutter contre le terrorisme.

La municipalité financera l'amé-

nagement de la voirie, et la préfecture assurera le paiement aux sociétés privées attributaires du marché qui fourniront le matériel et qui devront en assurer la maintenance.

Il est difficile de savoir combien coûtera aux contribuables ce «*besoin de protection des citoyens*». Les sommes passent du simple au double pour la fourniture et la pose des caméras. 40 millions d'euros ont d'abord été annoncés, puis 60, puis 80. Quant au loyer que la préfecture versera aux entreprises, il oscille de 6 à 8 millions par an pendant dix-sept ans.

Concertation a minima

Contrairement à beaucoup d'autres projets d'aménagement (équipements publics, voirie...), la concertation s'est faite a minima, c'est-à-dire entre la préfecture et les élus. Elle n'a pas porté sur le principe de l'installation des caméras mais sur leur localisation.

Le préfet de police devait rencontrer les habitants du 18e à la mairie le 29 mars dans une réunion publique (nos délais d'impression nous empêchent d'en rendre compte dans ce numéro), afin de dialoguer avec eux sur la sécurité en général, dont la vidéosurveillance. Trois autres réunions ont été programmées à Paris sur le même thème. Quoiqu'il en ressorte, l'appel d'offres, sans attendre les résultats de ce "dialogue", a été publié le 11 avril.

Cet appel aux entreprises fait état «*d'un système constitué initialement d'environ 1 300 caméras sur la voie publique, avec une capacité d'évolution*». Le nombre d'agents habilités par la préfecture de police pouvant accéder au système sera d'environ 2 500 sur environ 300 postes de connexion. Les images seront stockées pendant quinze jours minimum. Le système devra permettre l'interconnexion d'une trentaine d'autres systèmes de vidéo-protection publics et privés.

Huit suppressions demandées

À la mairie du 18e, Myriam El Khomry, qui est en charge du dossier, a écrit au préfet pour demander l'anonymat des personnes en situation de précarité (sans-papiers, SDF, toxicomanes) et des lieux qu'ils fréquentent (Point d'accès au droit, foyers de SDF ou centres sociaux). La mairie du 18e a par ailleurs réclamé huit suppressions de caméras (quatre à la Goutte d'Or et quatre au nord de l'arrondissement). Il n'empêche, beaucoup considèrent que l'installation des caméras est une limitation de liberté.

Des associations telle la Ligue des droits de l'homme, des partis politiques (PC, Verts, NPA, Parti de Gauche) demandent le gel du projet afin

(Suite de l'article page 4)

LA MAISON D'ALEP

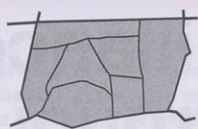
Artisanat de Syrie
Stoffes, verres soufflés, tapis ...
Objets anciens et contemporains

Ouvert jeudi, vendredi et samedi de 13h à 19h
25, rue Ernestine - 75018 Paris - Tél 01 42 00 40 28
www.lamaisondalep.com

Un vœu du conseil de quartier Porte Montmartre - Moskova

Le conseil de quartier Porte Montmartre-Moskova a émis un vœu concernant le plan de vidéosurveillance. Ce vœu demande la suspension de sa mise en œuvre et l'organisation d'un débat public dans les arrondissements sur ce sujet.

En préambule, le conseil de quartier rappelle que le projet est coûteux pour la collectivité en cette période de crise. Que la vidéosurveillance a des résultats peu probants en termes de baisse de la délinquance. Il rappelle que les objectifs du dispositif sont mal définis et dénonce le risque de détérioration du lien social et humain entre les habitants d'un même quartier. Il regrette aussi l'absence d'informations sur la charte et le comité d'éthique qui n'ont pas de réalité concrète et qui n'ont pas été réfléchis en amont du projet. ■



(Suite de la page 3)

qu'une large concertation soit organisée auprès des habitants, des associations et des représentants des conseils de quartiers. D'autant qu'au cune étude sérieuse prouvant l'efficacité de la vidéosurveillance n'existe en France. «Un rapport du ministère de l'Intérieur montre que la vidéosurveillance n'entraîne pas de baisse significative des chiffres de la délinquance : l'impact des caméras est faible, jamais durable, vite contourné. En Angleterre, pays champion en la matière, la vidéosurveillance n'a pas empêché les attentats, ni conduit à une baisse des crimes et délits mais à leur déplacement», expliquent les pourfendeurs du projet.

Règles sur la vie privée

Déjà en 2005, Philippe Melchior, un inspecteur général de l'administration, qu'on ne peut soupçonner de gauchisme, indiquait : «*Tout se passe comme si l'installation de caméras avait pour but principal de donner une réponse visible à des protestations. Elle permet de communiquer sur les moyens mis en œuvre ou les résultats obtenus à très court terme, sans analyse d'ensemble du problème posé et de la réponse apportée.*»

Voulant éviter d'être perçue comme un «Big Brother», la préfecture a élaboré une «charte» encadrant l'usage de la vidéosurveillance. Un comité d'éthique, composé de personnalités nommées par le préfet et le maire de Paris, veillera sur l'application de règles destinées au respect de la vie privée : concertation avec les élus pour la mise en place des caméras, interdiction de la visualisation des intérieurs de logements et d'immeubles, signalisation claire pour le public, habilitation des agents autorisés à utiliser la vidéosurveillance (il seront 2 500 !).

Un prix «Big Brother»

Cette «transparence» peut en laisser plus d'un dubitatif, à l'instar d'Alex Türk, président de la Commission nationale informatique et libertés, qui regrette la mise à l'écart de la CNIL qui ne siègera pas à ce comité.

Signalons enfin que les Big Brother Awards France, qui décernent depuis l'an 2000 des «Prix Orwell» à ceux qui se sont illustrés en matière de promotion de la surveillance des personnes, d'atteintes aux libertés ou à la vie privée, ont distingué cette année Bertrand Delanoë et Christophe Caresche, son ancien adjoint à la sécurité. Ils sont tous les deux lauréats du Prix «Orwell Localités», «pour avoir succombé aux sirènes de la vidéosurveillance, faisant allégeance à la surenchère sécuritaire du gouvernement, faisant fi des études démontrant son inefficacité».

Nadia Djabali

Sous nos trottoirs, des boîtiers qui explosent

Porte Montmartre, le 23 avril, une explosion nocturne a illustré le danger de certains boîtiers EDF enfouis, non utilisés, non entretenus... et qui parfois projettent en l'air la plaque de fonte qui les couvre.

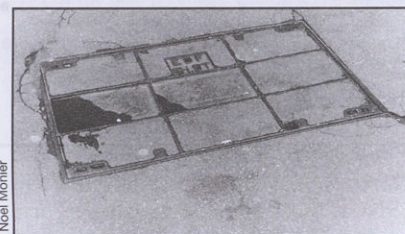
Explosion, dans la nuit du 22 au 23 avril, à l'angle de l'avenue de la Porte-Montmartre et de la rue Binet : une boîte électrique enterrée a sauté brusquement, projetant des débris partout alentour. Et si cela s'était produit en plein jour ? Au moment où la crèche, la bibliothèque, le centre d'animation ouvraient ? Un week-end pendant le marché aux biffins ?

Aviez-vous déjà remarqué ces plaques de fonte posées sur nos trottoirs ? Il en existe 4 800 à Paris et plus de cent dans le 18^e (vingt pour le seul boulevard Ornano). Elles servent de couvercles à des boîtiers EDF, des «boîtes réseaux» qui... explosent de temps en temps.

Dans notre arrondissement, une de ces boîtes a déjà explosé en 2005, au 9 place du Tertre, la nuit heureusement. Une autre a volé en éclats en mars 2008, 31 rue Boinod, blessant un agent EDF. D'autres explosions ont eu lieu ailleurs, la plus grave en 1981 causant un décès. L'avant-dernière avait eu lieu en janvier 2009, 52 rue Bichat, à côté d'un café-restaurant avec terrasse.

Du gaz sous pression se forme

Ces boîtes ont été installées dans les années 1950 pour mailler le réseau électrique parisien et assurer la continuité du service si un problème survenait. Elles ne servent plus aujourd'hui, mais elles sont toujours là, dangereuses faute d'entretien. «Quand



Une plaque devant notre mairie...

il pleut, l'eau entre, du gaz sous pression se forme jusqu'au moment où, telle une cocotte-minute, la boîte explose, projetant en l'air, outre les débris, son couvercle de quatre-vingt kilos», déclare Ian Brossat, élu communiste du 18^e, qui déposera un vœu au conseil d'arrondissement le 4 mai.

Ce vœu demande au maire de Paris de s'adresser au directeur du Réseau électrique Paris pour qu'il sécurise d'urgence ces boîtes et les supprime dans les plus brefs délais. Il sera également présenté dans les douze autres arrondissements où le PCF compte des élus, puis au Conseil de Paris.

Des menaces de sanctions

Ian Brossat souligne qu'on peut sécuriser ces boîtes en y injectant une mousse isolante. «À raison de deux agents s'occupant de cinq boîtes par jour, tout pourrait être sécurisé en six mois», dit-il. Mais, ajoute-t-il, la direction d'EDF n'y semble pas prête. Il déclare même qu'elle «intimide et menace de sanctions» les salariés, y compris les délégués CGT, qui voudraient en parler publiquement.

La direction de l'EDF aurait assuré, l'an dernier, devant son comité d'hygiène et de sécurité, qu'on allait détruire cent de ces boîtes par an, ce qui prendrait... quarante-huit ans pour s'en débarrasser totalement. Par ailleurs, en février dernier, Alain Marty, directeur de l'Unité réseau électricité Paris, a assuré qu'on allait «doubler le rythme pour supprimer à échéance 2012 toutes les boîtes à risque». Reste à savoir quelles sont les boîtes «à risque». Pour les élus communistes, toutes ces boîtes le sont effectivement, d'où la décision de présenter ces vœux.

M.-P. L.

Une fête pour les nouveaux citoyens

Il y avait foule dans la salle des fêtes de la mairie du 18^e, le 3 avril, pour la désormais traditionnelle cérémonie d'accueil des habitants de l'arrondissement qui viennent d'obtenir la nationalité française. Les quelque cinquante nouveaux Français de l'arrondissement étaient conviés, même s'ils n'ont pas pu tous venir.

Le conseil municipal avait organisé un accueil assez solennel : les conseillers, ceints de leur écharpe tricolore, faisaient à l'entrée une haie d'honneur. Le service des élections avait apporté une documentation pour encourager les inscriptions sur les listes électorales. Le service de la démocratie locale était sur place pour informer sur les conseils de quartier.

Rappelant les traditions d'accueil de l'arrondissement, le maire Daniel Vaillant s'est réjoui de l'entrée de ces «nouveaux citoyens dans une seule et même communauté, la République française». Ce «vouloir vivre ensem-

ble, a-t-il ajouté, n'impose pas d'effacer le passé» des uns et des autres, mais au contraire de partager la richesse des cultures différentes.

Après la Marseillaise et l'hymne européen (les nouveaux Français devenant par là même également citoyens de l'Union européenne), les moins timides ont fait connaissance, échangeant quelques confidences sur le plus ou moins difficile parcours pour obtenir la nationalité française.

Un dossier de 2 centimètres

M., arrivée du Sri Lanka depuis seize ans, n'a entamé les démarches pour la naturalisation qu'en 2005, après la naissance de ses trois enfants : «Avant, je n'avais pas eu le temps d'y penser !»

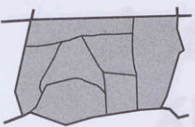
A. n'en revient pas que cela soit allé si vite : un an «seulement» depuis le dépôt de son dossier, alors qu'il est arrivé d'Algérie en 2005, «mais j'y suis né avant l'indépendance».

S., Sénégalais d'origine, n'a lui aus-

si attendu qu'un an, mais sa femme, qui vivait aussi au Sénégal, est française, et leur second enfant est né en France. «Et puis, parler la langue, ça compte beaucoup. Je connais quelqu'un qui a fait sa demande avant moi et qui attend toujours, mais c'est vrai qu'il maîtrise mal le français.»

Quant à C., venue du Cap-Vert il y a dix-huit ans, elle a suivi le traditionnel parcours des cartes de séjour à renouveler avec la peur d'un refus. Le père de ses enfants est aussi originaire du Cap-Vert, mais il est français né en Alsace. Leurs enfants sont français, mais elle n'a pas épousé le père. Elle a donc commencé seule son dossier voici trois ans, et ce ne fut pas une mince affaire : «Il faut au moins deux centimètres d'épaisseur ! Il manquait toujours quelque chose, ou bien les pièces fournies au début étaient trop anciennes et il fallait les faire refaire.» Elle en rit maintenant...

Marie-Odile Fargier



Salir puis nettoyer... Salir puis nettoyer sans cesse

Un débat sur le problème sans fin de la propreté.

Des habitants se plaignent. Les élus et les responsables des services soulignent les efforts faits, mais c'est aussi aux gens eux-mêmes de prendre des responsabilités en ce domaine.

Dans la salle des mariages de la mairie, Daniel Vaillant avait convoqué, sur le thème "pour un 18^e propre et agréable à vivre", une réunion entre des représentants d'associations et les élus. Beaucoup de monde était là, ce qui tend à prouver que la propreté reste un sujet majeur aux yeux de nos concitoyens.

À l'ouverture des débats, Daniel Vaillant affirme que la propreté est une de ses priorités, «un combat de tous les instants» pour l'ensemble des responsables en charge de ce problème. «Des points sensibles demeurent. Par exemple, il est extrêmement difficile de tenir la Porte de Clignancourt, avec ses douze millions de visiteurs par an, ou le haut de la Butte avec ses six millions de touristes, dans un état de propreté permanent, acceptable. Cependant beaucoup de progrès ont été faits en dix ans», dit-il.

Mais, ajoute-t-il aussitôt, la réactivité des services et la modernisation des moyens ne suffisent pas s'il n'y a pas une prise de conscience collective pour éviter toute souillure des espaces publics. Il paraît que même l'amende de 183 € pour déchets, salissures et graffiti n'est pas dissuasive.

1 800 verbalisations

François Dagnaud, adjoint au maire de Paris, chargé de la propreté et du traitement des déchets, prendre la parole. Mêmes remarques, même mobilisation, dit-il, avec une exigence accrue dans les quartiers populaires. Les rues de Paris sont particulièrement souillées (quel que soit l'arrondissement) par les déjections canines, les urines, les mégots...

Depuis l'interdiction de fumer dans les bars et restaurants, les repas sont pris de plus en plus dans la rue ou les espaces publics et, du coup, «la rue devient le plus grand restaurant de France. Ce phénomène s'accélère avec la crise.» Il est donc nécessaire de mobiliser toutes les énergies afin d'effectuer une éducation préventive sur la propreté. «Nous nettoierons mieux si nous salissons moins» dit-il.

D'où la campagne d'affichage



que vient de lancer la municipalité de Paris, et les verbalisations plus nombreuses des pollueurs pris sur le fait : 1 800 en 2008, soit cinq par jour. «Insuffisant», rétorque Roxane Decorte, élue de l'opposition, même si la verbalisation ne doit pas être une fin en soi». François Dagnaud termine en demandant aux conseils de quartiers et aux associations de marteler ces messages.

102 ha de chaussée à nettoyer

Félix Beppo, adjoint à la voirie et la propreté auprès de Daniel Vaillant, rappelle que notre arrondissement, avec ses 192 000 habitants est en quelque sorte la onzième ville de France. Il attire commerces et touristes. 54 hectares de trottoirs et 102 de chaussée à nettoyer... À titre d'exemple, le seul quartier Château Rouge comprend 870 commerces !

L'organisation géographique des équipes de nettoyage devient un casse tête. Le défi est énorme : ramassage des poubelles, lavages, nettoyages de graffiti, entre 6 h et 21 h, plus quelques opérations ciblées par quartier... 360 agents encadrés par 56 chefs d'équipe, équipés d'engins et de matériels appropriés, sont en charge de débiter 64 556 tonnes d'ordures ménagères par an et 4 340 tonnes de verre. Les encombrants (téléphone au 39 75 pour un enlèvement rapide et gratuit) représentent

environ 6 000 tonnes.

Félix Beppo rappelle tous les numéros de téléphone et contacts. Daniel Vaillant demande à Afaf Gabelotaud, l'élue chargée du commerce, d'inclure impérativement toutes ces informations, dans le cadre de l'Observatoire du commerce qui va voir le jour avant l'été.

Puis c'est au tour des représentants des associations de poser des questions. Certains commerçants ignoraient que la propreté de leur trottoir leur incombait. Des exemples sont donnés sur ce qui est fait et doit disparaître : on nettoie les trottoirs mais on salit les caniveaux ! Des intervenants citent les nuisances rue Marcadet, place du Tertre..., celles dues aux commerçants sur les boulevards...

Un monsieur explique qu'il en avait ras le bol de nettoyer les traces d'urine sur sa porte de garage, alors il a affiché «Souriez, vous êtes filmés», et il n'y a plus eu de souillures ! On souligne deux problèmes inquiétants : les salissures dues aux pigeons et surtout, apparu très récemment, le problème des pauvres qui font les poubelles pour se nourrir et mettent tout par terre au cours de leur tri. Les élus prennent des notes et promettent des mesures adéquates.

Le rêve... à l'horizon 2013

Une expérience intéressante a été évoquée : un système de collecte pneumatique des déchets, enterré sous les trottoirs. Barcelone et Stockholm sont déjà équipés et l'idée avait été actée pour le projet des JO de 2012.

Des bornes d'aspiration sont installées dans la rue, dans les immeubles et chez les commerçants. On y déverse ses déchets tout en conservant le principe du tri sélectif. Ils sont ensuite véhiculés en souterrain par un système d'air à 70 km/h vers un énorme terminal, d'où ils seront évacués par train ou camions. Seul le verre, pour des raisons de sécurité, est exclu du système. Finies la manipulation des bacs, les nuisances sonores et la pollution liée à la circulation des camions de collecte. Un cahier des charges est à l'étude pour une première mise en service en 2013.

Michel Cyprien

SUR L'AGENDA

Nous publions dans cette rubrique des annonces de réunions, expositions, manifestations, qui nous sont communiquées par des asso-

Conseils d'arrondissement, conseils de quartier :

Conseils d'arrondissement : lundi 4 et lundi 25 mai (18 h 30) en mairie.

Conseils de quartiers :

- Montmartre, mardi 12 mai (19 h). Consulter le site de la mairie pour le lieu.
- Clichy-Grandes Carrières, mardi 19 mai (19 h) à l'école du 29 rue Joseph-de-Maistre. Thème : la jeunesse.
- La Chapelle-Marx Dormoy, jeudi 28 mai. Thème : occupation-animation des rez-de-chaussée d'immeubles, vitalité du quartier.

2 mai :

Braderie à la Maison verte

Braderie à la Maison verte samedi 2 mai (10 h 30 à 16 h) : fringues, livres, objets... 127 rue Marcadet.

3 mai :

Vide-greniers rue Ordener

Vide-greniers de l'association Les Jardins des Portes blanches dimanche 3 mai, rue Ordener (le long du mur SNCF et en face, à partir de la sortie du métro Marcadet-Poissonniers).

4 au 30 mai : Tjad Cie, la musique baroque

Portes ouvertes des activités de Tjad Cie (ateliers de musique baroque) à l'église Sainte-Hélène. Concerts vendredi 19 et samedi 20 mai.

6 mai : La Traverse 17-18

Réunion publique d'information sur le futur minibus de Traverse devant relier le 17^e et le 18^e arrondissement, mercredi 6 mai (19 h) au gymnase Biancotto, 6 avenue de la Porte de Clichy.

6 au 14 mai :

Expo-vente J'veux du soleil

Expo-vente de créateurs organisée par J'veux du soleil, du vendredi 6 au jeudi 14 mai (11 à 21 h) au Bon coin, 30 rue Montcalm. Thème : la page.

7 et 8 mai :

Brocante à Saint-Paul

Brocante friperie à l'église luthérienne Saint-Paul, 90 boulevard Barbès, samedi 7 mai (10 h à 13 h et 14 h à 18 h) et dimanche 8 mai (14 h à 18 h).

10 mai : Vide-greniers bd Ney

L'association Objectif 18^e organise son vide-greniers dimanche 10 mai, du 2 au 50 boulevard Ney.

12 au 19 mai :

Expo au lycée Renoir

Exposition publique des travaux créatifs des élèves du lycée Renoir, élaborés avec des matériaux de récupération sur le thème design et développement durable. Du mardi 12 au mardi 19 mai (9 h 30 à 17 h 30), 21 rue Ganneron.

(Suite de l'agenda page 6)

SUR L'AGENDA

(Suite de la page 5)

■ 13 mai : *Juno* et la sexualité, au Conseil de la jeunesse

Projection organisée par le conseil de la jeunesse du 18^e du film de Jason Reitman, *Juno*, mercredi 13 mai (18 h) en mairie, suivie d'un débat sur la sexualité à l'adolescence et la prévention des grossesses précoces.

■ 13 mai : Débat avec Attac, la mesure de la richesse

Attac Paris-Nord-Ouest invite à une conférence-débat : *Face à la crise, changeons de cap, d'autres mesures de la richesse*, avec Jean Gadrey, économiste, membre du conseil scientifique d'Attac, à la MDA, 15 passage Ramey, mercredi 13 mai à 19 h 15.

■ 14 et 26 mai : Comptes-rendus de mandat

Comptes-rendus d'un an de mandat de la municipalité : jeudi 14 mai à la mairie (pour les quartiers Montmartre et Clignancourt) puis mardi 26 mai au collège Berlioz (Porte-Montmartre et Grandes-Carrières). Deux autres sont prévus les 10 et 16 juin. (19 h.)

■ 16 mai : Fête square Carpeaux

Fête au square Carpeaux organisé par le conseil de quartier Clichy-Grandes-Carrières, samedi 16 mai (14 h).

■ 16 et 17 mai : Fête aux Jardins du Ruisseau

Fête organisée par *Les Amis des jardins du Ruisseau* sur les jardins de Petite Ceinture samedi 16 et dimanche 17 mai (11 h - 18 h) avec le collectif d'artistes *Youpi Tralala* : expo de peintures, photos, sculptures, théâtre, musique, ateliers pour enfants. Accès par le pont de la rue du Ruisseau.

■ 16 et 23 mai : Soirées à thème au Saraaba

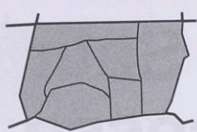
Soirée Afrique du sud, samedi 16 mai au *Saraaba*, l'espace culturel du 19 rue de la Goutte d'Or, avec film sur la fondation de l'ANC, conférence sur la société postcoloniale et concert en hommage à Miriam Makeba. Soirée Comores, samedi 23 mai, avec exposition, film et concert. À partir de 18 h.

■ 17 mai puis 26 à 28 mai : Expo-vente

Expo-vente de créateurs (peintures sur verre, bijoux, sacs, lampes, broderies...) dimanche 17 mai (10 h à 19 h) au *Café de la Gare*, place Hébert, puis du mardi 26 au jeudi 28 mai (10 h à 20 h) au *Bon coin*, angle rue Montcalm et rue des Cloys.

■ 20 au 27 mai : Expo de dessins d'enfants

Chapeau, Monsieur Picasso, expo de dessins, masques, sculptures d'enfants des centres de loisirs de la Ville inspirés par leurs récentes visites aux expositions sur Picasso, du mercredi 20 au mercredi 27 mai en mairie. ■



Microcrédit personnel, des prêts à mini-taux pour rebondir dans la vie

Des crédits sans danger, antidotes aux crédits irresponsables de certaines banques, encadrés par des associations au service des plus démunis.

... VOUS ÊTES R.M.ISTE ET VOUS DÉSIREZ UN PRÊT À 4%, SUR 36 MOIS, AVEC MOITIÉ DES INTÉRÊTS REMBOURSÉS ?...

... DÉSOLÉ, MAIS JE SUIS BANQUIER, PAS CRÉSUS ! !



Jeune femme d'origine africaine, habitant la Chapelle, élevant seule trois enfants, au chômage, elle voulait entreprendre des études d'aide-soignante et obtenir le diplôme d'État, mais n'en avait pas les moyens.

Auxiliaire de vie, âgée de 52 ans, ne gagnant même pas 800 € et devant se loger en foyer, elle voulait apprendre à conduire, ce qui lui aurait rendu possible, en empruntant la voiture d'un membre de sa famille, de travailler de nuit et de gagner plus, mais obtenir le permis de conduire coûtait trop cher.

Toutes deux ont pu obtenir un prêt à taux réduit, 4 % seulement, dont la moitié des intérêts leur sera remboursée à l'issue du prêt. Elles ont bénéficié du "Microcrédit personnel", système lancé en octobre dernier par la Mairie de Paris et le Crédit municipal et destiné aux personnes de peu de ressources ne pouvant accéder au crédit bancaire.

L'aide de Crésus

Lancé d'abord dans le 18^e, le système s'est étendu à toute la ville et maintenant à l'Île-de-France. Toutefois le remboursement de la moitié des intérêts ne concerne que Paris.

Pour cela, elles sont passées par *Crésus-Paris*, une association installée rue des Abbesses depuis 2007,

dans le but d'aider gratuitement tous ceux qui rencontrent des difficultés financières, de les accueillir, les soutenir, les conseiller, les accompagner dans leurs démarches et de leur apprendre aussi à mieux gérer leurs finances.

Crésus est l'une des huit associations partenaires de l'opération, chargées de collecter les demandes, d'établir les dossiers et d'assurer le suivi et l'accompagnement des bénéficiaires tout au long de la durée du prêt. Ces dossiers sont adressés au Crédit municipal qui les étudie et, s'ils sont agréés, celui-ci les affecte aux quatre banques et établissements de crédits partenaires (Banque postale, Crédit coopératif, Caisse d'Épargne, Laser-Cofinoga).

Pas pour les découverts

De 300 à 3 000 euros, ces prêts, d'une durée de trois à trente-six mois, sont réservés à ceux dont les ressources sont inférieures au plafond du fonds de solidarité logement.

Ils ne peuvent pas servir à combler des découverts ou à rembourser des dettes, ni à créer une entreprise ou faire des placements. En revanche, ils ont vocation à favoriser des projets professionnels ou des recherches d'emploi, aider à l'accès au logement, faire face à un problème de santé, à un accident de la vie

ou encore permettre l'achat de biens de première nécessité. Ils sont destinés à ceux qui ne peuvent se permettre un crédit classique (entre 7 et 10 %) encore moins les crédits revolving à durée illimitée (atteignant 20 %), aux exclus bancaires comme les intermittents, les intérimaires, les vacataires, les personnes trop âgées, les malades...

« Depuis le début de l'opération, nous avons accordé une soixantaine de prêts. 20 % des bénéficiaires sont des retraités, 25 % sont des éremites. 30 % des demandes concernaient l'accès à l'emploi, 20 % la formation professionnelle, 20 % également pour l'accès à la santé, soins dentaires essentiellement, et 15 % l'achat de biens de première nécessité comme des équipements de chauffage », déclare Julie Cutillas, chargée de mission microcrédit au Crédit municipal de Paris. Celui-ci ne se contente pas de "faire suivre", il a également monté un service d'écoute et d'accompagnement personnalisé.

Un crédit moral et éthique

Près du tiers des demandes reçues émanent du 18^e arrondissement. « Quand nous recevons un demandeur, nous étudions bien sa motivation, nous veillons à la validité de son dossier. Sinon, nous ne rejetons pas la personne, nous la réorientons », déclare Jean Beaujouan, le président de *Crésus*.

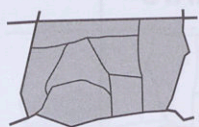
« Quand nous acceptons une demande, nous rendons service doublement : nous rétablissons une justice vis-à-vis de ceux qui sont privés d'un crédit convenable et nous les aidons à gérer au mieux leur argent. Le crédit que nous proposons est un crédit moral et éthique, qui n'entraîne jamais les gens à l'addiction. C'est un crédit sans danger, antidote au crédit revolving irresponsable », ajoute-il.

Jean Beaujouan souligne que les bénévoles de son association passent de cinq à six heures sur chaque dossier, « rien à voir avec le temps de "traitement" octroyé par les banques ni avec la "rentabilité" recherchée dans ces établissements ».

Marie-Pierre Larrivé

□ Informations : *Crésus*, 15 rue des Abbesses. RV par téléphone entre 10 et 13 h au 01 46 06 62 27.

Crédit municipal : 01 44 61 65 55 ou microcredit-paris@creditmunicipal.fr ou www.microcredit-municipal.fr



Les salons de coiffure afro : pour de meilleures pratiques

Certains salons spécialisés dans la coiffure des cheveux crépus ou très frisés abusent : prix prohibitifs, prestations obligées, utilisation de produits dangereux, défrisages forcés...

Les clientes d'origine africaine ou antillaise ne badinent pas avec leurs cheveux et nombre de commerçants y ont flairé un marché lucratif. À Paris, le quartier Château-d'Eau dans le 10^e arrondissement, ou encore le quartier Château-Rouge dans le 18^e arrondissement, sont les temples de la coiffure afro. Les salons plus ou moins sérieux y poussent comme des champignons. Les dérives sont nombreuses.

Pour beaucoup de femmes d'origine africaine ou antillaise, le passage chez le coiffeur peut se révéler un vrai casse-tête. Ce n'est pourtant pas faute d'y mettre le prix. Le budget coiffure des femmes aux cheveux crépus ou frisés est trois fois plus élevé que celui d'une femme de type européen et peut aller de 60 euros à 200 euros dans le mois. Sauf si elle a la chance d'avoir un proche ou de la famille qui savent coiffer. Le cheveu africain est fragile, et coiffer des cheveux crépus et frisés nécessite beaucoup de soins et une très grande attention. Et les salons de coiffure parisiens ne répondent pas toujours aux attentes.

Un secteur à la dérive

Un manque de professionnalisme plombe souvent ce secteur de la coiffure. Selon une dépêche de l'AFP datant du 19 février 2009, quinze salons de coiffure africains parisiens ont été contrôlés par le Comité opérationnel de lutte contre le travail illégal (Colti) qui a constaté des situations irrégulières dans quatorze d'entre eux. Cette affaire a mis en lumière les manquements plus ou moins graves auxquels les femmes d'origines africaine et antillaise sont confrontées depuis longtemps. Le 18^e arrondissement n'échappe pas au problème.

S'il est difficile d'enquêter directement auprès des clientes et des coiffeuses, l'internet permet aux langues de se délier. Sur les sites de discussion, il est courant de tomber sur des chat destinés aux "coups de gueule" aux titres évocateurs tels que «*Marre des salons de coiffure afro antillais*» ou encore «*Black liste des salons de coiffure afro*». Les jeunes femmes viennent y partager leurs mauvaises expériences et surtout les trop rares bonnes adresses.

Entre la coiffeuse qui a un poil dans la main, la note un poil trop salée ou la coiffure qui vous fait dresser les cheveux sur la tête, les déconvenues sont nombreuses. Trois ans après sa mésaventure, Joséphine ne décolère pas : «*La coiffeuse était censée me faire un soin, elle m'a appli-*



Davide del Giudice

Des mauvaises expériences et quelques (trop rares) bonnes adresses...

qué le masque et a disparu. Au bout d'une heure, je suis allée la voir et elle m'a dit : "Oh je t'avais oubliée ma chérie, mais toi, aussi, il fallait m'appeler!". Mes cheveux étaient tellement secs qu'il était impossible de passer le peigne. Elle a alors décidé de les couper. Un désastre ! Elle m'a fait une coupe à la Mireille Mathieu en me disant que c'était la coupe à l'américaine !» Coût de la prestation : 150 euros au lieu des 75 euros annoncés au départ.

Défrisages abusifs

Dans certains salons, la mention «*spécialiste des cheveux crépus et défrisés*» sert juste à décorer la vitrine. Les coiffeuses y proposent systématiquement un défrisage, pour se faciliter la tâche. Malheureusement, ce n'est pas la meilleure chose à faire quand on veut garder des cheveux crépus en bonne santé, surtout si le défrisage n'est pas fait dans les règles. Défrisant chimique et fer peuvent causer de véritables traumatismes aux cheveux.

Constance s'en souvient encore «*Quinze jours après un défrisage, je me suis rendu compte que j'avais un trou de plusieurs centimètres de diamètre au-dessus de la nuque ! J'ai couru chez le médecin, pensant à une allergie ou à une maladie grave. Il m'a alors appris que la pose d'un défrisant contenant de la soude ne devait pas excéder vingt minutes. Avec les trois heures de pause que la coiffeuse partie faire une course m'a infligées, mon bulbe a été complètement détruit et j'aurai de la chance si mes cheveux repoussent !»*

Awa, 22 ans, s'insurge : «*Quand je me rends chez un coiffeur afro, la pre-*

mière question qu'il pose, c'est "Je vous défrise les cheveux ?" À croire que seuls les cheveux défrisés peuvent être coiffés ! Vous êtes coiffeurs afro ou pas ? Vous devez savoir coiffer les cheveux défrisés, crépus, frisés, bouclés !». Pendant longtemps, ces mauvaises expériences avaient lieu dans les salons dits "bas de gamme". Aujourd'hui ces pratiques douteuses s'étendent à tous les types de salons.

Quelle solution ?

La formation des coiffeuses est une des principales sources du problème. En France, trop rares sont les formations de coiffure qui dispensent des cours sur le traitement du cheveu crépu. Malgré une très forte demande de la part de celles qui aimeraient se spécialiser dans ce domaine. Les étudiants apprennent à coiffer le cheveu

européen, et c'est seulement à l'occasion de stages chez des professionnels de la coiffure pour cheveux crépus qu'ils se forment. Seule évolution notable, à Paris, des salons non spécialisés dans les cheveux afro commencent à s'intéresser à cette clientèle demandeuse de nouvelles pratiques.

La clientèle afro-antillaise est exigeante et les bonnes adresses se passent de bouche à oreille. Dans le salon *Bouclery's Coiffure*, 243 rue Marcadet, Sandra explique qu'elle y vient depuis sept ans car «*ici, je suis bien accueillie, c'est propre et le personnel est qualifié*». La longévité de ce lieu, tenu depuis dix-huit ans par la même patronne, une coiffeuse expérimentée, rassure aussi Sarah, 22 ans, venue faire des tresses. «*C'est un lieu agréable et je suis toujours satisfaite*».

Habitant dans le 18^e, il lui arrive d'essayer d'autres salons de coiffure de l'arrondissement. Elle dit n'avoir jamais eu de soucis. Sandra, au contraire, avoue avoir eu des problèmes dans certains salons et pas forcément les moins chers. «*Parfois, le résultat est tellement catastrophique que tout est à refaire chez un autre coiffeur*». D'ailleurs la propriétaire de *Bouclery's Coiffure* souligne : «*Beaucoup de femmes viennent ici pour me demander de rattraper le coup*».

Fatou, 24 ans, a trouvé son bonheur : «*Je vais chez Technics-R, rue de Clignancourt. L'accueil est bien, les filles coiffent vraiment et les prix sont abordables...*» Espérons qu'à l'avenir, les salons qui font preuve de professionnalisme fassent des émules. Cela ne tient qu'à un cheveu.

Lilaafa Amouzou

Clign'ensemble au secours de la rue de Clignancourt

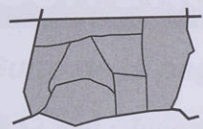
Clign'ensemble, association de riverains de la rue de Clignancourt et de ses alentours, vient de lancer une pétition pour demander à la mairie du 18^e de résoudre les problèmes de la circulation.

«*La municipalité a engagé d'importants travaux d'aménagement du "quartier vert" Montmartre et du boulevard Barbès sans tenir compte des reports de trafic sur les rues avoisinantes. Ainsi notre quartier se trouve piégé dans une nasse sans qu'aucun dispositif soit mis en place pour réguler la circulation*», déclare la pétition.

Elle énumère les problèmes : surcroît de trafic, embouteillages, nuisances

sonores, dangerosité pour les piétons, stationnements gênants, vitesse excessive des voitures. Elle conclut : «*La municipalité s'attelle maintenant à d'autres chantiers, dont l'aménagement de la Goutte d'Or en quartier vert, et semble encore une fois ne pas se préoccuper de cette artère majeure, la rue de Clignancourt*». Elle réclame «*une solution pérenne*».

La pétition, à télécharger sur <http://clignensemble.bloc-notes.com/>, peut être adressée à l'association par courrier postal (17 rue Christiani) ou par mail (info@clignensemble.org) ou être déposée à la boucherie du 3 rue Ramey.



Nordine Sekaï vient de disparaître

C'était un des militants les plus actifs de RESF Paris-nord-ouest.

Militant d'un combat sans répit aux côtés des sans-papiers, Nordine Sekaï vient de disparaître. Il n'y a pas un sans-papier du 18e qui ne connaisse Nordine, tous le demandaient : Nordine, Monsieur Nordine, marque de confiance et de respect pour les plus intimidés. Nordine Sekaï, tout simplement, pour l'administration, celle qui, tout simplement, l'a longtemps "ignoré".

Né Français à Clichy en 1953, de parents arrivés d'Algérie en 1948, il y grandit. Les accords d'Évian imposent aux Français "indigènes" de choisir entre la nationalité française et algérienne : il ne choisit pas vraiment, laisse aller et se retrouve Algérien : on ne se refuse pas au pays d'origine à l'indépendance neuve.

Père célibataire à 19 ans, il tente l'aventure algérienne avec son fils, Karim, comme on part en Australie. Presque plus de famille là-bas, mais une maison au bord de l'eau. Il y monte une entreprise de peinture, se marie et a un deuxième fils, Yacine, en 1984, puis divorce, mais garde son fils, chose rare. Il se remarie. La gestion de l'entreprise est délicate, il « paie ses ouvriers rubis sur l'ongle mais ne poursuit pas les clients indécents ».

La montée de l'islamisme

Cela marche jusqu'à la montée de l'islamisme, il milite au RDC (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie). Ça devient difficile, car il n'est pas musulman et le fait savoir. Il devient épiciériste ambulant dans les villages isolés de Kabylie, en attendant de réaliser un projet de librairie-cybercafé avec son fils aîné. Mais entre les feux des islamistes et du gouvernement, les menaces se font plus précises : « Si tu l'ouvres, tu meurs ».

En 1993, il envoie son fils aîné, français, en France. Son épouse et son

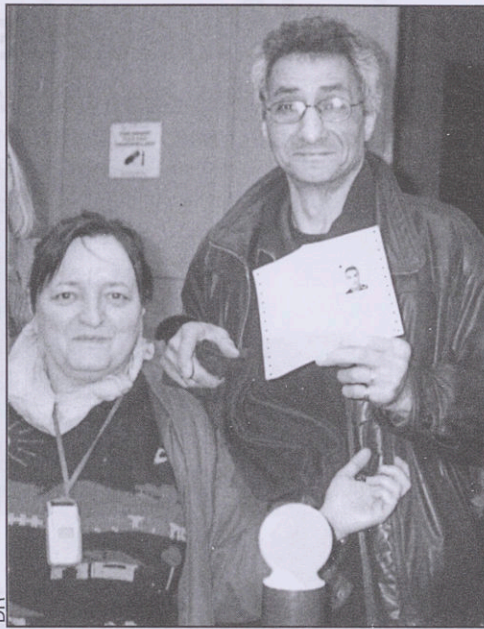
fils cadet obtiennent un visa pour la Hollande, pas lui. Il reste plus d'un an bloqué... En 1998, il part en conteneur, avec « un jerrycan pour boire, un autre pour faire pipi, des vêtements neufs dans un sac plastique pour avoir l'air d'un touriste, l'espoir mêlé d'angoisse que tu ne pars pas en Chine... ». Il arrive en Espagne, puis aux Pays-Bas.

Aux Pays-Bas, qui durcissent leur politique envers les sans-papiers, ce sont cinq ans pendant lesquels les demandes d'asile n'aboutissent pas. En 2003, son épouse est arrêtée et meurt en prison. L'enfer, jusqu'au retour en France, dans sa famille, en 2004. Mais là, sa demande de régularisation est rejetée immédiatement, il comprend que son dossier va être compliqué.

Militant à RESF

Il milite et s'investit au MIB (Mouvement de l'immigration et des banlieues), puis au MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples). Il y rencontre aussitôt Marie-Cécile Plâ, institutrice-rééducatrice dans les écoles primaires du 18e... Ils luttent depuis, ensemble, avec une énergie, un engagement et un réalisme à leur mesure. Marie-Cécile s'active dans le RESF (Réseau Éducation sans frontières) depuis son origine en 2004. Nordine se joint au réseau et en devient un pilier, une référence.

Il se servait de ces expériences pour servir les autres, tous les autres. De son fiel il avait fait du miel. Tout le monde pouvait lui demander n'importe quel conseil, son avis sur tel ou tel point de la loi, sur les pratiques de la préfecture. Il ne disait jamais non.



Marie-Cécile et Nordine, le jour où il avait enfin obtenu ses papiers.

Avec sa finesse, son humour et son pragmatisme, il fut au départ des comités d'école les plus battants et les plus chaleureux. Un jour où quelqu'un lui reprochait d'avoir une veste qui ne faisait pas pauvre, il rétorque « Je n'ai pas de boulot, pas de papiers, qu'est-ce que tu veux ? que je me balade cul nu ? »

Il n'a eu ses papiers qu'en décembre 2006, et l'administration, qui demande toujours plus, ne lui renouvelle pas son titre de séjour, ce qui l'empêche de partir en vacances au Québec voir sa sœur.

Il présentait la particularité de ne parler ni kabyle ni arabe, mais néerlandais et français ! Pas angélique, parfois sanguin, il respectait tout le monde, mais ne permettait aux gens aucune bassesse, aucune petitesse. Il se battait pour tout ce qu'il croyait juste, et ne se gênait pas pour conduire luttes et mobilisations, et pour dire son refus ou son désaccord.

Déjà pacé avec Marie-Cécile, il était sur le point de lui dire oui à la mairie, il n'en a pas eu le temps.

Camille Sarrot

RESF passe de la rue Léon à la rue Montcalm

Le Réseau Éducation sans frontières de Paris-nord-ouest, qui tenait ses permanences dans le 18e arrondissement, depuis juin 2007, au 8 rue Léon, a été obligé de déménager. Il réside maintenant 44 rue Montcalm.

Rue Léon, RESF utilisait un local de l'ADCLJC, association qui aide les enfants et adolescents du 18e en leur proposant du soutien scolaire, des échanges et des sorties. RESF, qui s'y installait deux soirs par semaine, l'a joyeusement rebaptisé la Bandaléone. C'était le local idéal, au cœur de la Goutte d'Or populaire : une petite salle d'attente, une grande salle pour

recevoir les familles avec les bénévoles, quelques petites pièces permettant une intimité parfois nécessaire.

Malheureusement, on a appris fin mars que le plafond de ce bâtiment appartenant à la Semavip menaçait de s'écrouler : les associations travaillant dans ce local ont été priées de trouver d'autres solutions. RESF s'est trouvé SDF et a dû chercher à se reloger.

Le RESF n'est pas une association, mais un réseau de personnes mobilisées autour des problèmes de papiers de jeunes scolarisés ou de leurs parents. Il ne se substitue pas aux comités locaux déjà créés dans

les écoles, mais soutient toutes les initiatives et accepte toutes les bonnes volontés pour aider activement les personnes sans-papiers.

Il ne souhaite pas louer un local et ne veut pas percevoir une subvention. Il préfère emprunter un lieu quelques heures par semaine. RESF a donc pris des contacts avec de nombreuses associations. Droits Devant ! a accepté de prêter son local, 44 rue Montcalm. RESF y reçoit les personnes concernées par des problèmes de papiers le lundi et le jeudi de 17 h à 19 h. Le numéro d'urgence est toujours le 06 17 58 72 17.

C. S.

Montmartre



La Ville veut acquérir le 24 rue Tholozé pour y construire des logements sociaux

La Ville de Paris souhaite acquérir le terrain du 24 rue Tholozé pour y faire bâtir un petit immeuble de logements sociaux. Une délibération demandant à cette fin l'expropriation du lieu a été approuvée à l'unanimité au dernier conseil d'arrondissement.

Il y avait, dans cette petite rue montmartroise, un ancien hôtel meublé, vide et abandonné depuis plus de dix ans. Il n'avait cessé de se dégrader, devenant dangereux pour les riverains, et un arrêté de péril avait été pris par la préfecture en mai 2007, mais le propriétaire, tenu pourtant d'engager des travaux, ne les a pas entrepris.

Une partie de l'immeuble s'était effondrée le 29 mars 2008, une autre le 30 juillet, mais il a fallu attendre la mi-novembre pour que l'immeuble soit démoli. La Ville veut maintenant acquérir le terrain par expropriation du propriétaire. Celui-ci avait obtenu en 2000 un permis de construire un nouveau bâtiment, puis de nouveau en 2004, sans rien en faire, et il avait attendu dix-sept mois après l'arrêté de péril pour procéder à la démolition de la ruine.

Il y a déjà quelques logements sociaux à Montmartre mais beaucoup moins que dans d'autres quartiers de l'arrondissement. Cela devrait contribuer à rétablir un certain équilibre.

Montmartre-Compostelle : la marche des Compagnons

Les Compagnons de Montmartre font revivre, pour la troisième année, le pèlerinage vers Compostelle, si célèbre au Moyen Âge et encore vivace aujourd'hui : ils organisent une marche en deux étapes, samedi 9 et dimanche 10 mai, retraçant une petite partie du parcours historique des fidèles d'antan.

Samedi à midi, ils partiront de la basilique de Saint-Denis pour se rendre à Montmartre, devant l'église Saint-Pierre (7 kilomètres). Dimanche, à midi également, ils accompliront une autre étape, depuis Saint-Pierre jusqu'à la Tour Saint-Jacques puis au Trocadéro où se tient un salon du tourisme, de la culture et de l'art en Galice (9 kilomètres).

Tout le long, les marcheurs (une centaine l'an dernier) seront accompagnés par les cornemuses et les tambourins de l'association des Galiciens de Paris. Il y aura des pauses avec exposés sur le pèlerinage de Compostelle et des rafraîchissements. ■



Plus de Fraternité Saint-Pie-X au square Louise-Michel

Les catholiques intégristes ne pourront plus occuper le square le lundi de Pentecôte.

Notre municipalité ne veut plus que le square Louise-Michel soit fermé au public les lundis de Pentecôte pour permettre aux fidèles de la *Fraternité Saint-Pie X* d'y célébrer leur messe (en latin). Le lundi de la Pentecôte a lieu cette année le 1er juin.

Dans un vœu au maire de Paris, présenté par les Verts et adopté au dernier conseil d'arrondissement (unanimité à gauche ; et à droite, deux pour, deux contre, une abstention), les élus ont demandé que «cette manifestation ne soit pas autorisée square Louise-Michel ni dans aucun autre espace public municipal». Ils ont souligné que «ces catholiques intégristes... dont l'un des membres est monseigneur Williamson qui s'est fait remarquer récemment pour ses déclarations négationnistes, demandent de se réunir dans le square Louise-Michel car ils n'ont plus le droit de pénétrer

dans le Sacré-Cœur depuis qu'ils ont été excommuniés».

Le vœu a été repris et adopté le 7 avril au Conseil de Paris, où l'UMP s'est abstenue après toutefois que Pierre-Yves Bournazel (élu du 18e) ait protesté contre cette «instrumentalisation politique» à propos d'un rassemblement qui existe depuis quatorze ans.

Daniel Vaillant, qui avait été saisi de cette demande par les pèlerins de la Fraternité Pie-X pour avis consultatif, s'y était déjà opposé «en raison des propos de monseigneur Williamson et afin que des propos racistes et antisémites ne puissent être tenus dans un espace public municipal», précise le vœu.

En revanche, le maire a souligné qu'il ne s'oppose pas au chemin de croix organisé chaque année par l'archevêque de Paris le Vendredi-saint (10 avril cette année), montant vers le Sacré-Cœur et passant par le square. ■



Lors d'un précédent rassemblement, les «traditionnalistes» en haut de Montmartre, arrivant de Chartres en pèlerinage.

Nouveau président pour D'Anvers aux Abbesses

Le collectif d'artistes *D'Anvers aux Abbesses* vient d'élire un nouveau président, Gottfried Beyreuther. Il remplace le peintre Philippe Silvestre, président depuis mars 2007, qui ne se représentait pas mais qui devient trésorier de l'association.

Gottfried Beyreuther est «computeur» comme il se définit lui-même. Ce scientifique a choisi il y a quelques années de devenir peintre sur ordinateur. «Un outil permettant une véritable liberté de création sans être bloqué par la technique», dit-il. Il réalise des compositions colorées, à la limite de l'abstraction. Membre de *D'Anvers aux Abbesses* depuis 2005, il a également fondé une association, *Art in situ*, pour transmettre le «computeur» et a ouvert son atelier, 11 rue Robert-Planquette.

D'Anvers aux Abbesses regroupe quelque cent vingt artistes (peintres, sculpteurs, photographes...) qui, à l'origine, vivaient et travaillaient entre le métro Anvers et les Abbesses. Le périmètre s'est agrandi vers la Goutte d'Or et Clignancourt, et vers le nord du 9e. Depuis quatorze ans, l'association organise des portes ouvertes tout un week-end de novembre. ■

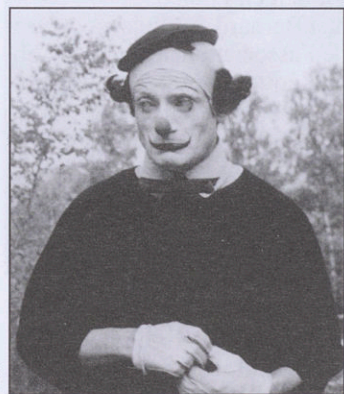
Place des Abbesses : pour changer le regard sur le handicap

Admirer et acheter de jolis objets, s'initier à la céramique, à la peinture sur soie, au raku, à la confection de confitures, rencontrer et échanger... Une animation place des Abbesses, du mardi 19 au dimanche 24 mai, permettra tout cela.

Elle est organisée par l'ESAT (*Établissement de service et d'aide par le travail*) de Ménilmontant, installé aux 40-56 rue des Panoyaux dans le 20e, où il accueille 153 personnes, déficients mentaux, qui y travaillent dans divers ateliers : couture, peinture et peinture sur soie, poterie, céramique, menuiserie, conditionnement de marchandises, décoration florale, encadrements, conserveries bio, rénovation d'intérieurs... Ils confectionnent à la demande de particuliers ou d'entreprises des objets utiles ou de décoration. Ils présenteront leurs œuvres place des Abbesses.

La manifestation se veut «récréative, festive et conviviale, ouverte à tous, une façon de permettre à nos travailleurs et artistes de faire connaître leur savoir-faire, leur talent, leurs capacités, trop souvent méconnues. Nous tentons de faire changer le regard du monde dit «ordinaire» sur ce monde «extraordinaire»», ajoutent-ils.

L'ESAT de Ménilmontant a déjà participé, en décembre dernier, à la mairie, à une exposition de peinture organisée en commun avec le Foyer Saint-Joseph de la rue Georgette-Agutte, qui accueille lui aussi des adultes handicapés mentaux. ■



Pierre Étaix, comédien-réalisateur, dans son film *Yoyo*.

Relance de la pétition de soutien à Pierre Étaix

pour permettre au réalisateur de récupérer les droits sur ses films afin qu'ils puissent être à nouveau projetés.

il estimait qu'elle n'assurait pas efficacement leur exploitation. Malheureusement, son ami et scénariste, Jean-Claude Carrière, avait cru devoir le renouveler. Résultat : le producteur a bloqué les films jusqu'à échéance du contrat, c'est-à-dire pour dix ans.

À défaut de pouvoir projeter leurs films, les deux auteurs ont voulu néanmoins préserver l'avenir et faire restaurer les copies des films à leurs frais. En 2002, ils ont confié cela à la société *Gavroche productions*, mais celle-ci n'a rien fait et, en 2005, les deux auteurs s'y sont attelés eux-mêmes, commençant par *Yoyo*. En 2007, *Gavroche* a attaqué et exigé de rester le cessionnaire exclusif des films et ce pour le monde entier.

16 000 signatures déjà

Cette année-là, le tribunal de grande instance de Paris a donné raison à la société, refusant la demande des deux auteurs de retrouver leurs droits. En novembre 2008, le tribunal a même refusé qu'ils puissent engager la restauration de leurs autres films.

Entre-temps, une pétition de soutien a été lancée en juin dernier (voir *le 18e du mois* de septembre), obtenant plus

de 16 000 signatures dont celles de nombreux artistes (Woody Allen, Michel Piccoli, Charlotte Rampling, Bertrand Tavernier, Philippe Torreton, Lambert Wilson, Gérard Jugnot, Frank Margerin, CharlÉlie Couture, Tom Novembre...). Cette pétition est aujourd'hui relancée par l'*Association des Amis de Pierre Étaix* qui demande aussi aux premiers signataires de faire signer deux amis chacun.

Et 50 000 maintenant

L'objectif est d'obtenir 50 000 signatures qui devraient être remises le 10 mai, jour de l'ouverture du Festival de Cannes, à la ministre de la Culture, Christine Albanel, lui rappelant d'ailleurs ses engagements. Elle avait déclaré il y a quelques mois que «le ministère est déterminé à mettre tout en œuvre pour que les films de Pierre Étaix puissent être à nouveau diffusés sur tous supports et soient accessibles au plus large public».

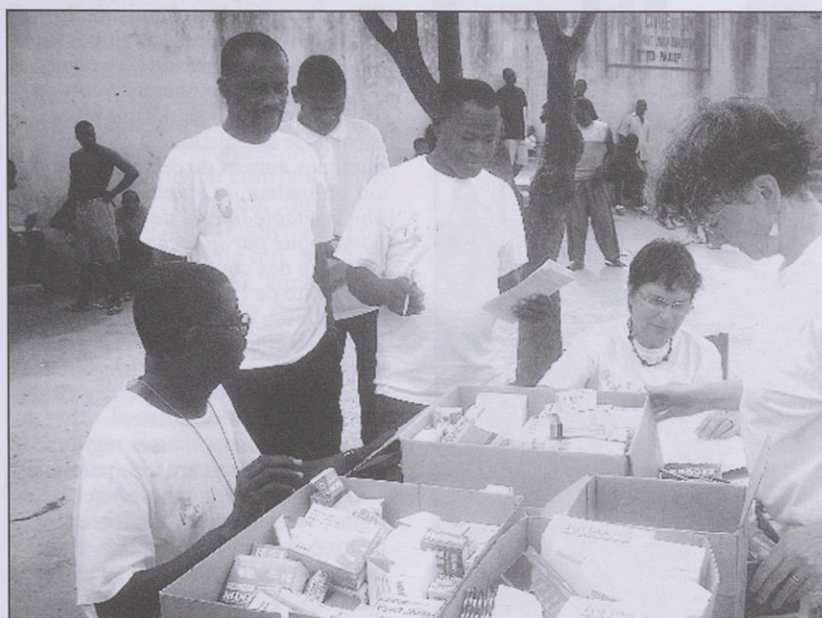
L'association entend tout faire pour que Pierre Étaix, âgé de 80 ans, puisse voir la nouvelle sortie de ses films.

□ Pour informations et pour signer la pétition : www.lesfilmsdetaix.fr



Prisonniers sans frontières (Prsf), une association discrète et... efficace

Son siège est rue des Amiraux, mais cette association se consacre toute à améliorer le sort des prisonniers en Afrique.



Distribution de médicaments dans la cour d'une prison.

"Penser global, agir local", cette devise s'adapte parfaitement à l'association *Prisonniers sans frontières*, installée 13 rue des Amiraux.

En 1995, Jacques Risacher, expatrié français en Côte d'Ivoire, vient déjà en aide aux mineurs incarcérés à la prison d'Abidjan. Il parle de son engagement à un vieil ami, l'archevêque de Cotonou, ancien chef d'État du Bénin, Mgr Isidore de Souza. Le prélat lui fait alors cette réflexion : « Mais, Jacques, il n'y a pas qu'une prison en Afrique ». Six mois plus tard, *Prisonniers sans frontières* voit le jour.

Les besoins les plus élémentaires de ces oubliés de la terre sont en effet criants. Nourriture insuffisante, environnement insalubre, maladie et absence d'accès au droit résument le quotidien de ces malheureux, qui doivent en outre faire face à leur stigmatisation par la société.

27 000 prisonniers

Le but que s'est donc fixé cette organisation non gouvernementale consiste à venir en aide aux détenus. Son champ d'action s'étend sur sept pays de l'Afrique de l'Ouest francophone (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger et Togo). Ses 85 équipes-terrain de 600 bénévoles agissant sur place viennent en aide à plus de 27 000 prisonniers. Son parti pris de non-dénégation des situations les plus graves lui a valu la confiance totale des administrations pénitentiaires des pays dans lesquelles elle intervient.

Quatorze ans après sa fondation, Prsf peut se targuer d'avoir rempli en grande partie ses objectifs d'humanisation des prisons, par des actions qui, sous une apparence modeste, présentent une vraie efficacité dans l'amélioration du sort des détenus.

L'adduction d'eau et donc la culture de jardins maraîchers dans l'enceinte de nombreuses prisons apportent un complément alimentaire bienvenu tant aux gardiens qu'aux détenus. La répartition de celui-ci dépend en effet d'un comité de gestion associant le personnel pénitentiaire, l'équipe-terrain de l'ONG et des prisonniers.

De plus, la formation agricole des détenus leur offre un atout non négligeable pour leur réinsertion. Des actions de prévention et d'hygiène sont également entreprises, et permettent l'amélioration d'une situation sanitaire très souvent dramatique. Là encore, bénévoles sur le terrain et médecins travaillent de concert avec les prisonniers et le personnel pénitentiaire pour établir et maintenir des programmes de prévention de maladies.

Cent dans une seule cellule

Des installations pour rendre plus humaines les prisons surpeuplées (cent détenus parfois dans une cellule collective de 30 m²), comme des abris contre le soleil et les pluies, des fosses septiques ou l'amélioration de la ventilation, sont également entreprises et suivies. La dotation de personnel médical dans chaque établissement supplée également à un



manque criant en matière de santé et d'hygiène. Des programmes de formation à l'hygiène et à la prévention sont également entrepris.

L'amélioration de l'accès au droit, dont l'absence dépend souvent d'un manque de moyens, est concrètement résolue par des actions d'information des prétoires et des greffes pénitentiaires. Les bonnes relations avec les autorités qui en découlent parviennent également à sensibiliser ces dernières au sort des détenus et parfois même à faire évoluer le regard qui est porté sur eux par la société civile, voire par les administrations pénitentiaires.

Un suivi dans la durée

Toutes ces actions, qui nécessitent un suivi financier sur la durée (transport de détenus à l'hôpital, achats de semences, de savon), sont alimentées par des équipes-soutien en France. Celles-ci, qui suivent une prison en particulier, rassemblent amis, collègues de travail ou voisins et permettent ainsi aux actions de perdurer et de contribuer à rendre plus humain l'établissement suivi au quotidien.

Forte de son expérience du terrain

de quatorze ans, l'association noue aujourd'hui des partenariats avec des institutionnels et d'autres organisations non gouvernementales qui apprécient particulièrement son expertise et ses compétences. Ainsi le programme P3-7 s'engage à généraliser certaines expériences pilotes sur les sites pénitentiaires que s'emploie à suivre PRSF.

Appel à soutien

Et ce selon les trois axes "Alimentation", "Hygiène et santé" et "Accès au droit" déjà définis. Les associations partenaires sont *Avocats sans frontières*, ECTI (Experts seniors bénévoles), le GISPE (*Groupe d'intervention en santé publique et épidémiologie*), JTS (Jardins tropicaux et semences) ainsi que *Prisonniers sans frontières Burkina Faso*. Tous ces partenariats permettront de renforcer l'action des équipes-terrain et d'ajuster au mieux les réponses aux besoins des différents établissements pénitentiaires. Mais toutes ces actions ne sauraient perdurer sans le renforcement des équipes-soutien en France.

Ainsi Bernard Guillois, coordinateur de l'association, a souligné l'absence d'équipe-soutien dans notre arrondissement. La prochaine organisation d'une réunion publique de présentation de l'ONG pourrait peut-être suppléer à ce manque. Le 18e du mois ne manquera pas de vous l'annoncer.

Fabrice Benoist

□ Prisonniers sans frontières, 13 rue des Amiraux. Tél. : 01 40 38 24 30. www.prsf.org

Clignancourt



"Al Rowwad", rue Custine, une boutique solidaire d'artisanat palestinien

Une boutique solidaire d'artisanat palestinien vient d'ouvrir 24 rue Custine. Elle s'appelle *Al Rowwad* (les pionniers) comme le centre culturel du camp d'Aïda, à Bethléem, et comme la *Société des amis d'Al Rowwad*, l'association française de soutien aux Palestiniens des camps, qui a créé cette boutique.

On y vend de l'huile, des tisanes, du savon, du zaatar (mélange d'herbes pour salade et tartines), quelques plats décorés, des sacs en tapisserie mais surtout toute une ligne de vêtements, T-shirts, tuniques, gilets, robes et pantalons *made in Palestine*. Les T-shirts portent des impressions reprenant les dessins et grafs

inscrits sur le mur aux "checkpoints", côté palestinien. Les autres vêtements sont élaborés en France mais cousus et brodés par un collectif d'une quarantaine de femmes du camp d'Aïda. Les motifs des broderies sont traditionnels ou portent un message comme, par exemple, le nom des villages détruits dont sont originaires les brodeuses.

La boutique est tenue par des bénévoles et le produit des ventes va entièrement au camp d'Aïda pour les brodeuses mais aussi pour aider à financer les animations du centre culturel.

□ Ouvert le mercredi et le samedi de 11 h à 19 h.

LE LOGEMENT À L'ÉPREUVE DE LA CRISE

Après dix ans d'inflation démesurée des prix immobiliers, la crise était prévisible et attendue : une telle distorsion entre les ressources des acquéreurs éventuels et les prix des logements ne pouvait pas durer sans effet boomerang.

Les experts prévoient jusqu'à 15% de baisse dans

l'immobilier en 2009. Aujourd'hui, le prix moyen des logements neufs est déjà revenu à celui de 2001 ; dans l'ancien, à celui de 1999. La crise financière aggrave encore celle de l'immobilier.

Pendant ce temps, les scandales du mal-logement persistent.

Le scandale de l'hébergement d'urgence en hôtels



Diane Grimonet

Il est un scandale que la municipalité du 18^e entend prendre à bras le corps, celui des hôtels meublés et des conditions de l'hébergement d'urgence des familles qui perdent leur logement. Un hébergement qui parfois dure des mois, voire des années (30 % des familles y résident depuis plus d'un an, certaines depuis six ans) faute de logements sociaux.

Il y a 110 000 demandeurs de logements sociaux à Paris, 12 000 dans le 18^e, dont la moitié relèvent de l'hébergement d'urgence. Or, on ne dispose dans notre arrondissement que de quelques centaines de logements par an malgré de nouvelles constructions programmées. De plus, on s'est attelé ces dernières années à l'éradication de l'habitat insalubre, ce qui a pour conséquence de réduire le nombre de logements sur le marché et donc d'augmenter le nombre de demandeurs (par exemple, la rénovation du 25 rue Stephenson où il y avait des chambres habitées de 7 m², pas plus, qui ont été transformées en logements décents).

Nombre de familles sont donc

réduites à vivre à l'hôtel dans des conditions précaires, non seulement inadéquates, déstabilisantes voire traumatisantes, mais également coûteuses pour la société.

Certains hôteliers trichent

Gérald Briant, l'adjoint chargé des Affaires sociales et de la lutte contre les exclusions dans le 18^e, a récemment fait un bilan : on comptabilise dans l'arrondissement 152 hôtels "utilisables" pour l'hébergement d'urgence, c'est-à-dire répondant aux normes de sécurité établies par la préfecture. Celle-ci a entrepris, depuis 2006 et l'incendie meurtrier de la rue de Provence, de contrôler les hôtels concernés (850 en tout à Paris dont le quart dans le 18^e) et d'élaborer une charte de la sécurité que les hôteliers sont tenus de respecter s'ils veulent rester agréés.

Toutefois, tous les hôteliers ne la respectent pas ou trichent. Certains sont propriétaires de deux hôtels, l'un agréé, l'autre non (dans le 18^e, il existe 40 hôtels sur "liste rouge" de la pré-

fecture pour insalubrité ou même signalés en péril) et il arrive que l'hôtelier édite une facture pour un établissement agréé alors que la famille est hébergée dans l'autre.

«Le parc hôtelier utilisable est saturé, les demandes sont telles que les hôteliers sont en situation de force et parfois en abusent : chauffage coupé, draps non fournis, ménage non fait, interdiction de cuisiner, de laver... Ils obligent les familles à vivre dans un inconfort total, comme dans un hôtel rue Hermel où il n'existe qu'un seul sanitaire pour cinq étages», affirme Gérald Briant. La municipalité préconise une nouvelle charte de "bonne conduite" tenant compte de la qualité des prestations et non de la seule sécurité. Ne pas la respecter signifierait être exclu de la liste des hôtels reconnus.

Un coût exorbitant

Autre problème à régler : le coût exorbitant. Là encore, les hôteliers, en position de force, ont cessé de louer des chambres au mois (300 à

400 €). Ils les louent à la journée, à 40 € minimum et par personne. De plus, depuis l'incendie de la rue de Provence, la loi oblige les familles avec enfants à prendre plusieurs chambres. Ainsi, le coût mensuel s'établit en moyenne à 2 000 € par famille, pouvant même aller jusqu'à 4 000 pour certaines familles nombreuses.

Ces sommes ne sont pas à la charge des familles (comment le pourraient-elles ?) mais de la société : au titre de la protection de l'enfance, le Centre d'action sociale de la Ville de Paris (CASVP) verse à toute famille ayant un enfant mineur à charge une aide financière pour son hébergement à l'hôtel. Cette aide concerne mille familles à Paris (300 dans le 18^e) et coûte à la collectivité plus de vingt millions d'euros par an.

D'autres solutions existent

Ce système bénéficie aux seules familles en situation régulière. Le Samu social prend en charge les familles sans-papiers selon les mêmes critères, mais alors c'est ce Samu social qui se charge de négocier avec les hôteliers et de réserver des places à l'année. Gérald Briant aimerait que ce système, permettant un meilleur contrôle des prestations et des prix, et qui empêche les hôteliers de refuser une famille, soit mis en place aussi pour celles relevant de la CASVP.

Il souligne aussi que, le 18^e étant saturé et accueillant en hôtels trois fois plus de monde que des arrondissements similaires comme le 19^e et le 20^e, il serait bien que les autres arrondissements fassent un effort. À ce propos, il fait remarquer «l'inerme» de la loi Boutin ou de la loi DALO (droit au logement opposable) qui font croire que chacun pourra trouver un logement alors qu'il n'en est rien faute de constructions !

Enfin, il signale un dispositif appelé "louer solidaire" s'adressant à des propriétaires parisiens qui souhaitent louer un logement leur appartenant. La mairie prend en charge la remise en état du logement et garantit au propriétaire le paiement du loyer. «Ce dispositif, a déjà bénéficié à 280 familles à Paris. Destiné aux gens sortant d'hôtels meublés, il devrait être popularisé. Non seulement, il profite aux uns comme aux autres, mais il coûte, à raison d'un loyer avoisinant 800 à 900 € pour un 50 m², trois fois moins cher que l'hôtel», conclut l'adjoint.

Marie-Pierre Larrivé

Immobilier : baisse des transactions, baisse des prix

Vous voulez vous installer dans le 18^e arrondissement, à proximité du Sacré-Cœur, des Puces de Clignancourt et des petites femmes du Moulin-Rouge ? Vous voulez profiter des joies de la vie parisienne ? Cela tombe bien. Deux lignes de métro vous emmèneront au centre de la capitale en un quart d'heure. Vous êtes convaincus ? Voici un petit éventail des prix de l'immobilier qui sont actuellement en cours dans notre arrondissement : proche métro Marx-Dormoy, studio 26 m², 139 000 € (soient 5 300 € le m²). Quartier Abbesses, studio, 23 m², 165 000 € (soit 7 100 € le m²). À deux pas du marché du Poteau, grand studio 33 m², 208 500 € (soient 6 300 € le m²).

Vous trouvez ça hors de prix ? Vous pouvez vous rabattre sur une location :

Rue Labat, métro Marcadet, studio meublé, 15 m², 480 €/mois. Métro Marx-Dormoy, studio 18 m², au sixième sans ascenseur, 580 €/mois, caution solidaire et dossier complet demandés (salaire minimum : 1 800 €). Dans immeuble montmartrois rénové, au pied des vignes de Montmartre, dans une impasse, 50 m², 1 670 €. Métro Guy-Môquet, 2 pièces 49 m², 1 150 €/mois.

Vous trouvez ça encore trop cher ? Pourtant le prix moyen de vente du mètre carré à Paris a baissé de 3,6 % sur un an. Entre janvier et fin mars 2009, aucun arrondissement parisien n'a vu ses prix augmenter. Durant cette période, le 18^e a accusé une baisse de 7,6 % des prix des appartements en vente.

+ 320 % entre 1958 et 2008

Il faut dire que l'on revient de loin : entre 1998 et 2008, le prix moyen de vente de l'immobilier parisien avait connu une explosion de 180 %. Avec pour le 18^e une augmentation de 320 % dans l'immobilier ancien. La hausse est telle qu'elle ne correspond plus au réel pouvoir d'achat des Parisiens.

« Dans l'immobilier, il y a des vagues d'une dizaine d'années. Nous avons été étonnés que la baisse des prix n'arrive pas plus tôt », explique Valérie Waverin, directrice de l'agence Superficies, spécialisée dans la vente de biens et implantée depuis vingt ans en plein cœur du secteur Château-Rouge. Entre septembre 2008 et décembre, les prix sont passés de 5 300 € à 4 700 € le m², commission d'agence comprise. Dix ans auparavant, nombre d'appartements dans le quartier Château-Rouge étaient vendus à 1 500 € le m².

Aujourd'hui, paralysie des ventes

Aujourd'hui, plus qu'une chute des prix, les agences immobilières font face à une baisse des transactions. Pour vendre un appartement, les professionnels doivent déployer trois fois plus d'énergie. « On ne manque pas de clients. Mais un bien affiché à 160 000 € reçoit des propositions à 112 000 €. Résultat : rien ne s'échange. » La situation est tellement bloquée que la directrice de Superficies reçoit des coups de fil de banquiers qui cherchent à monter des dossiers de crédit.

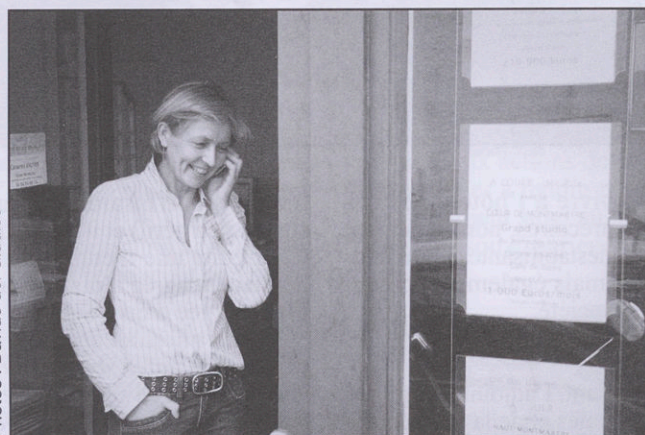
Même paralysie des ventes à quelques encablures de là, au 76 rue Marcadet, de l'autre côté



Valérie Waverin, de l'agence Superficies.



Félix Gagueche, de l'agence Étude foncière gestion.



Catherine Gauthier, de Catherine Gauthier Immobilier.

du boulevard Barbès. Dans ce quartier, les prix ont culminé jusqu'en fin 2007 autour de 6000 € le m² alors qu'il y a dix ans un bien se vendait autour de 4 500 €. « Le problème actuel : les acquéreurs attendent que ça baisse et les vendeurs trouvent difficile de le faire », confirme Félix Gagueche qui dirige l'agence Étude foncière gestion et dont le rayon d'action se situe autour des rues Marcadet, Eugène-Sue et Ramey.

Les transactions étant bloquées, les gens se rabattent sur le marché de la location qui, lui, a tendance à augmenter. Dans ce secteur, un studio de 20 à 30 m² est loué entre 500 et 700 €. Un deux-pièces entre 750 et 1 000 € et un trois-pièces entre 1 200 et 1 500 €.

Valérie Waverin regarde cette crise avec per-

plexité. « Si les gens sont prêts à mettre 1 200 € dans un loyer, ils ont les moyens de devenir propriétaires, explique-t-elle. Il faut aller voir son banquier, et s'il est trop pessimiste, il faut en changer. » Pour Félix Gagueche, les banquiers n'ont plus le même comportement depuis un an. « Il y a le problème de l'apport nécessaire pour acheter. Jusqu'à fin 2007, le crédit était plus facile. On pouvait avoir 100 % de crédit avec des taux plus faibles. Les banques encourageaient les gens à emprunter. Maintenant elles sont devenues frileuses. »

Sauf les très beaux appartements

Côté montmartrois, l'analyse de la situation est la même. Les ventes sont en stand-by, et quand elles ont lieu, elles se font systématiquement à la baisse.

« J'ai mis cinq mois pour vendre un cinq-pièces, alors qu'il y a quelque temps, il serait parti en un mois et demi », précise Catherine Gauthier, qui officie au 79 bis rue Lepic.

« Les personnes qui ont des dossiers solides (20 à 30 % d'apport et un emploi stable) accèdent toujours au crédit, explique-t-elle. Le problème, c'est que les prix ont tellement augmenté ces dernières années qu'un couple gagnant 6 000 € par mois ne pourrait pas acheter à Montmartre sans un apport. »

Sur la Butte, un seul secteur ne connaît pas la crise, celui des très beaux appartements, ceux qui ont une vue sur le sud de Paris. Ces biens sont toujours aussi chers et continuent à trouver preneurs.

La fourchette des prix à Montmartre ? « De 6 300 €/m² pour un rez-de-chaussée avec un mauvais plan d'appartement à 12 000 € pour le très bel appartement. Le moyen s'échangeant autour de 8 000 € », nous confie Catherine Gauthier, même si elle ajoute qu'il est très compliqué de faire des moyennes à Montmartre, les prix variant selon l'altitude de la Butte.

15% de baisse en 2009 ?

À Château-Rouge, il y a dix ans, 85 % des achats y étaient effectués par des investisseurs qui souhaitaient faire un placement. Aujourd'hui, la tendance est inversée, et 80 % des acheteurs sont des personnes qui vont habiter les lieux. « Cela a eu un impact très important dans le quartier », précise Valérie Waverin.

Contrairement aux investisseurs, ces propriétaires s'occupent de leur bien, prennent des responsabilités dans les copropriétés et s'investissent dans les écoles que fréquentent leurs enfants. »

Pour l'heure, certaines prévisions font état d'une baisse parisienne des prix de l'immobilier qui pourrait atteindre 15 % en 2009, le contexte économique combinant une forte remontée du chômage et des conditions d'obtention de crédit plus draconiennes.

Quant au tarissement des transactions, quelques-uns pensent que les ventes reprendront car certains seront obligés de se séparer de leur bien, soit dans le cadre d'une succession, soit parce que Paris connaît le taux de séparation des couples le plus important de l'Hexagone.

Nadia Djabali



Le logement social, un outil contre la crise

A l'inverse du secteur privé, l'habitat social ne subit pas les mêmes effets de la crise, parce qu'il n'est pas entièrement soumis aux lois du marché. Mieux encore, il peut avoir ce que les spécialistes appellent un rôle "contracyclique", c'est-à-dire participer positivement à sortir de la crise, être un levier de la politique de relance en redynamisant un secteur d'entreprises : celles du bâtiment et de la rénovation, dont les tarifs devraient se tasser du fait de la chute des programmes de construction dans le privé.

Parallèlement, la baisse des prix des terrains et des matières premières pourrait permettre de lancer plus de programmes de construction et d'amélioration de logements sociaux, en particulier des travaux d'isolation dans les milliers de logements sociaux qualifiés de véritables "passoires" thermiques.

Avec une proportion de logements sociaux et de programmes de construction dans ce secteur parmi les plus élevées de Paris, le 18e est particulièrement concerné. La relance sociale rejoindrait ici la relance écologique. À

condition bien sûr, qu'il y ait une volonté politique de financement de tels programmes.

Or l'Etat a réduit de 570 millions son budget logement par rapport à 2009. Et la baisse des transactions immobilières affecte aussi le budget de Paris en diminuant une de ses sources de revenus, les taxes sur ces transactions. À l'inverse de l'Etat, la Ville a pourtant augmenté de 10 % son budget logement car la municipalité maintient pour l'instant son objectif d'atteindre les 20 % de logements sociaux en 2014 (le 18e est un des rares arrondissements où ce seuil est près d'être atteint).

C'est en effet plus que jamais nécessaire, car la crise accentue la pression de la demande sur l'habitat social : moins de ménages peuvent accéder à la propriété, soit que le chômage les prive de ressources, soit que les banques limitent l'octroi de crédit, soit qu'ils manquent trop de confiance en l'avenir pour s'engager ; ils sont donc plus nombreux qu'à l'accoutumée à se tourner vers les bailleurs sociaux.

Marie-Odile Fargier

Diminution des loyers impayés

Les gestionnaires de l'habitat social redoutaient une augmentation des loyers impayés consécutive à la hausse du chômage. D'autant plus que Paris a décidé de bloquer les expulsions, malgré la fin de la trêve hivernale, pour ne pas aggraver la situation des plus démunis.

Pourtant, à ce jour, dans les quartiers les plus modestes du 18e comme la Goutte d'Or et la Porte d'Aubervilliers, c'est le contraire qui s'est produit : le taux de loyers impayés a spectaculairement baissé depuis un peu plus d'un an ! Non du fait de la crise, mais suite à de nouvelles mesures prises par les responsables de Paris Habitat (le nouveau nom de l'OPAC) dans ce secteur.

Plutôt que d'envoyer directement les dossiers aux services contentieux, les responsables du secteur ont organisé deux jours par semaine une permanence. Ils ont invité les locataires à venir sans rendez-vous y exposer leurs problèmes et doléances. Et ceux-ci sont venus en nombre, y compris pour parler de soucis sans rapport avec leur logement, par besoin d'être écoutés et si pos-

sible aiguillés vers un autre service ou une association susceptible de les aider.

Une journée portes ouvertes a en outre permis de recenser les demandes de réparations et d'améliorations, et beaucoup ont été faites. L'accent a été mis sur la propreté des parties communes avec une meilleure surveillance des entreprises chargées du nettoyage. En outre, la nuit et le week-end, un service de surveillance joignable en permanence prend la relève des gardiens.

Ces mesures ont amélioré les relations entre les locataires et le bailleur qui n'est plus alors considéré comme l'ennemi qui menace et envoie les huissiers. Celui-ci a aussi pris le temps d'expliquer la nécessité du loyer, d'établir avec les mauvais payeurs des protocoles d'accord pour un remboursement au besoin très étalé, en recherchant les aides possibles avec le concours d'un conseiller social et d'associations. Du coup, les responsables eux-mêmes ont été surpris par une baisse d'impayés bien plus importante qu'espérée.

M.O.F.

La vie des quartiers

Grandes Carrières



La ligne 14 au secours de la ligne 13

C'est voté : pour remédier à la saturation de la ligne 13 de métro, on prolongera la ligne 14 de Saint-Lazare à la mairie de Saint-Ouen. Mais un doute subsiste sur les intentions de l'État.

Pour remédier à la situation de la ligne 13 où, aux heures de pointe, les usagers du métro voyagent entassés au-delà du supportable, la RATP a étudié des solutions, à la demande du STIF (Syndicat des transports d'Ile-de-France), l'autorité qui décide des grands investissements en la matière.

Plusieurs hypothèses ont été évoquées. La RATP a, pour chacune, étudié la "faisabilité" technique, ce qu'on peut en attendre comme effets sur la ligne 13 et d'autres lignes, et le coût. La solution qu'elle a préconisée consiste à prolonger la ligne 14 vers le nord à partir de Saint-Lazare, avec un arrêt à la Porte de Clichy (où elle retrouvera une branche de la ligne 13 et une correspondance avec le RER-C), puis jusqu'à la Mairie de Saint-Ouen.

Le 8 avril, le conseil du STIF, présidé par Jean-Paul Huchon, le "patron" de la région, a voté. Il a suivi les conclusions de la RATP.

Terminé dans dix ans

Il faudra un souterrain de 5,2 km. Le projet devrait coûter autour de 950 millions d'euros hors taxes, auxquels la RATP a rajouté in extremis une "rallonge" de 150 millions supplémentaires pour l'achat des rames. Le premier tronçon (jusqu'à la Porte de Clichy) pourrait être ouvert dans six ans, le second tronçon dans dix ans.

«Nous avons un calendrier et le financement est assuré, nous a déclaré Annick Lepetit, adjointe au maire de Paris et vice-présidente du STIF. La Ville de Paris assurera 20 % du coût, la Seine-Saint-Denis 10 %, les Hauts-de-Seine 20 %. Le conseil régional s'est engagé à financer le reste quoi qu'il arrive.» Mais le conseil régional aimerait que sa part ne soit pas de 50 %, et que l'État participe lui aussi, comme le préoyaient les accords du passé. La décision est entre les mains du ministre Jean-Louis Borloo.

Or, au moment où nous écrivons, on n'a aucune indication sur ce que fera l'État. On sait qu'il a tendance à se dégager financièrement des transports en région parisienne ; par exemple il ne ver-

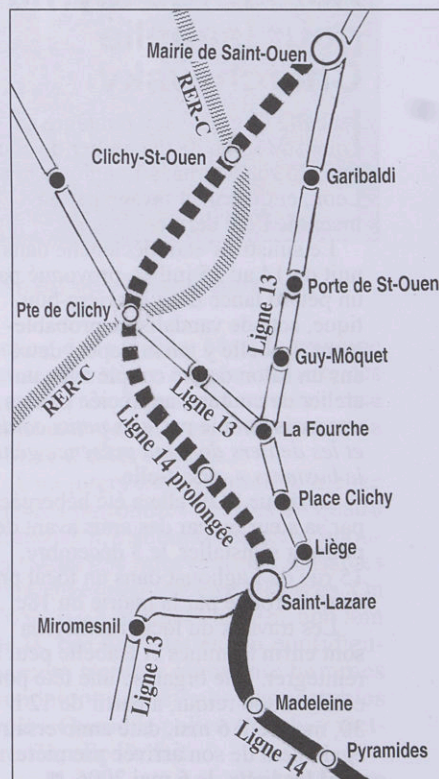
se rien pour le second tronçon du tramway autour de Paris (alors qu'il avait financé 16 % du premier tronçon).

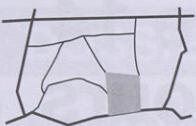
Par ailleurs, M. Sarkozy a désigné il y a quelques mois un secrétaire d'État chargé de la région parisienne, Christian Blanc, dont les attributions sont floues et qui prépare ses dossiers dans le plus grand secret, sans concertation avec personne et surtout pas les élus locaux. Selon le peu qui a filtré, il voudrait, lui, prolonger la ligne 14... en direction de Saint-Denis, ce qui est contradictoire avec la décision du STIF.

M. Blanc aurait aussi, dans d'autres domaines, ses idées à lui, faisant table rase de beaucoup de projets programmés par les élus.

On annonçait pour le 29 avril une déclaration du Président de la République sur l'Ile-de-France. «Nous espérons, nous a dit Annick Lepetit, que cela ne viendra pas freiner, retarder ou bloquer ce qui est prévu, notamment en matière de transports.» C'est probablement ce que souhaite aussi la majorité des usagers de la ligne 13.

Noël Monier





Noël Monier



Alain Bashung en 1982, au temps de "Gaby".

Un espace à la Goutte d'Or portera le nom de Bashung

Un espace public à la Goutte d'Or pourrait porter le nom d'Alain Bashung, le chanteur disparu le 14 mars qui habitait villa Poissonnière.

Rendant hommage à «ce grand artiste, discret mais engagé dans son quartier», Daniel Vaillant a proposé, lors du dernier conseil d'arrondissement, qu'un espace public de la Goutte d'Or porte son nom. Bertrand Delanoë s'y est immédiatement déclaré favorable, soulignant qu'une dérogation à la règle prévoyant d'attendre cinq ans après la mort d'une personnalité pour donner son nom à une rue, une place, un jardin... serait bienvenue. «Quand vous aurez trouvé un lieu, un lieu charmant qui lui ressemble, je me ferai un plaisir d'appuyer votre demande», a-t-il dit. ■

Retour rue Myrha pour Isabelle Cherchevsky

Isabelle Cherchevsky réintègre en mai son salon de thé-atelier de couture, 35 rue Myrha, à l'angle de la rue Léon, entièrement ravagé par un incendie l'été dernier.

Le sinistre s'était déclenché dans la nuit du 14 au 15 juillet, provoqué par un pétard lancé dans l'arrière-boutique, acte de vandalisme probablement. Isabelle y tenait depuis deux ans un salon de thé couplé avec un atelier de couture, appréciée par les uns mais honnie par «les petits caïds et les dealers dont ma présence gêne le business», disait-elle.

Devenue SDF, elle a été hébergée par sa sœur ou par des amis avant de pouvoir s'installer, le 3 décembre, 15 rue de Laghouat dans un local provisoire trouvé par la mairie du 18e.

Les travaux du local rue Myrha sont enfin terminés et Isabelle peut le réintégrer. Elle organise une fête pour célébrer son retour, à partir de 12 h 30, mercredi 6 mai, date anniversaire également de son arrivée première dans les lieux, le 6 mai 2006. ■

Et si on arrêtait tout... Les associations de la Goutte d'Or mobilisées pour leur survie

Associations en danger ! Les centres sociaux et socioculturels de Paris sont en danger, menacés d'asphyxie financière par les administrations de l'État, et ils se mobilisent pour alerter l'opinion. Ainsi ont-ils organisé samedi 4 avril une journée de sensibilisation à laquelle les associations de la Goutte d'Or ont participé activement.

«Et si on arrêtait tout...», que se passerait-il ? Quelles conséquences pour le «vivre ensemble» pour le développement des quartiers, pour la solidarité et l'aide aux plus démunis ?

À la Goutte d'Or, cela signifierait plus de 300 personnes ne pouvant plus apprendre le français, plus de 350 enfants et adolescents privés de soutien scolaire, plus de 2 000 adultes sans appui pour l'accompagnement social et l'insertion professionnelle, des centaines de personnes privées de lieux de création, plus de 500 bénévoles ne pouvant plus s'investir dans le quartier, les animations et les fêtes mises à mal (dont la Fête annuelle de la Goutte d'Or qui existe depuis vingt-cinq ans)...

Activités menacées partout

Déjà, cette année, la pénurie financière s'est fait sentir : ADOS, association de loisirs pour enfants et adolescents, a dû réduire de moitié ses effectifs salariés et est menacée dans sa vie même. Les *Enfants de la Goutte d'Or* ont dû arrêter leurs équipes de foot senior faute de moyens. Il manque 7 000 € à la Salle Saint-Bruno pour ses actions en faveur de l'emploi. La Fête de la Goutte d'Or est en péril car elle accuse un déficit de 9 000 €.



Un après-midi aux Enfants de la Goutte d'Or...

Et pour l'an prochain, on annonce une baisse conséquente des financements de l'État pour l'alphabétisation, une quasi-certitude même de voir disparaître le financement pour le soutien scolaire !

Le soutien des usagers

«Et si on arrêtait tout...» Toute la journée de samedi, les associations ont tenu des stands, devant la bibliothèque Goutte d'Or, à l'angle des rues Léon et Myrha, à l'angle de la rue des Gardes et de la rue Polonceau... Elles ont interpellé la population, celle-ci a répondu massivement.

Elles avaient mis à disposition des grandes feuilles où l'on pouvait s'exprimer. «Merci, merci. Merci à vous. Merci mille fois», «Vive les associations, on vous soutient. Grâce à vous,

on vit, on respire», ont écrit des gens. «Je veux continuer à apprendre le français, je suis contente à en pleurer», «Avec vous, j'apprends à lire, ça me fait tant plaisir», ont écrit des femmes en alphabétisation qui se sont fait aider pour rédiger leur petit mot. «Mes enfants, que feraient-ils le mercredi sans vous ?», a écrit un monsieur. «J'ai trois enfants et je ne sais pas ce que je ferais si vous disparaissiez», a renchérit une dame. «J'aime être chez vous», a signé un enfant de 8 ans...

Ils ont été plusieurs centaines à s'exprimer. Le quartier soutient haut et fort ses associations. À qui le tour maintenant, pour réagir ? L'État peut-il continuer dans sa logique purement comptable et détruire la vie associative ? ■

Accueil Goutte d'Or, pour ses 30 ans, lance maintenant sa Gazette

Accueil Goutte d'Or (AGO) fête ses trente ans en mai et offre le premier numéro d'une gazette trimestrielle en cadeau d'anniversaire à ses bénévoles, ses usagers, ses partenaires, ses amis, pour qu'ils «n'en perdent pas une goutte», formule figurant en exergue de la une.

Dans l'édito du premier numéro, Bernard Masséra, le président d'AGO, raconte sa genèse : l'association a été créée en mai 1979 par des habitants du quartier, avec le soutien du *Secours catholique* pour venir en aide aux victimes de l'exclusion et favoriser l'insertion de tous. Début 1996, le *Secours catholique* se retire, AGO devient association loi 1901 et se positionne comme centre social du quartier.

Actuellement, avec quatorze salariés et plus de cent bénévoles, *Accueil Goutte d'Or* assure une permanence sociale avec écoute et conseils, un service d'alphabétisation pour les femmes et une aide à l'insertion pour les allocataires du RMI, une animation socioculturelle pour les enfants et les familles, un accompagnement scolaire, une participation aux événements du quartier dont la Fête annuelle de la Goutte d'Or fin juin.

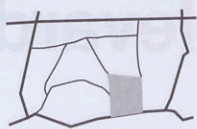
AGO, dont le siège est 10 rue des Gardes, gère également *La Caravelle*, une halte-garderie située 1 rue de la Goutte-d'Or.

Trente ans de savoir-faire et de savoir-être, mais AGO comme les autres associations éprouve de grandes

inquiétudes pour l'avenir à cause de la politique de restrictions de l'État. Elle a participé le 4 avril à la journée de mobilisation «Assos en danger» et de sensibilisation aux problèmes de la population de la Goutte d'Or.

Premier numéro pour célébrer l'anniversaire puis d'autres à venir. Un édito à la une, une page centrale qui zoome sur une des activités du centre et une quatrième page d'expression libre, *La Gazette* est tirée à quatre cents exemplaires papier (plus une sortie web) et diffusée gratuitement dans le quartier.

□ *Accueil Goutte d'Or*, 10 rue des Gardes. Tél. 01 42 51 87 75. ago@ago.asso.fr. Site : www.ago.asso.fr



Une interpellation musclée pour quelques boîtes de conserves à vendre

Un mercredi, à côté du marché qui se tient sous le viaduc du métro... Témoignage.

Mercredi 25 mars, c'est jour de marché à la Goutte d'Or sous le viaduc du métro. Il y a du monde, du mouvement. Il est 14 h 30. Virginie Milliot est anthropologue. Elle attend une vingtaine de personnes au rendez-vous fixé métro Barbès, sortie rue Guy-Patin. Elle a proposé un atelier de découverte du quartier à des étudiants, des chercheurs qui ne le connaissent pas. Stéphane, un collègue, est à ses côtés.

Sur le petit trottoir, le long du marché proprement dit, tout se vend et tout peut s'acheter. «C'est un peu le marché des pauvres !», décrit-elle. Un homme et une femme vendent des boîtes de conserve. Leur petit garçon est près d'eux, paisible. Soudain des voix percent, des gens s'attroupent. «Il se passe quelque chose!», pense Virginie Milliot. Stéphane et elle s'approchent.

Une foule solidaire

Elle raconte : «Nous sommes saisis par une scène assez violente : trois policiers, deux hommes et une femme, essaient de séparer le couple.

Leur enfant de 4 ans, dans les bras de sa mère, pleure, terrorisé... C'était difficilement supportable...» L'homme, resté calme, est menotté sous les yeux de son fils pour être emmené vers la voiture de police garée boulevard de la Chapelle. Bien sûr, vendre des conserves sur la voie publique est illégal, mais...

Sa femme veut être emmenée avec lui, les policiers refusent. La foule observe la scène. Virginie Milliot décrit l'incompréhension, l'émotion, la stupeur puis la solidarité. La foule suit à distance, certains crient que c'est une honte. «Alors un policier sort une bombe, gaze, asperge», dit Virginie.

Un individu isolé, loin de cette foule solidaire, lance une cagette de légumes depuis le trottoir d'en face. Une vitre de la voiture de police est endommagée. «Circulez !», ordonnent les policiers. Ils fracassent l'objectif de l'appareil photo de Stéphane qu'il ne voulait pas leur donner, tentent de prendre le petit portable de Virginie Milliot qui se trouvait en train de l'utiliser. Elle est poussée violemment

sur la chaussée, contusionnée.

Ils emmènent l'homme, qui avait été agenouillé au sol, frappé d'un coup de pied, toujours calme. Sa femme, son enfant pleurent.

Plaintes contre les policiers

Vers quinze heures, Christine Ledéret, la directrice du centre Accueil Goutte d'Or (AGO) voit arriver un groupe qui avait été guidé vers le lieu : l'épouse de l'homme arrêté, son enfant, Virginie Milliot, son collègue et un journaliste de passage qui a pu prendre des photos. L'enfant tombe d'épuisement. Ils décident de porter plainte ensemble, pour «violences policières et mise en danger de la vie d'autrui (utilisation de gaz)». AGO leur conseille une avocate.

L'homme sortira le lendemain après vingt-quatre heures de garde-à-vue. Il est couvert de bleus : «hématome para-orbitaire», décrit, entre autres, le certificat médical établi.

Ce couple est russe, le mari d'origine arménienne. Ils ont un récépissé de demandeurs d'asile et attendent le

statut de réfugiés. En France depuis septembre 2008, ils ont fui, disent-ils, de graves violences policières en Russie qui ont laissé des traces chez l'homme. Logés par le Samu social, Porte de Montreuil. Ils «croient en la France, terre des droits de l'homme et de l'enfant...» mais «voilà que ça recommence !», dit la femme.

Pourquoi cette disproportion entre l'infraction et la réaction de la police, et surtout dans un quartier où se commettent des délits à réprimer pires que la vente à la sauvette de conserves ? «Qu'est-ce qui amène à vendre des boîtes de conserve sur la voie publique ? On ne voyait pas cela il y a deux ou trois ans, s'étonne la directrice du centre. Qu'est-ce qui peut rendre des policiers si peu humains ? Pourquoi cette montée de l'agressivité ?»

C'était un mercredi, jour de marché. «On était les seuls Français blancs. J'ai ressenti un sentiment de honte pour mon pays et de responsabilité en tant que citoyenne», livre Virginie Milliot.

Claire Dalla Torre

Les "malboro-malboro(s)" de Barbès : trop, c'est trop

Cela dure depuis presque deux ans : en permanence, près du métro Barbès-Rochechouart, côté 18e, se tiennent des dizaines de vendeurs de cigarettes de contrebande, contrefaçons de médiocre qualité de la marque Marlboro. À chacun de vos pas, ils vous susurrent à l'oreille le refrain : «malboro, malboro légende». Ils stationnent même maintenant à l'intérieur de la station, formant la haie à six ou sept au débouché des escaliers.

En soi, ce trafic n'est pas ce qui existe de plus grave en matière de délinquance. Mais à certaines heures, ils sont si nombreux qu'ils forment véritablement barrage, empêchant d'accéder à l'entrée du métro par l'escalier de la ligne 2. Beaucoup d'habitants du quartier y ont définitivement renoncé et ont fait le choix d'accéder au métro par l'autre entrée, côté boulevard Rochechouart – même si cela les oblige à traverser davantage de rues, faire davantage de chemin, descendre et grimper davantage d'escaliers.

La plupart de ces «malboro-malboro(s)» ne sont pas du quartier. Ils viennent de tous les arrondissements et de diverses banlieues. Leurs clients aussi, car cela se sait : les cigarettes à 3 euros, c'est à Barbès.

Leur présence massive assure une protection aux dealers de drogue, qui peuvent se fondre dans la foule. Depuis que la rénovation de l'habitat insalubre est en cours dans le quartier, le trafic de drogue a considérablement diminué rue Myrha et disparu de la rue de Laghouat, mais il s'est installé sur le boulevard Barbès, près du métro Château-Rouge et au métro Barbès, où les toxicomanes s'ajoutent aux malboro(s) pour faire masse...

Les cartouches cachées

Les fournisseurs (les demi-grossistes, si l'on ose dire) se tiennent en retrait pour éviter d'être repérés par la police, portant des sacs. Les provisions de rechange sont cachées ici ou là. Par exemple au pied des lampadaires, ou encore au-dessus des structures métalliques, sur le quai de la ligne 2, et l'on voit à intervalles réguliers des malboro-malboros particulièrement sportifs s'y accrocher pour, au prix d'un rétablissement assez athlétique, refaire le plein de cartouches. Parfois des policiers leur piquent des cartouches de cigarettes dans les cachettes.

Les bagarres sont fréquentes. Il y a quelques semaines, des policiers en



Noël Monier

À certaines heures de la journée, ils forment un véritable barrage.

civil qui voulaient, semble-t-il, interpellé un pickpocket, ont reçu des coups. Il a fallu l'arrivée de renforts pour les dégager.

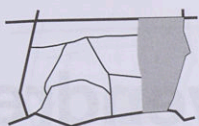
Le marchand de journaux du kiosque devant le métro Barbès souffre. Ses employés et lui vivent dans une ambiance infernale et, nous confie-t-il, «les clients ne passent plus, ou bien n'osent plus s'arrêter pour acheter le journal. Mon chiffre d'affaires a diminué de 60 %». Il a multiplié les démarches auprès du commissaire et à la mairie pour demander qu'on rétablisse ici un minimum de calme. Sans résultat.

On regrette d'avoir à souhaiter une

action de la police. Mais le principe en démocratie, c'est que la liberté des uns s'arrête là où elle met en cause la liberté des autres, entre autres la liberté d'aller et venir.

Une intervention policière menée par des patrouilles de trois ou quatre hommes n'a aucune chance d'aboutir. Mais des interventions massives et répétées peuvent être efficaces. On l'a vu il y a quelques années, non loin de là, rue des Islettes, où quotidiennement trente à cinquante hommes vendaient des téléphones portables volés. Quand la police a voulu y mettre fin, elle l'a fait.

René Molino



Les travaux du tramway sur le boulevard Ney : des nuisances inévitables

Les chantiers dureront jusqu'au milieu de 2012.



Daniel Maunoury

Depuis le 25 février, des ouvriers creusent des tranchées, des puits, des tunnels dans une partie de la chaussée du boulevard Ney, entre Porte d'Aubervilliers et Porte de la Chapelle. C'est le début des travaux pour le deuxième tronçon du tramway des Maréchaux, qui dureront jusqu'au milieu de 2012.

Ces premiers travaux sont menés par les neuf entreprises qui gèrent les réseaux d'alimentation en eau, électricité, gaz, téléphone, transport d'hydrocarbures, chauffage urbain, climatisation. Il faut déplacer des canalisations, ou les enterrer plus profondément. Ces travaux peuvent aller jusqu'à 6 mètres de profondeur. Les coordonner afin d'éviter qu'on creuse, qu'on rebouche et qu'on recreuse, et réussir cela sans cesser d'alimenter les usagers, a d'ailleurs été un vrai casse-tête.

On n'a pas pu éviter, disent les spécialistes, que certains travaux se fassent de nuit, par exemple la pose des murets de séparation entre la chaussée

et la zone de travaux, ou les travaux qui concernent l'alimentation du métro en électricité ou aération.

En 2010 viendront les travaux du tramway proprement dits.

Concertation : des couacs !

L'équivalent de deux voies de circulation se trouve ainsi supprimé sur le boulevard, provoquant aux heures d'affluence des embouteillages, dont les bus (PC3, 65...) pâtissent, tout comme les automobilistes. Bruit, retards dans les transports, suppression de places de stationnement : les habitants de la cité Charles-Hermite, qui jouxte le boulevard Ney à cet endroit, s'en plaignent.

C'est clair : durant toute la durée du chantier, les riverains des boulevards des Maréchaux entre la Porte d'Ivry et la Porte de la Chapelle subiront des nuisances. Comme ce fut le cas lors des travaux du premier tronçon du tramway au sud de Paris, ou lors du réaménagement de grands axes tels

que les boulevards de Clichy et de Rochechouart, ou Magenta et Barbès.

Domage qu'il ait fallu que l'association Charles-Hermite, au nom des habitants, insiste auprès de la mairie du 18e, pour que soit organisée une réunion sur ces problèmes. Car les concertations qui ont eu lieu depuis 2006 concernaient le projet du tramway globalement, pas les problèmes précis posés par le chantier.

Domage aussi que les courriers adressés aux habitants de la cité pour les informer de la date de la réunion, 31 mars à 19 h, n'aient été mis dans les boîtes à lettres que... le 31 mars après-midi ! Sur ce point, la mairie plaide non coupable : les lettres, dit-elle, ont été remises à l'OPAC, chargée de la distribution, cinq jours plus tôt... La réunion s'est donc tenue devant une assistance restreinte.

Ce sera bien, une fois fini

Au sud de Paris, le premier tronçon du tramway, dont les travaux avaient eux aussi suscité des plaintes, est maintenant plébiscité : une enquête d'opinion fait apparaître 98 % de satisfaites parmi les riverains !

Contrairement à ce que craignaient certains, le commerce, une fois passée la période des travaux, n'en a pas souffert, au contraire. Et la traversée du boulevard par les piétons est bien plus facile qu'avant. Il est vrai que, dans cette partie sud, le tramway a été implanté au centre des boulevards, dans un espace gazonné. Dans le nouveau tronçon, le tramway circulera non pas au milieu, mais le long du trottoir ; l'effet sera-t-il le même ?

Quand il sera en service, le tramway fonctionnera tous les jours de 5 h à 0 h 30, avec une fréquence de 5 minutes aux heures de pointe et une régularité bien supérieure à celle du bus PC. Chaque rame de tramway

pourra embarquer 304 personnes, trois fois plus qu'un bus PC.

Les carrefours du boulevard seront reconfigurés, les "trémies" (passages des voitures en souterrain, comme à la Porte de la Chapelle) supprimées. Les travaux nécessiteront l'abattage de 109 arbres (dont une dizaine dans le 18e), mais 161 seront replantés.

Réserver une voie spécifique au bus PC pendant les travaux, cela a été étudié, mais s'avère impossible, disent les spécialistes. Une fois les travaux achevés, en plus de la suppression du PC, remplacé par le tramway, plusieurs autres lignes de bus seront modifiées.

On étudie d'ailleurs la possibilité de mettre en place dès maintenant une modification du trajet du 65 ou du 35 afin de permettre aux élèves habitant Charles-Hermite de se rendre, à la rentrée prochaine, au collège Daniel-Mayer, place Hébert.

Enfin, la gratuité du stationnement pour les riverains pendant les travaux va être étudiée, a promis la mairie. ■

Une signalétique nature dans les Jardins d'Éole

Les Jardins d'Éole, dernier né de nos espaces verts, inauguré il y a deux ans en mai, le plus grand du 18e avec ses 4,2 hectares, est le premier à Paris à expérimenter une nouvelle signalétique environnementale.

Elaborés par la Direction des espaces verts et de l'environnement de la Ville, les pictogrammes posés dans le jardin ont été inaugurés officiellement le 1er avril par Daniel Vaillant et Fabienne Giboudeaux, adjointe en charge des espaces verts à l'Hôtel de Ville.

Il s'agit d'informer le public sur des problématiques comme la réduction de la consommation d'eau, la préservation de la biodiversité... Il s'agit aussi de faire connaître et de valoriser le travail des jardiniers.

Six pictogrammes ont été répartis dans le jardin, avec pour chacun un petit message : un arbuste fleuri émergeant de la paille (pailler pour enrichir le sol), un arbuste fleuri en pleine terre (adapter l'arrosage aux besoins de la plante), un récipient plein de feuilles (fabriquer du compost avec les déchets verts), des fleurettes dans l'herbe (favoriser la biodiversité grâce à la prairie), des herbes poussant entre des dalles (laisser pousser la flore naturelle), un oiseau posé au sol (observer la vie dans les espaces protégés).

Par ailleurs, la Ville a édité un questionnaire pour les promeneurs, leur demandant leur avis sur les éléments de la signalétique : sont-ils utiles, réalistes, esthétiques, adaptés à l'environnement ? compréhensibles ?

Cette signalétique devrait être par la suite généralisée dans tout Paris. ■

Les futurs "jardins extraordinaires" de Pajol

Jardin couvert, jardin à ciel ouvert, jardins partagés : le site Pajol est en chantier, mais en 2012, on sera véritablement "sous le charme".

En effet, l'aménagement terminé, la grande halle verra fleurir un jardin couvert de 2 500 m², unique en France, planté de charmes et de bouleaux. Jardin tout en longueur, le long des voies ferrées, ce sera donc un jardin "blanc" comme les troncs de ces beaux arbres. Ce sera aussi un jardin lumineux sous verrière et un jardin aquatique avec de nombreux bassins, certains d'eau lisse, d'autres s'ornant de végétation lacustre. À l'extrémité du jardin, là où la future bibliothèque le surplombe, un rideau de pluie tombe-

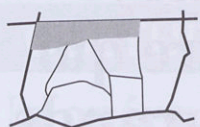
ra dans un des bassins. Ici et là, des brumisateurs...

Ce jardin couvert débouche sur une parcelle de 380 m² qui deviendra jardins partagés, gérés par une association du quartier mais ouverts à tous pour y planter des radis, du persil ou des roses, ces fleurs qui étaient si assidûment cultivées dans le quartier du temps où La Chapelle était à la campagne (la rue des Roses en garde d'ailleurs le souvenir).

Dans la continuité de la balade, on débouchera sur le jardin à ciel ouvert qui se prolongera jusqu'à la rue Riquet : encore des bouleaux, quelques ormes de Sibérie, une pinède, des haies touffues, et une végétation basse le

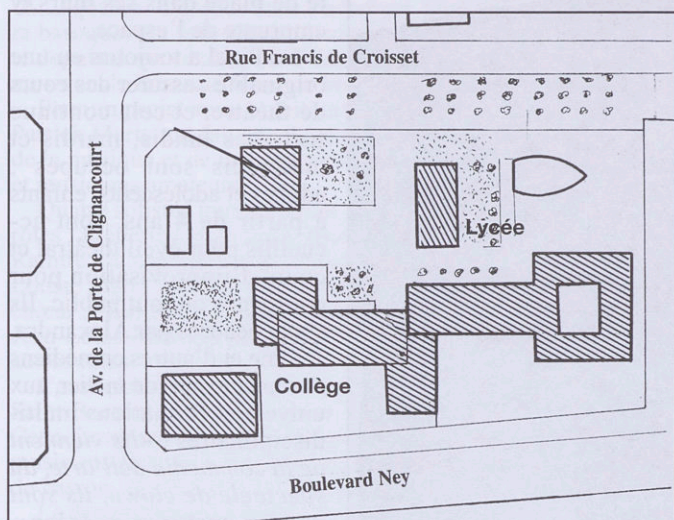
long de bassins ou flottant sur l'eau : des prèles, des joncs, des acanthes, des astibes et des euphorbes, des sagittaires et des myosotis, de la menthe aquatique et des nénuphars. Ce jardin se déclinera en six terrasses étagées avec une aire pour les jeux d'enfants.

Le projet joint l'utile à l'agréable. Outre les toitures végétalisées du pôle d'entreprise donnant sur le jardin ouvert, un système de récupération et de stockage des eaux de pluie et même des eaux des douches de l'au-berge de jeunesse (filtrées et retraitées) est prévu. Les bassins ne vont pas tarir, les nénuphars ne flétriront pas et cela ne dilapidera pas les ressources de la planète. ■



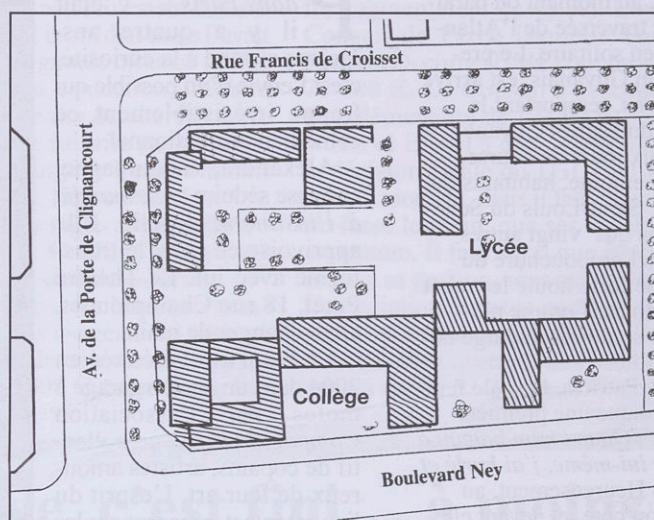
Transformation de "l'îlot Croisset" (collège Utrillo, lycée Rabelais) d'ici à 2016

Il s'agit de restructurer les bâtiments scolaires, et de créer des logements, notamment pour reloger les habitants d'une tour qui doit être démolie dans quelques années.



Plan actuel
du site.

Le restaurant universitaire (Resto-U) sert également de cantine aux élèves du lycée et du collège.



Le projet. (Ce n'est pas un projet définitif, il s'agit seulement, pour le moment, de définir la répartition des espaces.)

On constate une densification des bâtiments, due à la volonté de construire des logements supplémentaires et à l'agrandissement de l'espace dédié au collège, qui aura dans l'avenir sa propre cantine.

“L'îlot Croisset”, quadrilatère de neuf hectares, délimité au nord par la rue Francis-de-Croisset, au sud par le boulevard Ney, à l'ouest par l'avenue de la Porte de Clignancourt (voir les plans), va être totalement transformé d'ici à 2016.

Cet espace accueille actuellement, pêle-mêle, les locaux du collège

Utrillo, du lycée Rabelais, un restaurant universitaire, quelques bâtiments administratifs et un bâtiment de logements de fonction d'enseignants.

Plus au nord, collée au boulevard périphérique avec le bruit et la pollution que cela engendre, se trouve une tour de treize étages, érigée dans les années 1960 pour accueillir des rapatriés d'Algérie, maintenant très dégradée.

La tour doit être démolie. La décision date de 2004, et une concertation a eu lieu de 2004 à 2007 auprès des résidents de ses 84 logements à propos de leur avenir, puis avec les riverains et associations du quartier sur le réaménagement général de l'îlot Croisset.

Cet aménagement est désormais sur les rails et ses modalités ont été approuvées au dernier conseil d'arrondissement du 18e. Il se fera en trois phases, s'enchaînant avec des “opérations tiroirs”, : 2011-2012, puis 2013-2014, et enfin 2014-2016. Il s'agit de restructurer les équipements scolaires et universitaires de façon plus rationnelle et plus accueillante pour leurs usagers, et d'en profiter pour reloger une partie des habitants de la tour avant sa démolition.

Cela permettra également d'améliorer l'état actuel «très moyen» des constructions du collège, et de requalifier le quartier.

La première phase des travaux concernera le nord-ouest de l'îlot (à l'angle de la rue Francis-de-Croisset et de l'avenue de la Porte-de-Clignancourt) avec construction de deux immeubles, permettant de “délocaliser” les 14 logements de fonction, et aussi de créer 57 logements sociaux pour reloger une partie des habitants de la tour (27 autres appartements seront construits un peu plus loin, 122 rue des Poissonniers, pour reloger

les autres) ainsi que 21 nouveaux logements de type PLS (pour ménages à revenus moyens), afin d'apporter une “mixité sociale”.

Parking en sous-sol, commerces au rez-de-chaussée et espaces verts sont prévus.

À terme, un internat

Parallèlement, un nouveau restaurant universitaire sera construit dans cet espace. Il sera plus grand que le restaurant actuel qui se trouve à l'angle du boulevard Ney et de l'avenue de la Porte de Clignancourt, tout à côté du collège. Celui-ci accueille actuellement aussi bien les étudiants de Paris IV que les lycéens de Rabelais et les collégiens d'Utrillo. Le nouveau resto-U sera dédié aux plus grands seulement : à terme, les jeunes collégiens ne le fréquenteront plus.

La deuxième phase de l'opération,

en effet, bénéficiera essentiellement au collège qui devrait s'étendre sur tout l'espace sud-ouest. L'ancien restaurant universitaire, qui se trouve sur cet espace, sera démolie et fera place à un ensemble intégré à l'établissement, comportant la cantine et un internat de quarante-huit places.

La création d'un internat est une innovation d'importance. Actuellement, le collège Thomas-Mann, dans le 13e arrondissement, est le seul à Paris à posséder un internat et il est à saturation, ne pouvant même répondre qu'à un tiers des demandes formulées.

La dernière phase de l'aménagement verra la destruction de bâtiments administratifs pour faire place à une nouvelle cour de récréation pour les collégiens, ainsi qu'une restructuration des locaux du lycée Rabelais et la démolition de la tour.

Marie-Pierre Larrivé

Un internat dans un collège parisien, pourquoi ?

On pourrait penser qu'un internat de collège ne s'impose pas à Paris contrairement à certaines villes où ils hébergent des enfants résidant dans des villages loin de tout. On pourrait croire aussi que l'idée d'envoyer ses enfants en pension n'existe plus aujourd'hui que chez les nostalgiques chic de l'éducation à l'anglaise. Non, l'internat moderne a encore toute son utilité.

Il ne s'agit certainement pas d'y “enfermer” des gamins présumés délinquants, mais ce peut être la solution pour des jeunes ayant besoin d'un environnement bien cadré pour étudier sérieusement, cela peut aussi être profitable à ceux dont les parents sont mal logés, voire pas logés du tout. Cela peut également remédier à des problèmes familiaux comme celui de cette petite fille dont la maman venait de mourir et dont la grand-mère se sentait trop vieille pour l'élever au quotidien.

Cela peut tout simplement être bien utile quand des parents partent un an ou deux à l'étranger, là où il n'y a pas d'établissement scolaire français, et qu'ils ne veulent pas que leur fils ou leur fille perde une année d'étude. ■

Drôle de hold-up à la Porte Montmartre

Dimanche 12 avril, à tous les coins du marché de la Porte Montmartre, on parlait de l'événement qui avait troublé le quartier la veille. «Vous n'êtes pas au courant ? me dit l'un. Un hold-up à la Poste, avec prise d'otages !» Non, je n'étais pas au courant. Hier en fin d'après-midi, attendant le bus PC, j'avais remarqué que le 60 et le 95 prenaient leurs voyageurs sur le boulevard Ney, au lieu d'aller comme d'habitude jusqu'à l'angle de la rue Binet. C'était donc pour ça ?

«Oui, me dit un autre un peu plus tard. Les gangsters réclamaient une voiture et un million.» Un troisième se plaint : «La police bouclait tout le périmètre, j'ai dû faire un grand détour pour rentrer chez moi.» Un quatrième précise : «C'étaient des jeu-

nes, et les jeunes, ils s'excitent terriblement, c'était dangereux.» Un cinquième : «Ça ne m'a pas étonné quand je l'ai appris. Le quartier n'est plus ce qu'il était autrefois, on n'est plus en sécurité.»

Que s'était-il passé en réalité ? Le déclenchement du signal d'alarme du bureau de poste de l'avenue de la Porte-Montmartre avait, c'est vrai, alerté les policiers. Des effectifs importants avaient, c'est vrai, bloqué le périmètre et arrêté la circulation sur l'avenue. Mais de hold-up ou de cambrioleurs, on s'était vite aperçu qu'il n'y en avait point. L'alarme s'était déclenchée accidentellement.

Les policiers se sont retirés. Pas la rumeur.

Noël Monier

Bonheur et galères pour nos rameurs dans l'Atlantique

Didier Lemoine et sa fille Patricia auront achevé, au moment où paraîtra le journal, leur traversée de l'Atlantique à la rame et en solitaire. Le premier concurrent, un Guyanais, est arrivé à Cayenne le 19 avril, remportant la deuxième édition du Rames Guyane après quarante-deux jours de course.

Le 8 mars, les Lemoine, habitants du 18e, avaient quitté Saint-Louis du Sénégal en même temps que vingt autres concurrents. Après l'embouchure du fleuve Sénégal, une forte houle les rabat sur les côtes africaines. Comme plusieurs rameurs, ils sont tirés au large et prennent une pénalité.

Inexpérimentée, Patricia, la seule femme de la course, craque une première fois à la mi-mars : «*Quand mon bateau a fait trois tours sur lui-même, j'ai hurlé et pleuré de dépit...*» Heureusement, au téléphone, il y a son père, et devant elle, une baleine : «*J'étais émerveillée. Après mon pétage de plomb c'est comme si elle était venue me dire : "Allez, courage ma poule, ça va le faire".*»

Plus au nord, pendant presque une semaine, un océan déchaîné contraint Didier à s'enfermer dans son aviron. Il lit et fume toutes ses cigarettes. Fin mars, c'est au tour de Patricia d'avoir peur : «*Deux ou trois fois, mon bateau a failli chavirer.*»

Début avril, Patricia se sent «*presque mieux que sur terre*», malgré sa trentaine d'ampoules. Mais une semaine plus tard, elle est à nouveau à la peine : «*C'est désespérant, je rame le plus possible mais la nuit je perds le gain de la journée.*» Le 11 avril, faute de pouvoir remonter vers le nord, elle annonce son abandon, «*très déçue, triste et même un peu vexée.*»

Même non classée, Patricia a cependant tenu à rester en mer. Elle a troqué les rames pour un cerf-volant qui lui a fait toucher terre avant son père, qui continuait à galérer. Néanmoins, le 21, il était quinzisième et avant-dernier, toujours en course pour honorer un rendez-vous fixé fin avril.

Djimmy Chatelain

À VOTRE DISPOSITION TOUS LES JOURS



Mille A
LIBRAIRIE • PAPETERIE

15 rue des Abbesses, 75018 Paris
Tél. 01 42 52 01 55. Fax 01 42 52 71 31

Le Pixel, dans le quartier Simplon, un petit théâtre qui ambitionne d'être reconnu par les grands

Fouad Houiche

Petit théâtre à vendre dans Paris !... C'était il y a quatre ans. Jérôme répond à la curiosité, c'est l'envie d'un possible qui frappe irrésistiblement ce comédien professionnel.

Alexandra, sa compagne, se laisse séduire : «*Je marche à l'instinct*», dit-elle. Elle apprivoise ce rêve, le transforme avec lui. Le Théâtre Pixel, 18 rue Championnet, allait changer de main.

Le Pixel avait été créé en 2004 dans un ancien garage à motos par l'association *Compagnie Pixel*, un collectif de copains, artistes amoureux de leur art. L'esprit du lieu est intact, reposant sur les valeurs d'une culture de proximité.

Jérôme et Alexandra, la trentaine assurée, partent à l'assaut du capital à trouver. Ils s'entourent, créent à leur tour en 2005 l'association *Gémo Productions*. La présidente, «le troisième œil», veille. Une nouvelle équipe de sept personnes entretient, s'active, ne plaint pas sa sueur... Le théâtre ne renaît pas, il poursuit son œuvre : «*On n'a pas eu envie de casser ce qui existait mais de prolonger en allant au-delà*», précise Alexandra.

Ce quartier Amiraux-Simplon-Poissonniers est «*riche en ressources* !», déclarent-ils. Le nom du théâtre est gardé : *Le Pixel* correspond au lieu, un petit lieu qui unit les arts, du cinéma au théâtre et autres spectacles vivants. L'endroit est charmant. L'esprit, c'est leur fougue, leur choix.

Jérôme est normand, un Viking comme il aime le dire. C'est Paris qui a adopté Alexandra. Conservatoire national, cours Florent, lourde formation de cascadeur au parc Astérix. Le corps s'exerce, agile. Alexandra a fait plusieurs métiers : institutrice, les «*ressources humaines*», la gestion... Elle choisit celui de comédienne tard.

L'identité gardée et les nouvelles idées

Ils ne sont pas à court de formes. Dans la petite entrée bien dessinée qui accueille le public, une multitude de cadres abritent des photos de comédiens passés là. À droite, les banquettes rouges en velours regardent la petite scène équipée d'un écran. Une moquette assortie qui vient d'être changée, quarante places attendent le spectateur. La régie s'anime. Les murs repeints s'éclairent : «*Un spectacle, c'est aussi la lumière, une ambiance !*», dit Jérôme en regardant ses vingt-quatre projecteurs. Au sous-sol, c'est grand : un local technique, des loges spacieuses sans luxe, chaleureuses. La mémoire est là, dans l'instant des lieux, des objets.

«*Le Pixel, c'est un théâtre fait par des comédiens pour des comédiens*», rappelle Jérôme. L'activité mélange les genres et des rêves venus d'ailleurs : un festival de théâtre chaque année à 1 euro l'entrée pour le jeune public, tous publics... un autre de courts-métrages qui «*puise dans le savoir-faire et les mille ressources du quartier*», et des locations de la salle pour des répétitions de compagnies professionnelles ou amateurs.



Jérôme devant son théâtre

Le conservatoire du 18e, faute de place dans ses murs, y emprunte de l'espace.

Le Pixel a toujours eu une originalité : assurer des cours de théâtre, et cela continue fort. Les lundis, mardis et mercredis sont occupés : adultes et adolescents, enfants à partir de 4 ans, sont accueillis pour éveil théâtral et cours d'improvisation pour confirmés ou tout public. Ils sont encadrés par Alexandra, Jérôme et d'autres comédiens et comédiennes de métier, aux univers et formations multidisciplinaires : «*Ils viennent de la commedia dell'arte, du spectacle de clown, ils sont auteurs, metteurs en scène.*»

Jérôme propose aussi un concept de théâtre loisir avec les «*ateliers projets spectacles*» du mercredi et du samedi : «*Ils ont un lieu, la formation, les représentations et douze dates, du 27 juin au 10 juillet. Ils travaillent avec un metteur en scène.*»

Les Dimanches de l'humour, c'est encore son idée.

Il choisit un plateau d'humoristes avec des spectacles différents, ouverts aux mimes, aux clowns... Il y a des thématiques fixées, des votes du public, des rencontres improvisées. «*On cherche à attirer les jeunes adultes qui ne sortent pas au théâtre*», se convainc Jérôme.

Un travail avec le collège et les associations

Cette petite salle recherchée est un lieu où l'on joue et où l'on monte des choses. Alexandra et Jérôme sont sollicités, des compagnies veulent s'y produire. Ils font des choix, attentifs. «*Le Pixel, c'est une espèce de petit tremplin !*» Les scolaires peuvent aussi en profiter. Un projet déposé, une dotation allouée rendent accessibles des représentations pour 2 euros seulement. Le collège Gérard-Philipe, proche, est un autre terrain d'expression.

Un travail régulier avec des associations de l'arrondissement se développe. Mime, projets de création de films muets associant aussi les enfants du quartier : un monde sensible rayonne, important, utile.

Ils reçoivent quelques subventions ou quelques dotations pour des actions ponctuelles de la mairie du 18e, de la Ville de Paris, de la région. Mais le fond, c'est la billetterie et l'apport des cours. Leurs tarifs de spectacles sont accessibles : 14 €, et 9 ou 7 pour les adhérents, et 4,50 € pour le tarif réduit et pour les enfants.

Alexandra et Jérôme se livrent : «*On aimerait que les petites salles aient plus de crédibilité aux yeux des grandes.*» Jérôme, lui, voudrait fédérer des petites salles. Ensemble, ils imaginent un théâtre plus grand... plus reconnu. Ils sont attachés à ce petit endroit, leur vie. Jérôme poursuit, les mots près du cœur : «*Le Pixel, c'est ce local à artistes, ce théâtre pour comédiens, cette immense montgolfière ! Un lieu où l'hypocrisie n'existe pas !*»

Claire Dalla Torre

□ 18 rue Championnet. 01 42 54 00 92.

Un opéra... à l'église Saint-Bernard

Les animateurs de l'Atelier des Trois Tambours emmènent sa chorale et son quatuor à cordes dans l'aventure d'un opéra baroque. Un opéra qui n'avait pas été remon-
té depuis deux siècles, *Les Fêtes de Ramire*, musique de Rameau, livret de Voltaire.

Pour un projet aussi ambitieux, Louise et Patrick Marty ont fait appel à des professionnels de la musique et de la danse autour des choristes et musiciens amateurs.

Quatre solistes interpréteront les différents rôles : Frédéric Gondelman, haute-contre, sera Ramire ; la soprano Cathy Missika sera Fatime ; Louise Marty sera Ibe tout en dirigeant le chœur ; Jean-Marie Chauvin, haute-contre, et Jean-Louis Peirouty, baryton, interpréteront les autres rôles.

L'ensemble Fasch, qui s'était déjà produit à Saint-Bernard en février dernier, sera de la partie. Cette formation de musique de chambre réunit des musiciens professionnels qui jouent du hautbois, du basson, du clavecin et du violon.

Le danseur Madou Diabaté, dont la chorégraphie sur les *Funérailles de la Reine Mary*, de Purcell, avait été très applaudie il y a deux ans, à Saint-Bernard également, interprétera de nouvelles créations. Sur scène aussi, des danseurs de la Compagnie de Maître Guillaume, spécialiste des danses de la Renaissance, qui a enseigné aux choristes les pas de danse qu'ils interpréteront sur scène.

Première représentation le 29 mai à 21 h à Saint-Bernard (entrée gratuite). On pourra revoir le spectacle au théâtre de verdure du jardin Shakespeare, au Pré Catelan, dans le bois de Boulogne les 27 et 28 juin à 17 h 30. ■

Festival recherche écovisuel

Le Festival du livre et de la presse d'écologie lance un grand concours d'affiches ouvert à tous et doté de 400 euros de prix. Le but : créer un visuel original qui deviendra le logo officiel de cette 7^e édition, consacrée à l'économie sociale et solidaire. Ce logo servira pour les affiches, flyers et bandeaux associés. Les projets doivent parvenir avant le 30 juin à : Festival du Livre et de la Presse d'Écologie, Maison des associations boîte 9, 15 passage Ramey. Adresse e-mail : contact@flpe.fr. Modalités du concours sur : www.festival-livre-ecologie.org.

Par ailleurs, le Prix Jeunesse du Festival recherche toujours des jeunes jurés pour élire le livre qui parle le mieux d'écologie aux jeunes.

Le festival aura lieu au CentQuatre (104 rue d'Aubervilliers) les 21 et 22 novembre 2009. ■

La Coopérative Clara s'installe rue de la Charbonnière

La Coopérative Clara, structure d'activités et d'emploi dans le domaine culturel, dispose désormais de locaux distinctifs et s'installe en mai au 12 rue de la Charbonnière. Collectif d'artistes (musiciens, comédiens, plasticiens, vidéastes, photographes...) et de personnes-ressources pour l'emploi dans le milieu artistique, Clara s'est créée il y a deux ans.

Jusqu'à présent, elle était hébergée, villa de Guelma, dans les locaux de l'école de musique Atla. Elle possède maintenant son lieu, qu'elle inaugure mardi 12 mai avec une fête en musique donnée au centre musical Barbara de la rue Fleury, un centre tout proche de la rue de la Charbonnière et géré par... Atla. On reste en famille. ■

Le Lavoir moderne parisien est sans doute sauvé (pour le moment)

Le *Lavoir moderne parisien*, en danger de mort depuis des mois, lourdement endetté et menacé de liquidation, semble sauvé, du moins pour le moment.

En juin dernier, l'Urssaf à qui Procréart, l'association qui gère le théâtre de la rue Léon, devait 89 000 € de cotisations, avait non seulement demandé le remboursement intégral immédiat mais l'avait assignée devant le tribunal de grande instance (TGI), et le procureur avait requis la liquidation. L'affaire est en délibéré depuis le 12 février dernier. Fin avril, aucune décision n'avait encore été prise par les juges. Toutefois, la situation a changé et l'espoir renaît pour le LMP et son directeur, Hervé Breuil.

Procréart, en effet, vient de régler toute sa dette : premier chèque de 61 000 € début mars, puis 10 000 € fin mars et dernier chèque en avril.

On a raclé les fonds de tiroir, on a lancé une souscription auprès des amis, des usagers, des artistes fréquentant le théâtre. La solidarité a marché à plein, permettant de recueillir 10 000 € en un mois. Par

ailleurs, le Conseil de Paris a voté le 6 avril, avec deux mois d'avance, la subvention annuelle qu'il verse au LMP. Il était initialement prévu de la reconduire simplement, soit 49 500 €, alors que Procréart avait demandé davantage (la subvention n'a pas bougé depuis dix ans tandis que les charges du théâtre augmentaient de 45 %). Lors de la séance du Conseil de Paris, Danielle Fournier (Verts) et Roxane Decorte (UMP) ont proposé de la porter à 76 000 €. Le Conseil a accordé une subvention complémentaire de 12 000 €, soit 62 000 au total.

Hervé Breuil a donc «très bon espoir» quant à la décision finale du TGI. Le LMP semble sauvé pour le moment, mais il faut maintenant que le théâtre fasse le plein, que ses spectacles marchent au maximum. Il faut aussi que Procréart soit inflexible sur sa gestion, réussisse à baisser les charges. L'association n'a plus que huit salariés contre dix-sept il y a deux ans et Hervé Breuil lui-même a diminué drastiquement son salaire, ne touchant désormais que le SMIC. ■

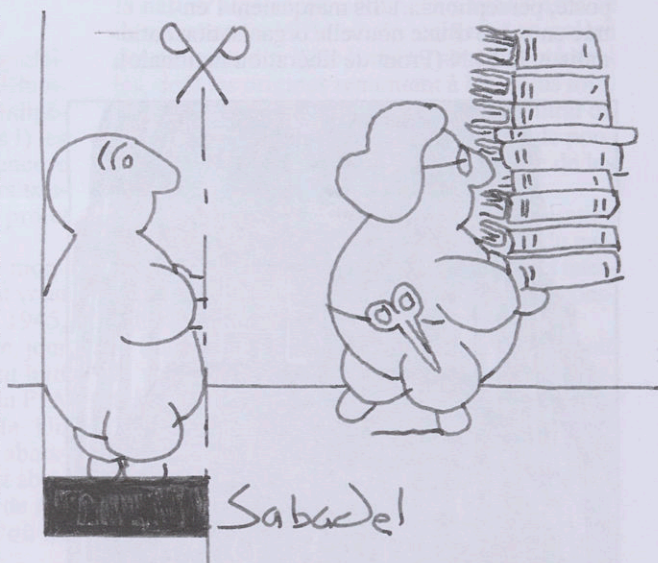
Le Port'âge, c'est fini... à moins que...

Terminé le Port'âge : ce précieux service offert aux personnes âgées par cinq bibliothèques de Paris, dont la bibliothèque Clignancourt, rue Hermel, s'est arrêté fin mars et c'est dommage.

L'expérience devait durer de juillet à décembre 2008. Elle a été prolongée jusqu'en mars 2009 (voir *Le 18e du mois* de mars). Elle a permis à des personnes de plus de 60 ans qui ne peuvent se déplacer, de recevoir à domicile la visite d'un représentant de leur bibliothèque pour leur apporter les ouvrages choisis et discuter de leurs goûts littéraires et des prochains bouquins à emprunter.

Dans notre arrondissement, Pauline allait ainsi rencontrer régulièrement une vingtaine de personnes. Un petit job qu'elle assurait contre une modeste rétribution dans le cadre d'un service civil national tout en poursuivant ses études. Sa visite était attendue avec impatience. Pendant ces quelques mois d'expérience, elle a permis à des personnes bloquées chez elles par les misères de l'âge de trouver ou de retrouver le goût des livres. Elle leur manque beaucoup.

Reste à espérer que les résultats de ces premiers mois ont convaincu la mairie de Paris de mettre en



place définitivement ce service : il est question de le rétablir cet été, mais la décision ne sera prise qu'à la fin du printemps.

M.-O.F.

Dimey, Dimey... 10 mai

Dimey, Dimey... dim. 10 mai : hommage à Bernard Dimey, rue Bernard-Dimey, dimanche 10 mai. Les associations de proximité *Champ-à-Loup* (c'est le nom d'une rue voisine) et *Solidimey*, organisent, ce jour-là dans cette rue-là, un spectacle en plein air autour de Bernard Dimey, poète, auteur de chansons, journaliste, peintre, scénariste, disparu en 1981 à l'aube de ses 50 ans.

En collaboration avec les éditions *Paroles de Dimey*, entre 15 et 17 h, le comédien Christian Raphard mettra en scène la vie et l'œuvre de l'auteur de *Syracuse*, Sza-Sza Bronx chantera Dimey au son de l'orgue de Barbarie de Pierrick, les chorales *Chanteurs du coin* et *Enfants de Solidimey* interpréteront ses plus grands succès tandis que seront exposés des portraits de Bernard et des dessins d'enfants.

Un bal Renaissance à la salle Saint-Bruno

Enfants, adultes, familles, tous sont invités à venir danser comme au temps de la Renaissance le dimanche 3 mai après-midi. Inutile de connaître déjà ces danses : spécialiste en la matière depuis 1985, la Compagnie de Maître Guillaume se fera un plaisir de vous enseigner les différents pas, pour la plupart fort

simples, accompagnés de chants et musiques du temps. Pas de costume d'époque non plus : on est juste prié d'apporter sa bonne humeur et 5 € pour participer à cette fête organisée par l'Atelier des Trois Tambours.

□ Salle Saint-Bruno, 9 rue Saint-Bruno.

La guerre d'Algérie dans le 18^e (1)

Les Algériens en 1954 à la Goutte d'Or

Le 1^{er} novembre 1954 commence la guerre d'Algérie. Elle va marquer durement aussi le quartier de la Goutte d'Or, où les immigrés algériens sont nombreux. Ce premier article explique la situation dans le quartier (et en Algérie) au moment du déclenchement de l'insurrection.

Au kiosque à journaux du métro Barbès, le 1^{er} novembre 1954, la "une" de *France-soir* affichait : «*Brusque flambée du terrorisme en Algérie*», en gros caractères. Pas si gros que ça toutefois : les gros titres étaient la règle à *France-soir*, et celui-là était bien moins spectaculaire que, par exemple, celui qui deux ans auparavant avait annoncé le sacre de la reine Elizabeth d'Angleterre.

France-soir était alors le plus grand quotidien français, vendant en moyenne plus de 1 200 000 exemplaires par jour et employant quelque trois cents journalistes. Il est douteux cependant que ses rédacteurs en chef aient pris la mesure de ce qui se jouait en ce jour de 1954.

Dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre, aux mêmes heures, dans la plupart des régions de l'Algérie, de façon coordonnée, une trentaine d'attentats (bombes, fusillades, incendies...) avaient frappé des objectifs relevant de l'administration française (commissariats, bureaux de poste, perceptions...). Ils marquaient l'entrée en scène d'une nouvelle organisation nationaliste, le FLN (Front de libération nationale),

Des hommes seuls, vivant et travaillant durement...

qui se fixait comme objectif d'obtenir, par les armes, la fin du statut colonial et l'indépendance de l'Algérie.

C'était le début d'une guerre qui allait durer sept ans et demi, causer au moins 70 000 morts (le double selon certains auteurs), et voir 2,7 millions de jeunes soldats français se succéder en Algérie pour y combattre l'insurrection.

Deux mille dans le quartier

Le quartier de la Goutte d'Or allait lui aussi être durement marqué : les Algériens y étaient nombreux, ils seraient impliqués dans la guerre et connaîtraient la violence des armes.

L'implantation algérienne à la Goutte d'Or a commencé au lendemain de la Première Guerre mondiale. Lors du recensement de 1920, ils sont encore nettement moins nombreux dans le quartier que les Italiens et surtout les Russes et les Polonais (beaucoup de ceux-ci étant des Juifs réfugiés en France pour fuir les persécutions).

Mais le nombre des Algériens va augmenter constamment. Lors du recensement de 1954, juste avant le début de la guerre, ils sont plus de deux mille à la Goutte d'Or, sur une population totale d'environ 30 000 personnes.

Ce sont en majorité des hommes seuls, célibataires ou ayant laissé leur femme et leurs enfants au pays. Très peu nombreux sont ceux qui ont ici leur famille, ayant fait venir leur femme ou ayant épousé une Française. L'immigration familiale ne commencera à se développer, paradoxalement, que pendant la guerre d'Algérie : sept mille familles en 1954 dans tout le département de la Seine (Paris et banlieue), trente mille en 1962.

Ils travaillent comme ouvriers, principalement dans la métallurgie, affectés aux métiers les moins qualifiés, les plus pénibles et les moins payés. Une petite partie d'entre eux sont dans le commerce, notamment sur les marchés.

Ils sont pour la plupart logés dans des "garnis", hôtels meublés tenus souvent par des compatriotes. Ils vivent souvent à deux ou trois par chambre. Il y a aussi des "marchands de som-

meil" qui entassent les gens dans des réduits minables, parfois même dans des caves.

C'est dans les petits cafés qu'ils retrouvent leurs amis, discutent, jouent aux dames, c'est là qu'arrivent des nouvelles du village, là que beaucoup se font adresser leur courrier, là que se pratiquent les solidarités, par exemple envers ceux qui se trouvent au chômage.

Les regroupements se font en fonction des origines régionales. Par exemple, nous dit Mohand Dehmous (venu dans le quartier à 11 ans en 1957 et qui habite aujourd'hui rue Stephenson), huit hôtels ou cafés du quartier étaient tenus par des originaires de son village de Tizi Hibel en Kabylie. Et Aïcha Smaïl (qui avait 9 ans au début de la guerre et vivait dans le quartier depuis sa naissance) raconte que dans le café de son père, 28 rue de la Goutte d'Or, se réunissaient des hommes de la région de Marnia, un bourg près de la frontière algéro-marocaine (patrie de Ben Bella).

Des chanteurs viennent dans les cafés

Un vieil habitant ¹, arrivé dans le quartier en 1934, raconte : «*Nous fréquentions beaucoup les bars... Le plus connu était La ville d'Oran, rue de la Charbonnière, son patron était un dur. Par la suite, le café a été racheté par un Kabyle.*»

La plupart envoient au pays une part importante de leurs revenus, vivent donc sobrement, consacrant très peu aux distractions, n'allant par exemple jamais au cinéma bien qu'il y ait à ce moment trente-et-une salles de cinéma dans le 18^e. De temps en temps, des musiciens algériens se produisent dans un café, payés "au chapeau", par une quête auprès des auditeurs. Parmi eux, des vedettes, tels le chanteur kabyle Slimane Azem ou Akli Yayatene "le beau ténébreux"...

Cependant ils ressentent autour d'eux le racisme d'une partie de la population française. «*Même à l'école, nous autres gamins nous le sentions*», nous a confié Aïcha. Avant même le début de la guerre, la police est sans cesse présente dans le quartier, multipliant les contrôles d'identité.

L'Étoile nord-africaine rue Pajol

Le nationalisme algérien s'est implanté tôt dans l'immigration. Plusieurs auteurs (notamment Mohamed Guennanèche et Mohamed Lebjaoui) signalent la naissance en 1924 à la Goutte d'Or de l'Étoile nord-africaine, dont le premier président aurait été un patron de café, Mohamed Djefel.

Elle était issue d'une scission de l'Association de la fraternité islamique, dont le siège se trouvait rue Blanche. Mais celle-ci était animée par des notables, les ouvriers s'y sentaient mal à l'aise. Elle insistait sur les bases religieuses de l'identité algérienne. Or, semble-t-il, la religion tenait peu de place dans la vie collective des immigrés.

Ils étaient certes musulmans. C'est d'ailleurs ainsi que l'administration coloniale les désignait : des "Français musulmans d'Algérie" (FMA, dans les textes officiels). Mais, nous ont dit plusieurs témoins, parmi les immigrés «*la religion était une affaire personnelle, celui qui voulait prier le faisait dans sa chambre*».

1. Cité dans le livre remarquable des sociologues Jean-Claude Toubon et Khellifa Messamah, *Centralité immigrée, le quartier de la Goutte d'Or*, éd. L'Harmattan.



Keystone



Pierre Boulat



D.R.

Ci-dessus : En 1953, le groupe du MTLD, le mouvement nationaliste, défile à la suite du cortège syndical. À gauche : Messali Hadj, le fondateur du MTLD.



D.R.

Cette première *Étoile nord-africaine* eut une existence éphémère. En 1926 se crée sous le même nom une nouvelle association, proche du Parti communiste, qui tient une de ses premières réunions publiques en octobre 1926 dans le 18e, devant deux cents personnes, rue Pajol, dans un local prêté par le syndicat CGTU (pro-communiste) des chemins de fer.

Les principaux animateurs de l'*Étoile nord-africaine* (ENA) sont Hadj Ali Abdelkader, épiciériste à Brunoy et membre du comité central du PCF, et un jeune habitant du 20e, orateur exceptionnel, Messali Hadj. Depuis son arrivée en France en 1923, Messali a fait divers métiers, ouvrier dans la métallurgie, livreur-magasinier, vendeur de chaussettes sur les marchés ; en 1926 il travaille dans une entreprise de l'habillement. En 1928, il va rompre avec les communistes et faire de l'ENA le principal parti nationaliste algérien.

Interdite par des gouvernements français, l'ENA renaîtra sans cesse sous différents noms : notamment PPA (Parti du peuple algérien) après sa dissolution par le gouvernement Léon Blum en janvier 1937, puis MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) en 1947.

Au début de 1954, dix mois avant le déclenchement de la guerre, le MTLD a une énorme influence, aussi bien en Algérie que dans l'immigration en France. Il en est ainsi à la Goutte d'Or. Des portraits de Messali sont affichés dans de nombreux lieux à Paris, au mur du restaurant universitaire de la Maison des étudiants nord-africains, tout comme dans des cafés des quartiers populaires.

En même temps que la Commune

La violence qui marquera la guerre d'Algérie s'explique par l'Histoire : cette violence, elle a toujours été présente depuis le début de la colonisation.

En juin 1830 les troupes françaises ont débarqué et pris Alger après une courte bataille et la mise à sac de la Casbah. Mais il a fallu ensuite trente ans de durs combats pour contrôler tout le pays, sous la direction du général Damrémont, gouverneur général en 1836. Le général Bugeaud et ses "colonnes infernales" ont laissé un vif souvenir. Abd-el-Kader mène la résistance avant d'être capturé en 1847. La prise de la ville de Laghouat en 1853 se conclut par un massacre : 2 100 morts. (C'est en souvenir de ce "fait d'armes" qu'en 1864 on a donné ce nom à une rue de la Goutte d'Or.) Les Kabyles, derniers à résister, ne se soumettent totalement qu'en 1857.

En avril 1871 la Kabylie se soulève à nouveau. Cela passe presque inaperçu en France parce qu'au même moment Paris vit l'insurrection de la Commune. Mais la répression des Kabyles est terrible. Vaincus définitivement en janvier 1872, ils ont de nombreux morts et des milliers de déportés au bagne de Nouvelle-Calédonie – où ils retrouvent les déportés de la Commune.

À partir de 1871, la Troisième République encourage la poursuite de l'implantation de colons européens en Algérie, avec l'appropriation des terres qui en découle. Certes, les efforts de développement économique, les créations d'écoles et de dispensaires seront importants, mais les inégalités en matière de droits et de revenus entre les "indigènes" et les colons, y compris les petits colons, restent éclatantes. L'Algérie a été déclarée "départements français" dès 1848, mais pour obtenir les mêmes droits que les Français de souche, les "indigènes" doivent demander leur naturalisation – accordée au compte-gouttes. La plupart n'y songent même pas.

1945 : le massacre de Sétif

En 1936, le gouvernement du Front populaire propose un projet de statut dit "projet Blum-Viollette" : accorder à environ 25 000 "indigènes" (sur six millions d'Algériens adultes !) les droits de citoyens à part entière. C'est encore trop pour les colons français et leurs soutiens. Les radicaux votent contre, le projet Blum-Viollette est rejeté.

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les Algériens jugent le moment venu de réclamer leurs droits. Le 8 mai 1945, jour de la capitulation de l'Allemagne, jour où à Paris on fête la victoire, ils sont huit mille à manifester à Sétif à l'appel du PPA de Messali, drapeau algérien en tête. Un commissaire de police exige qu'on abaisse le drapeau, son porteur refuse, il est abattu et les gendarmes chargent. Des coups de feu éclatent de partout, sans qu'on sache d'où ils viennent. Il y a des morts.

C'est jour de marché. La nouvelle se répand aussitôt dans la région et des habitants des villages environnants descendent en masse sur la ville. L'armée intervient, des milices armées de civils français se forment. L'insurrection gagne Guelma. Les combats durent deux semaines. 85 Français sont tués. Pour ce qui concerne les Algériens, aucun chiffre précis et sûr : les estimations varient entre 6 000 et 40 000 morts.

La manifestation du 14 juillet 1953

Le ministre français de l'Intérieur, Adrien Tixier (socialiste) accorde après coup sa bénédiction au sous-préfet de Sétif qui a dirigé les opérations. 2

L'affaire de Sétif laisse une marque profonde. Le PPA étant dissous, le MTLD qui lui succède prend désormais le pas dans la population algérienne sur des mouvements plus modérés.

En 1947, De Gaulle impose une réforme don-

2. Le chef du gouvernement est alors De Gaulle. À la même période commence la guerre d'Indochine. Et en mars 1947 une révolte à Madagascar est réprimée, sous la direction du ministre des Colonies Marius Moutet (socialiste) : 550 morts français (dont 350 militaires) et chez les insurgés, selon les estimations, entre 11 500 et 89 000 tués.

nant le droit de vote à tous les habitants, mais dans deux collèges séparés. Aux élections de l'Assemblée algérienne en 1948, sous l'égide du gouverneur général Edmond Naegelen (socialiste), le MTLD a quelques élus – mais très peu : le trucage électoral, massif, n'a même pas cherché à se cacher.

En France aussi, la violence contre les revendications nationalistes se manifeste. Depuis 1951, lors des manifestations traditionnelles du 1er mai et du 14, la CGT refuse d'admettre dans les cortèges syndicaux les banderoles portant des slogans indépendantistes, et les drapeaux algériens : «Pas de politique», disent (sans rire) les dirigeants CGT. Aussi les militants du MTLD se placent-ils maintenant en queue de cortège.

Le 14 juillet 1953, lorsque les Algériens arrivent place de la Bastille où la manifestation est en train de se disperser, la police les charge, tentant d'arracher banderoles et drapeaux. Des Algériens résistent, utilisant comme armes les bâtons qui soutenaient les banderoles. Alors les policiers tirent. On relève sept morts : six Algériens et un Français habitant du 18e, membre du service d'ordre CGT, Maurice Lurot.

Les familles des victimes porteront plainte quelques jours plus tard. L'affaire ne viendra jamais en jugement.

La naissance du FLN

Cependant des dissensions sont apparues au sein du MTLD. D'abord la "crise berbériste" : Messali ayant déclaré qu'à ses yeux l'histoire de la nation algérienne commence avec l'arrivée des Arabes au VIIIe siècle, cela met en colère des militants d'origine berbère, notamment kabyles, dont les origines remontent à bien plus loin. Puis voilà que les membres du comité central du MTLD se révoltent contre les pratiques de pouvoir personnel de Messali ; celui-ci tente de les révoquer, en vain. C'est la scission.

Et puis il y a l'affaire de l'OS, "l'organisation spéciale", groupe de combat créé au sein du parti, que le gouvernement français démantèle et interdit en 1950 et que Messali ne cherche pas à reconstituer. Nombre de militants le lui reprochent.

Soupçonnant Messali de privilégier désormais la voie legaliste et les élections, dont ils n'attendent rien, et lassés par les querelles entre "messalistes" et "centralistes", un certain nombre de jeunes dirigeants forment alors en secret une nouvelle organisation, destinée à conduire l'action armée. Ce sera le FLN, et ce sera le 1er novembre 1954.

Un des chefs "historiques" du FLN, Mohammed Boudiaf, était peu auparavant le principal dirigeant de la fédération de France du MTLD. C'est important : la conquête de la prédominance au sein de l'immigration algérienne sera l'un des objectifs les plus importants du FLN dans les deux premières années de la guerre. Et cela ne se fera pas sans mal.

Noël Monier
(À suivre)



18^e

CULTURE

Deux mille enfants pour un Salon du livre en juin aux Jardins d'Éole

De petits écoliers transformés, toute l'année, en critiques littéraires avertis : deuxième édition d'une aventure originale.

Deux mille enfants, depuis la petite section de maternelle jusqu'aux grands du CM2, des dizaines d'enseignants, de nombreux parents, des auteurs-illustrateurs de livres de jeunesse... et puis des livres, des livres, encore des livres, des jeux, des animations : les Jardins d'Éole se transformeront, samedi 13 juin, en un grand Salon du livre.

Cette manifestation constitue l'apothéose d'un ambitieux projet engagé tout au long de cette année scolaire : faire découvrir les livres de jeunesse et leurs auteurs aux enfants, les impliquer activement et même transformer ces petits en critiques littéraires avertis.

L'an dernier déjà, l'aventure s'était déployée de septembre à juin, initiée par Culture 2+, l'association d'enseignants des écoles de La Chapelle, mais débordant largement de ce quartier : plus de quarante

classes concernées dont certaines au Simplon, à Montmartre, dans le quartier Clignancourt et mille enfants impliqués. Cette année, c'est encore plus "+", avec quatre-vingt huit classes dont les CLIN (classes pour enfants étrangers ne parlant pas français) de Torcy et Doudeauville, de nouvelles écoles et plus de deux mille enfants lancés dans l'entreprise.

Lire, analyser, critiquer

Comme pour la première édition, les enfants reçoivent en début d'année des livres (quatre titres par niveau), les lisent, les analysent et les critiquent.

Ils rencontrent les auteurs et en débattent avec eux. Ils se rencontrent aussi entre classes et ce sont les "chocolats littéraires", équivalent enfantin des cafés littéraires, où les débats vont bon train. Ils travaillent avec des bibliothèques et avec deux librairies,

les mêmes que l'an dernier, le Rideau rouge rue Riquet, et l'Attrape-cœurs située place Constantin-Pecqueur.

Ils élaborent également des détournements littéraires de jeux (Trivial Pursuit, Cluedo, jeux de l'oie ou des sept familles, Memory...).

Ils conçoivent enfin leurs propres livres dérivés des textes lus en classe (BD transformées en romans ou inversement, nouvelles intrigues avec les mêmes personnages, suites inventées des histoires, romans-photos...). Le CM1 de Torcy a même transformé un roman en comédie musicale.

Comme l'an dernier, les enfants passent à la radio, Radio Clype, émanation de Radio Campus : interviews d'auteurs, témoignages, chroniques, critiques de livres... Comme l'an dernier aussi, c'est l'école Genevoix qui anime les émissions.

Plusieurs nouveautés cette année toutefois, et Sylvie Meyer-Dreux, la conseillère pédagogique animant le projet, les énumère : «Nous nous sommes aperçus que les enfants ne connaissent pas le trajet du livre, les étapes depuis le manuscrit jusqu'à l'édition, ni les enjeux économiques, mais que cela les intriguait beaucoup. Nous leur avons expliqué et fait rencontrer des professionnels de l'édition», dit-elle.

«Nous avons également peaufiné certaines choses, développé toute la partie créative, et d'ailleurs, au Salon, nous aurons des étagères pleines de nos productions, les livres des éditions + 2, notre maison d'édition. Nous avons enfin, grande innovation de cette année, conçu un journal mensuel, huit numéros, chacun tiré dans les écoles à tour de rôle et diffusé à 2 100 exemplaires», ajoute-t-elle.

Comme des pros

Pour chaque exemplaire du journal, + 2 Lecture, une classe différente est responsable de la rédaction (Torcy plusieurs fois mais aussi Houdon et Guadeloupe). Les autres classes envoient leurs textes et ils sont mis en forme par la classe "comité de rédaction". «Ils font cela comme des pros et ils ont les mêmes problèmes que dans le reste de la presse : articles trop longs, mal écrits, incompréhensibles... alors, ils



allègent, ils coupent, ils changent les textes, parfois, ils ne peuvent les caser dans les quatre pages du journal ou ils privilégient les photos et... ils se font engueuler !», sourit Sylvie Meyer-Dreux.

«Dans le numéro 4, consacré aux rencontres avec les auteurs, ils avaient trouvé un titre de une, "Les auteurs à la hauteur". J'en ai suggéré un autre, "Les auteurs en chair et en os", ils ont carrément refusé et ils ont eu bien raison», se souvient-elle.

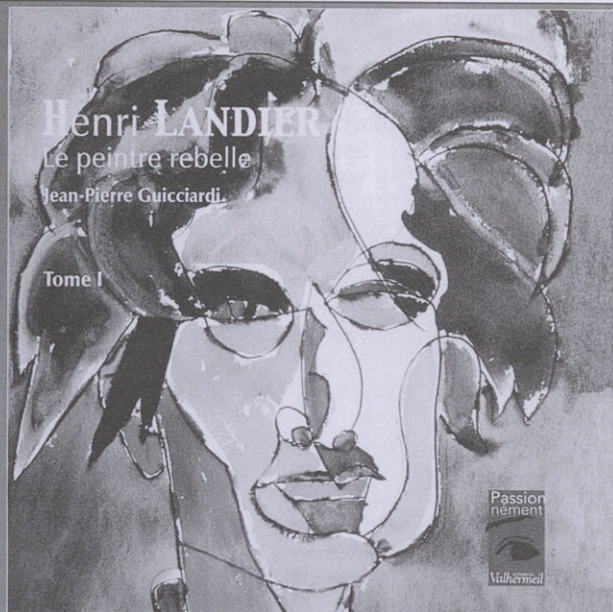
Y compris les tout-petits

En tout état de cause, elle se déclare «aussi étonnée que ravie» de la motivation des enfants, y compris les tout-petits, et elle souligne tout l'intérêt du projet : «Leur rapport avec le livre et la lecture est transformé radicalement. La rencontre avec les auteurs est fondamentale. Et je vois l'écart entre ceux qui ont déjà participé l'an dernier et les petits nouveaux, et, surtout, tout l'écart, le grand écart, entre les enfants des écoles concernées et d'autres, pourtant de profils socioculturels similaires, qui n'en ont pas bénéficié.»

Rendez-vous maintenant samedi 13 juin, de 10 h à 19 h aux Jardins d'Éole. Il y aura un stand avec les livres des auteurs adultes qui dédicaceront, un stand avec les livres des enfants, un autre consacré aux médias, un stand jeux, un stand réservé aux associations... Il y aura aussi des animations, de la musique, une chorale d'enfants, de la danse, et à midi un pique-nique géant pour récupérer et pour déguster aussi des "nourritures terrestres".

L'an prochain ? On continue évidemment.

Marie-Pierre Larrivé



HENRI LANDIER

EXPOSITION RÉTROSPECTIVE ŒUVRES DE 1952 À 1975

(œuvres du livre LE PEINTRE REBELLE)

DU 14 MAI AU 14 JUIN 2009

DU MARDI AU DIMANCHE DE 14 H À 20 H

ATELIER D'ART LEPIC - 1 RUE TOURLAQUE 75018 PARIS
TÉL. 01 46 06 90 74 www.artlepic.org

LE MOIS DU 18^e Théâtre

Au Théâtre de Dix Heures

Tenue correcte toujours exigée, de et avec Isabeau de R

• Jusqu'au 30 mai. 36 boulevard de Clichy. 01 46 06 10 17.

Après un vif succès, bien mérité, aux Blancs Manteaux, la voilà au Dix Heures. Sur scène, Isabeau de R reste Isabeau de R, une ex-businesswoman polyglotte, bien élevée, issue de l'aristocratie du terroir. C'est ce qui fait son charme tout au long de son show d'une heure et quart où elle nous entraîne dans son monde un peu bourgeoise-moderne-business.

Isabeau ne joue pas, elle est. Nous assistons hilares, surpris, amusés, émus parfois, à un florilège de tableaux bien choisis. Ses personnages trouvent, et parfois malgré eux, des façons détournées de faire ou ne pas faire, de dire ou ne pas dire : pied de nez au "socialement correct".

Et le spectacle alors ? Le sketch de l'hôtesse de l'air est désopilant de vérité, un message criant sur la ségrégation par l'argent, où renaît la vieille lutte des classes. La caissière, la secrétaire, c'est l'insoutenable légèreté de l'être avec un brin de malice. La révolution de l'enseignement souligne le mot gratuit... Le discours sur le mariage et le divorce est la résolution sans équivoque pour le couple et pour les amis d'une rencontre lou-



pée, expédiée à la va-vite, à la mode ces temps derniers... On finit avec le jardinage, leçon très particulière, moment de bravoure surprenant où le sexe, avec finesse et humour, est traité avec élégance. La performance décapante

d'Isabeau de R est impressionnante, tant par ses textes délicieux que par la mise en scène (avec l'aide de Nicolas Hergair) et son jeu peaufiné.

Ses mots font mouche, on boit du petit lait, sa convivialité nous ravit. Le tout servi par un visage incroyablement expressif. Même le salut reste très 16e, délicatesse exquise. Il y a du panache, très chère, chez cette Dame-là. «Je te félicite, ma chérie. À aucun moment tu n'as été vulgaire», écrit sa mère. Fermez le ban.

Les critiques sont unanimes. Vous aurez raison de vous rendre au Dix Heures.

Michel Cyprien

□ Du mardi au samedi à 20 h 15.

■ Également au Dix Heures :

• **Élisabeth Buffet**, mardi à sam. 22h, jusqu'au 27 juin.

• **Vérino**, ven., sam., dim. à 19h, jusqu'au 28 juin. (Avec une écriture fine et hilarante, Vérino réinvente le quotidien. De son sens affûté du détail, doublé d'une imagination débordante, naissent des situations absurdes où le visuel compte autant que le texte.)

Au Ciné-13 Théâtre

Roméo et Juliette, d'après Shakespeare

• 1 avenue Junot. 01 42 54 15 12. Jusqu'au 16 mai.

Vérone, ses familles Montaigu et Capulet, leur haine ancestrale. Leurs rejetons, Roméo et Juliette, qui tombent éperdument amoureux l'un de l'autre. Inutile d'aller plus loin. Vous connaissez l'histoire. Mais au Ciné-13, le metteur en scène et comédien Alexis Michalik propose une version déjantée, politiquement incorrecte de cette tragédie universellement connue de Shakespeare.

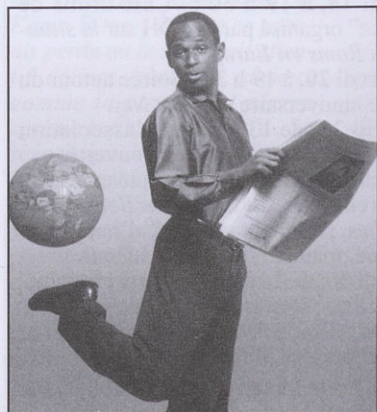
Ils sont trois sur scène, deux garçons, une fille, pour incarner en une heure et demie tous les personnages – vingt-deux – de la tragédie la plus romantique du répertoire shakespearien. Le décor ? Seulement des portes-manteaux garnis de costumes extravagants qui servi-

ront aux comédiens à incarner l'un ou l'autre personnage, parfois même plusieurs instantanément. L'illusion est parfaite et on se prend au jeu. Grâce à une mise en scène endiablée, inventive et tracée au cordeau, grâce aussi au talent d'Anna Milhacea, Régis Vallée et d'Alexis Michalik. Tous sont tour à tour irrésistiblement drôles, émouvants, facétieux, sans jamais se prendre au sérieux.

Et Shakespeare, me direz-vous ? Il est là, bien vivant, sous toutes ses facettes, d'une incroyable modernité. Oui, décidément un joli moment de théâtre.

Dominique Delpirou

□ Merc., jeu., vend., sam. 21 h 30. Dimanche 17 h 30.



Au LMP Mamane malmène les mots

• 35 rue Léon. 01 42 52 09 14. Jusqu'au 25 mai.

Mamane continue à malmener les mots, les idées toutes faites, les règlements imbéciles, les formules racistes qui ne veulent pas s'en donner l'air, à malmener les puissants de ce monde... Tous les matins, sur les ondes de Radio-France-international, il met son grain de sel, et trois fois par semaine au LMP il en rajoute une bonne pincée.

Son one man show évolue avec

l'actualité. Il est parfois habillé en travailleur immigré, parfois en ministre africain. Pas de méchanceté chez lui, pas de morale, pas de plaintes. Mamane malmène avec légèreté, c'est sa force.

□ Les sam. 21 h, dim. 17 h, lun. 21 h. Relâche le 4 mai.

■ Également, 7 et 8 mai à 19 h, J'ai trop trimé, paroles d'une femme. Spectacle gratuit.



Au Chapiteau d'Adrienne

Le Pacte des fous

par la compagnie du Mystère Bouffe

Du 12 au 24 mai

Spécialiste de la commedia dell'arte, la compagnie du Mystère Bouffe présente *Le pacte des fous*, librement adapté de Shakespeare, du *Marchand de Venise* mais en passant aussi par les univers de *Macbeth*, *Richard III*, *Hamlet*, *Roméo et Juliette*... avec même des détours du côté de Cervantès ou des *Mille et une nuits*.

C'est une comédie sociale avec des personnages d'une odieuse et délicieuse cruauté, tous avec une foi mais pas de loi, sauf les femmes qui, seules, sauront dénouer les tensions !

Gilbert Bourébia signe une mise en scène toute en équilibre, avec pour tout décor le traditionnel tréteau de bois et un tissu bleu symbole de la mer dans lequel on croit voir les personnages se noyer.

□ 62 rue René Binet. 01 43 31 80 69. Jeu., vend., sam. 20 h 30. Dim. 17 h. contact@chapiteau-adrienne.fr

■ Également au Chapiteau : • 9 mai, Festival de cabarets et scènes originales. • 29 mai, Au fil du mur, par la troupe *Les Mines de rien*.

Au Théâtre Montmartre-Galabru

Le Grand Amour

de Patrick Hernandez

Jusqu'au 30 mai



Sandra Gabriel et Foudi Kaibou

Deux spécialistes de l'échec amoureux, recherchent l'être idéal. Nathalie, la collante, se plaint de ne pas trouver, et Rémy, le fils à maman, l'incassable, fantasme sur la femme parfaite. Lorsque deux "bons génies" se présentent et leur proposent l'être qui correspond en tout point à leur désir, on pourrait croire à la fin de l'histoire. Bien au contraire : à partir de là, catastrophe, tout va mal.

Le sujet est banal et semble usé jusqu'à la corde, l'amour. Le texte est simple et ne vous prend pas la tête. Mais les comédiens sont pleins de vitalité, la mise en scène est rigolote avec des tableaux qui s'imbriquent bien et deux traits de génie : faire occuper la salle et les coulisses par Rémy aux moments cruciaux, utiliser les voix off. Quelques longueurs au début mériteraient d'être compactées.

□ 4 rue de l'Armée d'Orient. 01 42 23 15 85. Jeu., vend., sam. à 21 h 30.

■ Également au Montmartre-Galabru : • Je suis une princesse, bordel ! • Les chanteurs. • Teresa, jusqu'au 17 mai. • Caroline Loeb. (www.theatregalabru.com)

(Suite page 24)

LE MOIS DU 18^e Théâtre

(Suite de la page 23)

Au Théâtre Pixel

La Cave, saison 1

Prolongation à partir du 8 mai

Alors qu'elles participent à une Assemblée d'anniversaire, cinq jeunes femmes se trouvent enfermées dans une cave pour cause de Troisième Guerre mondiale. Dans ce contexte inattendu et traumatisant, elles vont apprendre à se connaître, cohabiter, se supporter, afin d'organiser au mieux leur survie...

Des personnalités opposées s'affrontent, des conflits éclatent, suivis de moments d'abattement ou de paix retrouvée. Mais la nouvelle tombe : il n'y a pas eu de guerre... tout est calme. Que s'est-il passé ? Hallucination ? Canular ? Manipulation ? Elles ne tarderont pas à le découvrir.

La pièce connaît un réel succès et le public rit aux éclats, applaudit la performance des comédiennes. On peut ne pas partager complètement cet enthousiasme. Mais il faut saluer une mise en scène efficace et surtout la vitalité, la drôlerie et la présence scénique des cinq protagonistes. Un rythme mené tambour battant maintient l'intérêt jusqu'au dénouement.

D. D.

18 rue Championnet.
01 42 54 00 92. Jusqu'au 2 mai, ven. et sam. 19 h 30. À partir du 8 mai, ven. 21 h 45, sam. 19 h 30.

■ **Également au Pixel** : • Zapping. • Nunzio. • Beat up club. • La Diabliesse dans le miroir. • Les Dimanches de l'humour.

À la Reine blanche Danse orientale, danse africaine

7, 17, 31 mai, 5 juin

Le Théâtre de la Reine blanche accueille en mai et juin cinq spectacles de danse.

• **Jeudi 7 mai** à 21 h, la **Compagnie Ngamb'art** : *Au plus profond de toi*, mélange de danse traditionnelle africaine, contemporaine et modern jazz. «Des personnages en quête de leur identité tournent entre leurs ori-

gines et le monde d'aujourd'hui.»

• **Dimanche 17 mai** à 17 h, danse orientale **jeune public** : *La danse magique*.

• **Dimanche 31 mai** à 16 h, danse traditionnelle arabe, *Lila oriental*. Une danseuse, Saadia Souyah, et des musiciens passionnés par le patrimoine des musiques et danses du monde arabe, au premier rang le joueur de oud Fadhel Messaoudi.

• **Vendredi 5 juin** à 21 h, la **Compagnie Ambre**, *Escales orientales* : trois jeunes danseuses, filles de migrants, explorent les frontières entre cultures.

□ 2 bis passage Ruelle.

■ **Également à la Reine blanche** : • **Princesse cherche...**, jusqu'au 19 juin, merc. à sam. 19 h. Relâche les 8, 9 et 31 mai.

(www.reineblanche.com)

Au Funambule

On ne refait pas l'avenir d'Anne-Marie Étienne

Jusqu'au 12 mai

Xavier, directeur littéraire dans l'édition, lance des livres comme des "produits". Ambitieux, égocentrique, parfait goujat. Débarque son ange gardien, missionné pour le réformer en six mois, qui le colle et lui pourrit la vie. À son contact, Xavier perd ses amis, sa petite amie, son boulot et... sa superbe.

L'ange, lui, devient de plus en plus humain, en proie aux désirs, aux péchés de gourmandise, de luxure... Puis il s'en va. *On ne refait pas l'avenir*, mais on peut se demander si Xavier redeviendra ambitieux, égocentrique et goujat, s'il s'amera définitivement ou s'il continuera à descendre la pente.

Jean-Marc Gabriel (Xavier) réussit à être à la fois odieux et émouvant, Michail Valvis (l'ange) est savoureusement improbable en gros pataud loin de l'imagerie pieuse. Marie-Pascale Decherf (Muriel, la petite amie bafouée puis révoltée) a une pêche... d'enfer. M.-P. L.

□ 53 rue des Saules.

01 42 23 88 83.

Du lundi au mercredi 21 h 30.

■ **Également au Funambule**, jusqu'au 31 mai : • **Salade de nuit**. • **Sur la plage abandonnée**. • **Je hais les routes départementales**.

(www.funambule-montmartre.com)

Contes, poésie, conférences

■ **À l'Échomusée**, 21 rue Cavé : • 5 mai, 21 h, **S'l'âme de Barbès**, avec les slameurs Shein B et Aimé Nouma. • 16 mai, 20 h 30, **Contes**



Suzy Ronel, conteuse.

haïtiens, Jude raconte *Papa Loco le papillon messenger* (voir page 27). • 22 mai, 20 h 30, **Paroles caribbes**, avec la conteuse Suzy Ronel. (01 42 23 56 56.)

■ **Poètes en Résonances** : Vendredi 29 mai, 20 h, Olivier Apert, Marie-Claire Bancquart, Spôjmaï Zariâb disent leurs poèmes. (Résonances, 8 rue Camille-Flammarion.)

■ **À la Halle Saint-Pierre** :

• Dim. 10 mai, 15 h, Mehdaoui Rabah lit ses poèmes. • Samedi 16 à 14 h 30, conférence de Serge Tribolet, *Le surnaturel réhabilité*.



Maria-Magdalena (Abbesses)

Et aussi

■ **Théâtre des Abbesses** : • Jusqu'au 8 mai, **Wayn Traub**, *Maria-Magdalena*, mêlant théâtre, danse, cinéma, musique. • Du 11 au 16 mai, **Regarde, maman, je danse**. • Du 18 au 30 mai, **Pepping Tom**, saga familiale en trois épisodes. (01 42 74 22 77.)

■ **Alambic Comédie** : • **L'invitée**, jusqu'au 25 juin. • **Qui aime bien trahit bien**, jusqu'au 1er août. • **Elena Brocolitch**, one woman show. • **Wad**, one man show. (12 rue Neuve-de-la-Chardonnière. 01 42 23 07 66.)

■ **L'Atalante** : **Play Strindberg**, de Dürrenmatt, du 25 mai au 20 juin. (10 place Charles-Dullin. 01 46 06 11 90.)

■ **L'Atelier** : **Baby Doll**.

(01 46 06 49 24.)

■ **Atelier-théâtre de Montmartre** : • **Salut Poirot**. • **Divas du pavé**. (7 rue Coustou. 01 46 06 53 20.)

■ **L'Étoile du nord** : **Avis de turbulences**, danse. (16 rueorgette-Agutte. 01 42 26 47 47.)

■ **Manufacture des Abbesses** : • **Quand le monde était vert**, jusqu'au 9 mai. • **Le regard des autres**, jusqu'au 12 mai. • **Je m'sens pas belle**. • **Sibylline**, à partir du 22 mai. (7 rue Véron. 01 42 33 42 03.)

■ **Sudden Théâtre** : • **Temps de neige**. • **Simone de Beauvoir, le Castor**. (14 bis rue Sainte Isaure. 01 43 23 27 67.)

■ **Tremplin Théâtre** : **Trois pièces courtes de Brecht**, jusqu'au 29 mai. (39 rue des Trois-Frères. 01 42 54 91 00.)

Pour les enfants

■ **Alambic Comédie** : **Mélisse**. (06 32 75 59 36.)

■ **Atelier-théâtre de Montmartre** : • **À la recherche de l'oiseau de paradis**. • **L'anniversaire de Capucine**. (01 46 06 53 20.)

■ **Funambule de Montmartre** : • **La fabuleuse histoire de Jojo le clown**, jusqu'au 31 mai. • **La princesse et le plombier**, jusqu'au 28 juin. (01 42 23 88 83.)

■ **Grand Parquet** : **Mon Pinocchio**, jusqu'au 17 mai (relâche le 13). (20 rue du Département. 01 40 05 01 50.)

■ **Manufacture des Abbesses** : **Peau d'âne**, du 3 mai au 28 juin. (01 42 33 42 03.)

■ **Montmartre-Galabru** : **Le pays de rien**. (01 42 23 15 85.)

■ **Pixel** : **Jojo et Nana**, spectacle de clowns. (01 42 54 00 92.)

LE MOIS DU 18^e Musiques

À St-Pierre-de-Montmartre

Grandes voix cosaques du Kouban

Samedi 16 mai à 20 h.



Concert vocal organisé par la **République de Montmartre** : chants liturgiques orthodoxes et chants traditionnels cosaques. L'ensemble Kouban (du nom de cette région près de la mer Noire) est dirigé par le ténor Andreï Kikena, ancien chef des Chœurs de l'Armée rouge.

□ Place Jean-Marais. 5 €.

Séances jeune public aux Trois Baudets

Les dimanches à 11 h et à 15 h, les mercredis à 14 h 30 est programmé aux **Trois Baudets** un spectacle pour enfants à partir de 3 ans, dont le titre, *1, 2, 3, Zut*, les ravira.

□ 64 bd de Clichy. 01 42 62 33 33.

Programmes : www.lestroisbaudets.com

■ **Musiques du monde au Théâtre des Abbesses** (à 17 h) : • 2 mai, Syrine Ben Moussa, *Brises tunisiennes*. • 9 mai, Pushparaj Koshti, *Inde du nord*. • 16 mai, l'ensemble Shanbehzaden, Iran. (01 42 74 22 77.)

■ **Église St-Paul** : • Dim. 2 mai, 16 h 30, récitation chant et guitare, œuvres de Dowland, Schubert, Mozart. • Dim. 17 mai, 16 h 30, *Jephte*, oratorio de Carissimi, par la chorale *Arpège*. (80 bd Barbès.)

■ **Au LMP** : **Thomas Verovski** en concert jusqu'au 2 juin, les mardis à 20 h 30. (35 rue Léon. 01 42 52 09 14.)

■ **Living b'Art**, les vedettes des soirées du jeudi seront Guilhem Valayé et Samuel Cajal dans *Trois minutes sur mer*.

(15 rue La Vieuville. 01 42 52 85 34.)

Autres programmes : www.livingbart.fr)

Au café littéraire du Petit Ney

• **Jeudi 14 mai**, de 19 à 23 h : Soirée cuisine et jeu.

• **Vendredi 15**, à 20 h 30 : *Lectures de cabinet*, spectacle autour de la littérature de Mathilde Risse.

• **Samedi 16**, à 19 h : Soirée jeux, sur le thème : l'aventure.

• **Lundi 18**, à 19 h 30 : "Café droits de l'homme" organisé par la LDH sur la *situation des Roms en Europe*.

• **Mercredi 20**, à 19 h 30 : Soirée autour du dixième anniversaire du *Petit Ney*.

• **Samedi 23**, de 13 à 17 h : L'association *Harmonicas de France*, scène ouverte.

• **Samedi 23**, 17 à 23 h : Scène ouverte slam.

• **Vendredi 29**, à 20 h 30 : *Du Belge plein les poches*, récitation dit et chanté d'humour et de poésie, made in la ville de Liège.

• **Samedi 30**, de 14 à 18 h : "Café chantant" sur le thème : îles, rives et dérivés.

• **Samedi 30**, de 19 h 30 à 22 h : Soirée contes et paroles libres.

□ 10 av. Porte Montmartre. 01 42 62 00 00.

LE MOIS DU 18^e Expositions

À la Halle Saint-Pierre Anselme Boix-Vives

• 2 rue Ronsard. 01 42 58 72 89. Tous les jours de 10 h à 18 h.
Jusqu'au 21 août.

Anselme Boix-Vives (1899-1969) est catalan. Il émigre en France à l'âge de 18 ans, s'installe en Savoie où il travaille d'abord en usine, puis réussit à force d'économie et d'obstination à ouvrir sa propre boutique de primeurs. Son commerce et sa famille prospèrent. Ce n'est qu'à la retraite, en 1962, que son fils cadet (le seul qui lui cause quelque tracasserie car il veut devenir artiste) lui offre la panoplie du peintre. Son activité picturale tardive ne cessera plus durant les sept dernières années de sa vie.

Ses compositions colorées représentent des personnages aux formes rudimentaires, aussi variés que la figure du grand-père, du religieux, de Fidel Castro, d'Arlequin... Ce sont des humains ou des animaux dans des postures simples et figées, ornés d'éléments végétaux et floraux aux couleurs éclatantes. L'absence de toute perspective accentue le caractère imaginaire de l'œuvre. Même la série d'arbres et de fleurs n'a rien de réaliste.

Un peu à la manière des divisionnistes (communément appelés pointillistes, tels Signac et Seurat), points et hachures de couleurs vives sont répétés et juxtaposés avec l'application de l'artisan et forment comme autant de feux d'artifice qui feraient fête au spectateur.

Si l'on devait accrocher son portrait dans la galerie des grands artistes jalonnant les siècles, on classerait Boix-Vives parmi les peintres



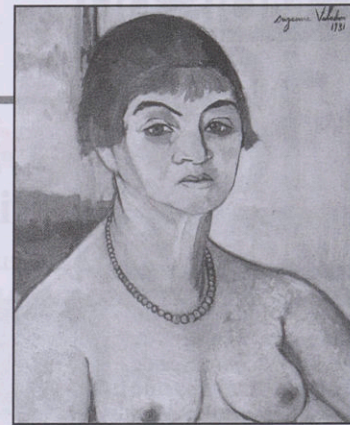
naïfs primitivistes, à côté de Séraphine de Senlis, de trente-cinq ans son aînée. Le fait qu'il ait été berger dans sa jeunesse, puis qu'il ait vécu en Savoie, explique sans doute ce regard contemplatif et poétique porté sur l'environnement, en rural sensible à la nature qui l'entoure.

Quasiment analphabète (il apprend tardivement à écrire le français phonétiquement) et vierge de toute culture artistique, il a une conception toute simple de l'art : c'est pour lui une source immédiate de plaisir visuel. Pourtant, il n'en est pas moins influencé par les enluminures et les vitraux des églises des deux régions qu'il connaît bien, la Catalogne et la Savoie. La Halle a

d'ailleurs pris le parti de présenter certains tableaux sous un éclairage tel qu'on ait l'impression que la lumière leur est inhérente (comme les vitraux). Mais on s'interroge alors sur l'éclat réel des peintures de Boix-Vives dont les couleurs sont flatteuses et généreuses en elles-mêmes. Une telle mise en scène ne risque-t-elle pas de les desservir ?

Cendrine Chevrier

■ Également à la Halle St-Pierre : Michel Macréau, jusqu'au 28 août. • Dans la galerie (hall d'accueil, gratuit) : 2 au 245 mai, Martin Galtier et Bernard Lacy. 25 mai au 7 juin, "librairie éphémère", des petits éditeurs font le printemps.



À la Pinacothèque de Paris Suzanne Valadon et Maurice Utrillo

Jusqu'au 15 septembre

Une mère et son fils, deux peintres célèbres : jusqu'en septembre, Suzanne Valadon (1867-1938) et Maurice Utrillo (1883-1955), sont réunis à la Pinacothèque de Paris pour une exposition d'envergure. Montmartrois jusqu'au bout du pinceau, ils ont vécu notamment dans la maison où se trouve aujourd'hui le Musée de Montmartre, rue Cortot.

La peinture de Valadon est vigoureuse, sans la moindre trace de mièvrerie, sans concession. En témoigne le magistral autoportrait reproduit ci-dessus, d'une femme déjà âgée qui n'a pas peur de la réalité.

Utrillo, lui, produisait énormément, à la chaîne, et tout dans son œuvre n'est pas de même valeur. La centaine de toiles présentées ici sont, dans l'ensemble, de qualité. Beaucoup appartiennent à sa "période blanche" (1909-1916), quand il privilégiait des paysages urbains mélancoliques, enneigés souvent. Et l'on a aussi la surprise, avec certaines toiles peu connues, de découvrir à quel point il pouvait être moderne.

□ 28 place de la Madeleine. 01 42 68 02 01.

Galerie La Rotonde Alix Paj

Jusqu'au 28 mai



Pour la deuxième fois en quelques mois, La Rotonde, présente des peintures d'Alix Paj, portraits essentiellement. Elle le mérite.

À un moment de sa carrière, Alix Paj a abandonné l'acrylique et l'huile pour travailler avec de nouveaux matériaux, sur de nouveaux supports. Elle utilise des encres de Chine plus ou moins diluées, sur de l'acétate ou du PVC, et leur fait produire d'étranges effets mêlant une extrême finesse des surfaces avec des zones qu'on dirait rocailleuses. Cesont souvent des œuvres de taille déjà respectable (format fréquent : 70 X 100 cm), où parfois affleure une sorte d'humour rugueux. Les reproductions en petit format rendent mal compte, notamment, de la richesse des matières et du traitement coloré, toujours dans des teintes un peu éteintes, des gris, des ocres, des rouges sombres, des jaunes ternes, qui font penser à des peintures rupestres.

Noël Monier

□ 28 rue Eugène-Carrière. 01 42 23 83 10. Du lun. au sam. 15 h à 19 h 30.

Au Musée de l'érotisme, trois nouvelles expositions

• Jusqu'à fin octobre. 72 boulevard de Clichy. 01 42 58 28 73.

Trois expositions nouvelles au Musée de l'érotisme, sur trois étages, installées pour sept mois.

Au quatrième, Jacques Charrier revisite le Kâma-Sûtra, ce paradis qu'il considère perdu. «Le monde est devenu un monstrueux hypermarché dont nous sommes à la fois les marchandises et les clients. Le sexe est devenu un échange entre deux égoïsmes. Amoureux de l'Inde éternelle, en illustrant librement le Kâma-Sûtra, j'évoque ce paradis perdu où le sexe était attentif, délicat, généreux, sérieux comme la passion et aérien comme le plaisir», écrit-il. Sa réécriture du Kâma-Sûtra, relativement pudique, est très spirituelle. Ses tableaux travaillés avec minutie, ses compositions très lumineuses, quelques fois accompagnés de textes poétiques, sont une merveille, rien n'est choquant, tout est humanisme, sensualité et incite au plaisir amoureux.

Au cinquième étage, Jean Pierre



Dessin de Jacques Charrier.

Ceytaire, peintre, sculpteur. «Je peins le désir et tous les sens en éveil», dit-il. Il décline, du tableau classique aux silhouettes découpées sur bois ou carton, ce qu'il considère comme les composantes

essentielles de l'émotion du grand frisson : des femmes-tronc, des vulves offertes à la langue des hommes toujours dressée, tendue. L'ensemble est assez triste, souvent sombre. Seules quelques œuvres, *Femme au rasoir*, *Mains aux fesses*, *Collant déchiré* illuminent l'étage.

Au troisième, une collection de 120 pochettes coquines de disques vinyles, ordonnées selon thématiques et genres musicaux : cabaret et french cancan, rock, chanson française, jazz, danse du ventre, femmes et animaux, jeux de rôle... Une superbe pochette de Brigitte Bardot pour *Harley-Davidson*, Marilyn pour la bande originale de *Certains l'aiment chaud*, Line Renaud dans *Plaisirs...* bref, soixante ans d'histoire, belle rétrospective à découvrir.

Michel Cyprien

□ Tous les jours de 10 h du matin à 2 h du matin. Autres informations : www.musee-erotisme.com

À l'Échomusée de la Goutte d'Or Aida Wedo, art haïtien

• Jusqu'au 10 mai. 21 rue Cavé. 01 42 23 56 56.

Dans le local qui fut naguère celui de Cargo 21, l'Échomusée de la Goutte d'Or présente une belle exposition d'art traditionnel haïtien sous le titre *Aida Wedo*, comportant essentiellement deux types d'œuvres : des ferronneries "bosmétal" et des drapeaux vaudous.

Les drapeaux vaudou de Fortilus, Alcide et Destine sont réalisés avec des milliers de perles de verre colorées et cousues patiemment, composant des scènes qui reflètent le syncrétisme haïtien : les dieux ou génies vaudou, tels que Papa Loco ou Kouzin Zaka, voisinent avec les croix et autres symboles chrétiens. On trouve également représentés des objets usuels du culte, des soleils, des animaux, des personnages humains, des tombes, des squelettes, des signes magiques...

Les perles réagissent de façon changeante aux variations de la lumière, semblent luire dans la pénombre, scintillent à la flamme d'une bougie... Ces drapeaux servaient à l'origine à décorer les autels des divinités vaudou, les Loas, ou figuraient dans les processions au son des tambours.

Les ferronneries de Serge Jolimeau, Rony, Jean Eugène, Poteau et Michelet sont réalisées à partir de barils d'essen-



En haut, un drapeau vaudou.
Ci-dessus, dieu vaudou en métal martelé.

ce passés au feu, aplatis et nettoyés, puis transformés en plaques de dimensions rectangulaires ou rondes. À l'aide de craie ou d'un clou, l'artiste dessine d'abord une esquisse de son œuvre sur la plaque qu'il découpera et martèlera ensuite au burin et au marteau. Sujets représentés : des dieux vaudous mi-humains mi-animaux, des êtres légendaires tels que les sirènes, des signes magiques (spiralettes...).

Quelques sculptures de Barbara d'Antuono, artiste bien connue à la Goutte d'Or, qui a vécu plusieurs années à Haïti, complètent l'exposition.

Les œuvres exposées sont à vendre.

Une soirée haïtienne aura lieu le samedi 16 mai à 20 h 30, avec un conteur (voir page 24) et avec dégustation de délices culinaires haïtiens. Réservation nécessaire.

L'Échomusée est une initiative née en 2004. Échomusée et non écomusée : ce qu'il vise à recueillir et présenter n'est pas tant ce qui fait la vie économique (outils, produits) que l'environnement culturel et social. Mini-musée éphémère et évolutif, il se perçoit comme l'écho de la vie du quartier et des populations qui l'habitent.

□ Du mardi au dimanche de 14 h 30 à 19 h.

■ **Au centre d'animation Binet : Rolf Saint-Agnès.** Peintures lumineuses de la nature en toutes saisons. Rolf Saint-Agnès a vécu dix ans aux États-Unis, croquant New-York et les travers de la société de consommation, puis les paysages de Californie. De retour en France, sa peinture est maintenant toute de sensations et de vibrations. (Du 11 au 28 mai. 66 rue René-Binet. 01 42 55 69 74.)

■ **Galerie La Hune :** • Du 6 au 26 mai, **Hans Meyer Petersen**, toiles récentes. • Du 27 mai au 6 juin, **Thérèse Janneau**, "Lagunaires". (3 rue Ravignan. 01 43 25 54 06.)



Henri Landier : La rue Lamarck, gravure.

Atelier d'art Lepic

Henri Landier, exposition rétrospective

• Du 14 mai au 14 juin.
1 rue Tourlaque. 01 46 06 90 74.

Henri Landier présente, en son atelier, une grande exposition rétrospective de ses œuvres créées entre 1952 et 1974.

Peintures, gravures, aquarelles : ce sont les travaux des années de jeunesse de l'artiste, l'intégralité des œuvres reproduites dans le livre, *Henri Landier, le peintre rebelle*, écrit par Jean-Pierre Guicciardi et publié en octobre dernier. Rebelle, Landier, car, dès ses débuts, il affichait sa personnalité, loin des modes ou du pittoresque, sa vision du monde, parfois bien sombre mais toujours transfigurée par un amour des êtres, une sollicitude pour leur condition.

Œuvres de jeunesse mais trait déjà totalement maîtrisé pour ces paysages urbains ou ruraux, ces portraits, ces marines, ces ports et ces chantiers, ces peintures qui rappellent ses années de misère quand il avait vingt ans ou les années suivantes passées dans la marine marchande.

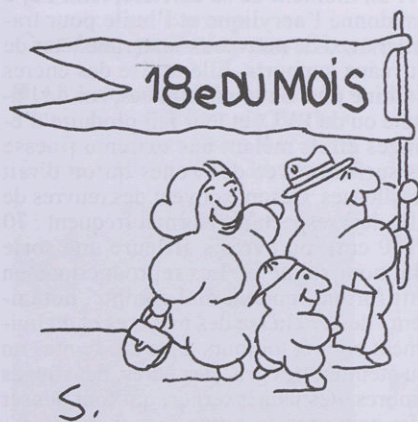
Couleurs nocturnes ponctuées parfois de verts et rouges éclatants, de bleu océan aussi, prédilection pour les sites délabrés : c'est le Landier d'avant, avant les peintures lumineuses de Toscane, de Provence, de Prague, de Venise la belle... et avant le Landier d'aujourd'hui, moins torturé, pacifié.

Une première exposition de ces œuvres anciennes avait eu lieu en décembre 2008 mais ce n'était qu'une ébauche de celle-ci, véritable rétrospective, complète et aboutie.

Marie-Pierre Larriivé

□ Du mardi au dimanche de 14 à 20 h.

Vous voulez nous soutenir ? Abonnez-vous !



☐ Je m'abonne pour un an (onze numéros) : 23 € (attention, nouveau tarif)

☐ Je m'abonne et j'adhère à l'association des Amis du 18e du mois : 39 € (23 € abonnement + 16 € cotisation)

☐ Je souscris un abonnement de soutien : un an 80 € (23 € abonnement + 57 € cotisation)

☐ je me réabonne pour un an (11 numéros) : 23 € (attention, nouveau tarif)

☐ Je me réabonne et j'adhère à l'association des Amis du 18e du mois : 39 € (23 € abonnement + 16 € cotisation)

☐ Abonnement à l'étranger : 26 €

Remplir en lettres majuscules et envoyer avec le chèque à l'ordre de "Les Amis du 18e du mois", 76 rue Marcadet, 75018 Paris :

NOM : Prénom :

Adresse :

..... e mail :

Si vous souhaitez recevoir une facture, veuillez cocher la case ci-après : ☐

Toute correspondance concernant les abonnements (changement d'adresse, réclamation, demande de facture, etc.) doit être envoyée par écrit. Merci.

Quatre jours sur "l'Algérie à la Goutte d'Or" des années 1950 et 1960

Du 14 au 17 mai, on va évoquer la mémoire du quartier à une période particulièrement dramatique. Conférences-débats, expositions, projections, musiques, et un repas de quartier.

Le quartier de la Goutte d'Or a toujours été marqué par l'immigration. À partir de 1920, l'immigration algérienne a pris progressivement la première place et contribué à dessiner durablement le visage de ce quartier. D'où l'idée de consacrer à l'histoire de ces Algériens de la Goutte d'Or un événement culturel et médiatique fort. Du 14 au 17 mai, quatre jours offriront autour de ce thème des conférences-débats, des expositions, des concerts, etc.

Ce travail de mémoire porte sur une période qui fut peut-être la plus dure : les années 1950 et 60, avec en leur centre la guerre d'Algérie (1954-1962) : comment cette guerre fut ressentie à la Goutte d'Or, comment vivaient alors les Algériens dans le quartier.

L'initiative revient à l'association de la **Salle Saint-Bruno**, une sorte de maison des associations du quartier, un lieu de rencontres, avec un **espace développement-emploi**, un **espace public numérique (la Goutte d'Ordinateur)** et un centre de documentation (*l'Observatoire de la vie locale*). Y sont associés trois autres "centres de ressources" : le **Centre musical Fleury-Barbara**, la **bibliothèque Goutte d'Or** et l'**Institut des cultures d'islam (ICI)**.

■ Des expositions

- **À la Salle Saint-Bruno**, photos, *À la Goutte d'Or pendant la guerre d'Algérie*.
- **À la bibliothèque**, photos, *Un siècle d'immigration algérienne en France et à Paris*.
- **Au centre musical Fleury**, *L'immigration algérienne à la Goutte d'Or*, archives et photos d'actualité.
- **À l'Institut des cultures d'islam**, *Un siècle d'histoire des Maghrébins par l'affiche*.

Ces quatre expositions sont montées par l'association **AIDDA** (née à la Goutte d'Or, aujourd'hui installée rue Montcalm, spécialisée dans le travail documentaire sur l'immigration par la photo) et par *Génériques*, association nationale se consacrant à la mémoire de l'immigration.

Des visites guidées sont prévues, se renseigner dans les lieux concernés ou sur le site :

www.myspace.com/algeriealagouttedor

- **Également à l'ICI**, une exposition sonore qui, elle, durera du 14 mai au 11 juin, *Voyage à travers musiques et voix algériennes de la Goutte d'Or*.
- **Au café social Dejean**, des images du grand photographe Marc Garanger



ger : Les 14 et 15, *Femmes algériennes dans les années 50 et 60*, portraits réalisés pendant la guerre et publiés vingt ans après dans un livre saisissant. Les 16 et 17 mai, *Retour en Algérie*, photos de Marc Garanger en 2004, cinquante ans après...

• **Dans des vitrines du quartier**, deux expositions de la Ligue de l'enseignement, *L'immigration arabe en France et Mémoire et présence de l'Algérie*.

■ Des conférences

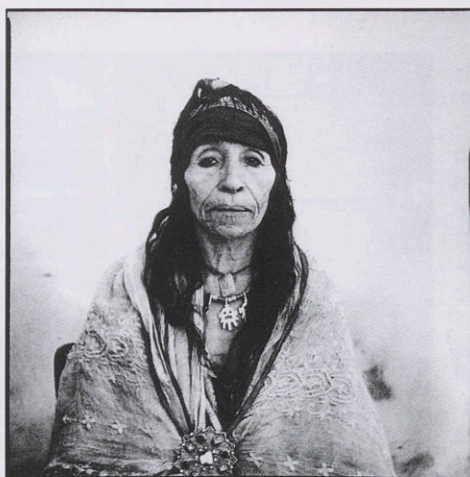
- **7 mai** à 19 h à la bibliothèque, en avant-propos, rencontre-débat *L'immigration en France aujourd'hui*.
- **Jeudi 14 mai** à 14 h à la bibliothèque, *Égalité hommes femmes*.

À 19 h 30 à la Salle Saint-Bruno, *La vie de quartier à la Goutte d'Or pendant la guerre d'Algérie*, avec notamment l'historien Benjamin Stora, Aïcha Smaïl (habitante du quartier), Saïd Bouziri (président de *Génériques* et habitant du quartier), Noël Monier (*Le 18e du mois*) et des témoignages.

• **Samedi 16 mai** à 19 h, à l'ICI, projection du documentaire *Un samedi à la Goutte d'Or* (1978), suivie d'une table ronde sur *L'histoire de l'immigration algérienne*, avec Mohand Dehmous (vice-président du conseil de quartier), Jean-Claude Toubon, sociologue (auteur de *Centralité immigrée, le quartier de la Goutte d'Or*), Linda Amiri, historienne, Michel Neyreneuf (maire adjoint du 18e, ancien responsable associatif dans le quartier).

■ Des projections

- **14 mai** à 17 h, à la bibliothèque,



• **À gauche, Boulevard de Rochechouart**, photo de Bernard Bardinet.

• **Ci-dessus, Portrait d'Algérienne**, de Marc Garanger (au café Dejean). Garanger, qui faisait son service militaire, a dû photographier les habitants des villages des montagnes algériennes, entre autres les femmes, pour les cartes d'identité. «J'ai reçu leurs regards en plein visage», dit-il.

Une journée portée disparue, documentaire de Philip Brooks sur la manifestation dramatique du 17 octobre 1961. (Voir aussi le 15 mai.)

• **15 mai** à 10 h à l'ICI, *Claudine et les enfants de la Goutte d'Or*, reportage en 1967 dans une école maternelle.

À 14 h au Centre musical Fleury, *Une journée portée disparue* (voir 14 mai).

À 17 h à la bibliothèque, *Décibled, la fusion musicale aux sources de l'Algérie* (1998).

À 19 h 30, à l'ICI, *Arrêt sur islam, les Algériens vus par les médias français*, un DVD à partir d'émissions télé dans les années 1950 à 1970 sur l'immigration algérienne à Paris.



Slimane Azem, un des plus grands chanteurs kabyles des années 1950 et 1960, a chanté dans le quartier.

• **16 mai**, à la bibliothèque, le film de Yamina Benguigui *Mémoires d'immigrés, l'héritage maghrébin*, en trois parties : à 10 h, *Les pères* ; à 11 h, *Les mères* ; et à 14 h, *Les enfants*.

De 15 h à 20 h, au Centre musical Fleury, *Trésor des scopitones*, puis présentation du projet de film *50 ans de vie en musique à la Goutte d'Or*, suivie d'une table ronde sur *La musique algérienne*.

• **17 mai** à 16 h au Centre Fleury, restitution de l'atelier radio-photo-véo du Centre.

À 17 h à l'ICI, *Paris couleurs, trois siècles d'immigration en images*, documentaire (2005).

■ Des concerts

• **15 mai** à 20 h 30 au Centre Fleury, concert raï et hip hop, avec Larbi Dida, Sofiane Hamma, Hip-hop Gnawa...

• **16 mai** à 12 h, fanfare traditionnelle algérienne, départ du Centre Fleury et déambulation dans le quartier.

À 20 h 30, au Centre Fleury, MAP (rap/chanson) et Samia Diar (chanson algérienne).

• **17 mai** à 15 h, au Centre Fleury, deux groupes de musique traditionnelle, Sid Ahmed Labib (chaabi) et Amar Oukaci (musique kabyle).

À 20 h 30, au Centre Fleury, concert rap et hip-hop.

■ Contes et lectures

• **16 mai** à 15 h à l'ICI, conte de Cathelijne Bachrach, *De l'Algérie à la Goutte d'Or*.

À 16 h 30, à la bibliothèque, lecture de *Mon cher fils*, de Leïla Sebbar, qui raconte l'histoire d'un chibani, ancien ouvrier chez Renault, qui revient à Alger après trente ans passés en France.

■ Thé dansant et repas de quartier

• **15 mai** de 15 h à 17 h 30 à l'ICI, thé dansant chaabi, pour les personnes âgées du quartier et le public adulte des associations.

• **17 mai** à 13 h, repas de quartier au Centre Fleury. Tables, chaises et musique sont fournies. Les habitants apportent chacun un plat, à partager entre deux pas de danse.

□ Le programme en détails :

- www.myspace.com/algeriealagouttedor
- Salle Saint-Bruno, 9 rue St-Bruno.
- Bibliothèque Goutte d'Or, 2 rue Fleury.
- Centre musical Fleury-Barbara, 1 rue Fleury.
- Institut des cultures d'islam (ICI), 19 rue Léon.

Un maître luthier au cœur des cités populaires de la Porte Montmartre : Wolfgang Früh, une référence dans son métier, fait sonner depuis quatorze ans des musiques anciennes et actuelles.

Extension du domaine du luth

Wolfgang Früh est originaire d'Allemagne. Il a été formé au métier de luthier au West Dean College, en Angleterre, dans les années 1980. Devenu maître luthier, il installe son atelier qu'il baptise *Le Point d'accroche* en 1995, à Paris, à la Porte Montmartre.

Luthier oui, mais qu'on ne s'y méprenne pas, si un jour il vous arrivait de venir demander une réparation pour votre guitare électrique ou votre violon, il vous enverrait chez un de ses collègues à Pigalle ou rue de Rome. Les instruments de musique sur lesquels il travaille sont de la famille du luth. Luth Renaissance, luth baroque, théorbe, oud et, de temps à autre, une ou deux guitares baroques ou une vihuela.

Il n'existe qu'une poignée de maîtres luthiers dans toute la France. Et le 18^e arrondissement en comptera bientôt un de plus. L'ancienne assistante de Wolfgang Früh, Irène Rifaud, va ouvrir son propre atelier. Pas de concurrence pour autant. «*Je serai fier si elle réussit, cela vaudra dire que je l'ai bien formée.*» En effet, les clients, venant de toute l'Île-de-France, sont nombreux, au regard du temps consacré à chaque instrument. Il ajoute : «*Petit clin d'œil à Sarkozy, quand on est artisan on travaille tellement d'heures qu'il n'est pas possible de travailler plus. Je ne suis pas une manufacture.*»

Et ce n'est pas demain la veille que le secteur s'industrialisera. Chaque luth est différent et demande une attention particulière. Même les cordes pour ce type d'instrument ne sont pas standardisées. Les luthistes viennent donc faire du sur mesure chez lui. Il doit calculer le type de cordes à utiliser en fonction des caractéristiques du luth et du jeu de chaque musicien.

Une vocation

«*C'est un métier de passionnés, ce n'est pas pour gagner de l'argent. La richesse n'est pas dans les billets, mais dans les rencontres.*» C'est d'ailleurs une rencontre à Paris avec un luthier franco-syrien, Alexandre Bioud, qui lui a permis d'ajouter une corde à son arc. Il lui a fait découvrir l'oud, instrument de musique orientale proche du luth. L'oud (*al-oud*, le bois en arabe) a donné le nom luth en occident.

Wolfgang Früh s'intéresse également aux nouveaux instruments et aux mélanges musicaux. Il apprécie le travail du chanteur Sting et trouve intéressante l'utilisation d'instruments anciens adaptés à la modernité. Il espère que ce mélange permettra de toucher et de sensibiliser les jeunes à ce type d'instruments.

Pour promouvoir ses instruments en France,



Davide del Giudice

«*L'immeuble était sain, les murs étaient secs*», ce qui est fondamental quand on travaille le bois. «*Ébène pour les touches, noyer, cyprès, l'érable ondulé pour les caisses de luth [...] pour les manches, j'utilise le cèdre.*» D'autre part, il lui fallait une luminosité constante, «*comme pour les peintres ou les sculpteurs*». Les rosaces ou les dessins d'ornementation doivent se faire avec une grande précision sur du bois très fin et fragile. Pour la lumière, l'idéal aurait été d'être orienté au nord, mais la fenêtre de l'atelier donne à l'est, au rez-de-chaussée. Petit défaut, «*c'est un peu sombre mais très bien pour travailler*».

M. Früh fait partie de la Société française de luth. Dans ce cadre, il a aidé à mettre en place, en mars, deux journées de concerts et d'expositions de luthiers à la chapelle Saint-Thomas-d'Aquin dans le 7^e arrondissement de Paris.

Commerçant, artisan, restaurateur

«*Je porte trois casquettes.*» Commerçant dans sa boutique, artisan dans son atelier, et restaurateur dans les musées, Wolfgang Früh doit partager son temps entre ces diverses activités. Dans son échoppe il vend des cordes et accessoires ainsi qu'une sélection de livres sur le luth. Dans l'arrière-boutique se trouve son atelier, où sont rangés des dizaines d'instruments en cours de réparation.

Il est également habilité par le ministère de la Culture à effectuer des restaurations pour des musées, à la Cité de la musique notamment. La restauration permet de montrer au public des instruments rares ou révélateurs d'une technique ou d'une époque. L'instrument restauré en musée sert plus rarement à des fins musicales.

Wolfgang Früh conçoit son travail de luthier à la fois comme un métier technique et artistique. «*Pour le musicien, l'instrument de musique est un outil de travail avec lequel il s'exprime. Moi je suis le technicien qui doit faire sonner l'instrument dans le sens voulu par le musicien.*» Faire «sonner» l'instrument est la partie artistique de son travail. «*Puis l'instrument, au bout de vingt, trente ans ou davantage, change de destin et devient objet de collection.*»

«Le quartier, je m'y sens bien.»

Arrivé par hasard dans le 18^e, il y a quatorze ans, le luthier allemand assure : «*Le quartier, je l'aime, je m'y sens bien.*» Il aurait pu s'installer n'importe où dans Paris, mais il a choisi ce lieu pour des raisons pratiques.

Wolfgang Früh fait partie de l'association des commerçants du quartier, *Le Carré de la Porte Montmartre*. Elle réunit des professionnels travaillant dans le nord du boulevard Ney, entre la Porte de Saint-Ouen et la Porte de Clignancourt, et organise des manifestations festives et familiales. Fêtes des mères, fêtes estivales, brocante et vide-grenier ou encore fêtes de fin d'année, permettent à l'association de faire découvrir ou redécouvrir le quartier... et ses commerces.

Passionné de jeux de société

Le luthier avoue qu'il est moins actif dans l'association qu'auparavant (il en était le trésorier) car «*ça prend un temps fou. De plus, mon métier un peu à part d'artisan fait que je n'ai pas forcément de réponse adaptée niveau commerce.*» Ce caractère un peu particulier de son métier l'éloigne des problématiques des autres commerçants de la Porte Montmartre. «*Je suis tellement exotique que je ne peux pas faire grand-chose pour le quartier.*» Néanmoins, comme tous les ans, le luthier participera à l'organisation du vide-grenier du quartier qui se tiendra la deuxième quinzaine du mois de juin.

L'ancrage de Wolfgang Früh dans ce secteur du 18^e arrondissement se fait aussi par la fréquentation assidue du *Petit Ney*, café littéraire et associatif, à deux pas de sa boutique, qui accueille de nombreuses manifestations. Le luthier y assouvit l'une de ses passions : le jeu. Tous les mois le *Petit Ney*, en collaboration avec la ludothèque de la rue Ordener *Planète jeux*, organise des soirées jeux de société. Et il n'en loupe pas une.

Malgré ses «trois casquettes» d'artisan-commerçant-restaurateur et sa passion des jeux de société, il se donne tout de même un peu de temps pour jouer... du luth.

Mathieu Le Floch